Parti Socialiste
Comité directeur
Samedi 10 novembre 1984

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
Jean Poperen 2
Bernard Roman 12
Marc Chesnot 14
Arthur Notebart 17
Robert Chapuis 18
Bertrand Delanoë 23
Patrice Finel 27
Françoise Gaspard 33
Morin 36
Hervé Vuillot 39
Girard 41
Georges Sarre 42
Gérard Fuchs 45
Jean Le Garrec 50
Dominique Strauss-Kahn 52
Lionel Jospin 55
Didier Motchane 69
Michel Debout 71
Paul Lussault 73
Denise Cacheux 75
Bertrand Delanoë 76
Daniel Vaillant 79
Nicole Boulaya 81
Bertrand Delanoë 83
Daniel Vaillant 86
Jean Poperen 86
Françoise Seligmann 88

Samedi 10 novembre 1984 (Matinée)

Le président (Claude Estier)

La séance est ouverte.
Je demande à Françoise Seligmann de bien vouloir faire l'appel.
(Il est procédé à l'appel)
Camarades, comme vous le savez, nous avons un Comité directeur sur une seule journée. Il est donc raisonnable que nous en terminions vers 19 h. au plus tard, ce qui veut dire qu'en fonction du nombre d'inscrits dans la discussion politique qui suivra le rapport de Jean Poperen, je serai éventuellement amené à limiter le

Fondation Jean-Jaurès

temps de parole, pour que nous en finissions dans des délais raisonnables et en ayant épuisé notre ordre du jour.
Sans plus tarder, je donne la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen

Chers camarades, après ce que vient de dire Claude Estier, en effet il nous faudra organiser notre temps car même si cette session est limitée à une journée et si elle se situe à quelques semaines seulement de notre importante Convention nationale. Je crois que tout à la fois il s'est passé beaucoup de choses dans le mois et des évènements souvent de grande importance, et d'autre part le Parti, comme vous allez le voir, a été dans tous ses secteurs d'une grande activité. Enfin se posent à nous un certain nombre de questions que peut-être nous ne résoudrons pas toutes aujourd'hui, mais pour lesquelles déjà il est bon que la discussion progresse. C'est un Comité directeur qui doit nous permettre, puisqu'il se situe deux mois après la rentrée de juillet, d'apprécier ce qu'a été la mobilisation du Parti, comment elle se développe dans la perspective, d'abord, des élections cantonales… ce qu'est notre calendrier pour toute cette période.
Le séminaire des Premiers secrétaires fédéraux, qui s'est tenu les 12, 13 et 14 octobre, le lancement de la campagne "Faire face", en cours, la préparation de la Convention sur la modernisation, les 15 et 16 décembre, et enfin la préparation de la campagne "Le Parti Socialiste en direct avec vous", qui se développera à partir de l'année prochaine.
Pour la dernière période, le Secrétariat national aux élections n'a pas pu réellement concentrer son activité sur la mise en place du découpage cantonal. Le travail entre maintenant dans sa seconde phase, c'est-à-dire les propositions du ministère de l'Intérieur et la consultation des collectivités locales concernées.
A ma connaissance, comme secrétaire aux élections, l'ensemble des problèmes qui se trouvaient posés sont aujourd'hui résolus, je ne dirai pas toujours à la satisfaction totale de nos fédérations, mais il me semble tout de même que dans la grande majorité des cas on est arrivé à l'accord avec les camarades qui travaillent du côté du ministère de l'Intérieur.
Cependant il peut se trouver encore telle ou telle difficulté, tel ou tel mécontentement. Il va de soi que dans la journée d'aujourd'hui je souhaite en être saisi pour que nous puissions intervenir dans les meilleurs délais, pourquoi pas, d'ailleurs, en être saisi conjointement avec notre camarade Pierre Joxe qui est là présent.
Le Secrétaire national du secrétariat aux fédérations, à l'organisation, au contentieux a travaillé principalement dans deux domaines : d'abord la réunion des Premiers secrétaires fédéraux à Cergy-Pontoise, milieu octobre, du séminaire, premier du genre, qui a travaillé en groupes de travail qui se sont réunis autour de cinq thèmes :

- combat contre la Droite,
- rapports politiques à Gauche,
- politique économique et sociale,
- cantonales,

- état d'esprit de l'opinion et des militants.

A partir de là, des rapports ont été discutés en séance plénière, et dans un second temps l'organisation du Parti et son fonctionnement, son activité, ont été l'objet de réflexions autour de thèmes comme :

- parler à des millions de gens,
- rapports fédérations-élus,
- rapports fédérations-instances gouvernementales,
- rapports fédérations-médias,
- financement de l'action politique,
- rôle du Premier secrétaire fédéral.

Dans une intervention remarquée, le Premier secrétaire a tiré des conclusions de ces travaux. Disons d'ailleurs qu'il a repris une partie notable des idées qu'il avait eu l'occasion de développer dans cette circonstance dans son interview au Monde, que, j'imagine, beaucoup d'entre vous, je veux dire la totalité, ont sans doute lue.

J'ai pour ma part rendu compte de ces trois journées de séminaire à l'ensemble des permanents du Parti au cours d'une séance de travail que nous avons tenue dans la semaine suivante. Un rapport complet du séminaire sera adressé à l'ensemble des participants, et il sera à coup sûr un outil pour le Parti dans la période à venir.

Le deuxième élément du travail des fédérations est évidemment, en liaison avec les autres secteurs concernés, la préparation des élections cantonales. Un certain nombre de problèmes que nous appelons le contentieux ont pu se trouver postés, tout particulièrement la fédération du Gard dont le Comité directeur aujourd'hui va avoir à connaître le développement afin de prendre décision.

Le Bureau exécutif a demandé au Secrétariat national à la communication propagande de prévoir une campagne d'automne : c'est la campagne actuelle "Faire face".

Par ailleurs, pour assurer continuité et homogénéité entre toutes les campagnes nationales que nous mènerons d'ici aux élections de 1986, Ce secrétariat a fait deux propositions. La première consiste à utiliser systématiquement pour phrase d'approche un verbe à l'infinitif dont l'objectif est de donner un caractère de plus grande assurance à nos messages.

La seconde est de produire des supports écrits, en particulier des affiches qui représentent un caractère plus pédagogique et plus concret.

Sur ces propositions ont travaillé les secrétaires fédéraux à la communication propagande réunis le 16 septembre.

L'équipe de communication a mis au point pour la période actuelle un premier matériel d'affichage qui comporte à la fois une grande affiche de format 70-100 à la française et une affiche colonne, souvent demandée par les fédérations rurales notamment, de même hauteur mais plus étroite, format 30-100.

La campagne "Faire face" est destinée à faire passer un message d'adhésion aux principaux axes de la politique gouvernementale de modernisation, qui se traduit dans la loi de finance 1985 dans la poursuite de l'effort prioritaire en faveur de la formation et de la recherche, rassemblement qui suppose l'appel à la

Fondation Jean-Jaurès

confiance en l'effort de tous.
Parallèlement, ce secrétariat a proposé une affiche permanente de présence destinée à remplacer le Poing et la Rose sur fond rouge que nous avons mise en place à partir de 1975, et sur laquelle, il faut le dire, nous avons vécu depuis cette période.
Tout un travail de préparation a eu lieu autour de la proposition de ce qu'il faut appeler une charte graphique, qui est une ambition déjà ancienne des secrétaires nationaux successifs à la communication, et qui doit aider à définir une politique globale de communication, comme il avait été demandé au Congrès de Bourg-en-Bresse.
La décision a été prise le 24 octobre d'accepter le principe de cette charte graphique. mais par ailleurs, celle-ci représente des contraintes techniques auxquelles le Parti à l'évidence n'est pas habitué, en sorte que le Bureau exécutif a pour le moment retenu une quasi-signature pour affiches, tracts, en-tête de papier à lettre, brochures, gadgets et affiches de présence, mais qu'il se donne un délai supplémentaire, et sans doute des consultations supplémentaires, pour l'approbation de l'ensemble de la charte graphique.
Enfin les mois de novembre et décembre, donc en ce moment même - d'où l'utilité de notre rencontre d'aujourd'hui - sont consacrés à la préparation, en liaison avec les fédérations, de la campagne "les Socialistes en direct avec vous".
Côté entreprises, ce secteur a bien entendu suivi un certain nombre de conflits sociaux en cours ou de manifestations syndicales. Il s'est plus particulièrement attaché à suivre ce qui s'est passé et ce qui se passe chez Renault. Il perçoit d'une façon plus positive ce qu'est l'actuel plan Hanon. mais il est clair que le temps nous est compté pour reconstruire les bases de la réussite pour la Régie, d'où l'effort actuel mené par nos camarades de chez Renault, les rencontres qu'ils ont cette semaine, en ce moment même, je crois, avec une délégation des travailleurs de Volkswagen.
A Creusot-Loire, ce fut, vous le savez, une grande épreuve pour les Socialistes de cette région et même pour l'ensemble du Parti. C'est en liaison avec les élus du département, la fédération, les militants socialistes du Creusot que le Secrétariat national aux entreprises s'est prononcé pour que s'engagent les négociations nécessaires à l'élaboration d'un plan industriel global.
Il faut savoir que cela a été vraiment une grande bataille que ces camarades ont menée en liaison avec nous.
Le 18 octobre, lors d'une rencontre organisée par le secrétariat à la coordination, avec les camarades concernés, un communiqué a été élaboré, appréciant les résultats des dernières négociations qui s'achevaient justement ce jour là.
L'effort a été considérable pour que nos camarades soient présents sur le terrain, développant deux idées.

- D'abord que les conditions existent pour assurer l'avenir du groupe et pour trouver une solution juste socialement à la situation de chaque travailleur, et je crois que pour l'essentiel nous y sommes parvenus, ce qui représente un résultat très important, compte tenu des bases de départ.

- Ensuite que chacun prenne maintenant ses responsabilités et agisse pour la réalisation effective des mesures adoptées.

La réunion de rentrée du 22 septembre de la Commission nationale entreprises, ouverte aux secrétaires fédéraux entreprises et aux secrétaires des groupes Socialistes nationaux, a été marquée par une forte participation. Le débat a reflété les difficultés de la situation actuelle, et traduit la volonté de les dépasser.
Le Premier secrétaire est intervenu à l'occasion de cette rencontre.
La réunion avait permis de préciser le plan de travail du secteur à partir des décisions prises par la dernière Conférence nationale entreprises du printemps.

- Rencontres régionales des secteurs entreprises fédéraux, des directions fédérales et des élus. Il s'agit notamment de faire le point sur les actions engagées par le Parti pour traiter les différents dossiers économiques et sociaux des départements concernés. Cette confrontation d'expériences devrait permettre de dégager des perspectives d'action du Parti dans les entreprises pour les mois à venir.
- Tournées des entreprises nationalisées les 17 et 18 novembre à Villiers-le-Bel, Val d'Oise. D'ores et déjà nous savons que les nationalisations tiendront une place privilégiée dans la confrontation Gauche-Droite dans les mois à venir, et notamment aux élections de 1986. J'y reviendrai tout à l'heure.

Trois thèmes seront abordés :

- contribution du secteur nationalisé dans la bataille pour l'emploi,
- démocratisation du secteur public,
- secteur public moteur de l'économie.

Le Secrétariat national aux entreprises a édité a 500 000 exemplaires un tract "Faire face" actuellement en cours de diffusion.
Depuis le Comité directeur de septembre, le Secrétariat national au secteur public a poursuivi la préparation du colloque "l'Etat et la liberté" qui se tiendra les 9 et 10 février 1985 - nous en avons déjà parlé ici à plusieurs reprises - à Paris, à l'hôtel Méridien, manifestation qui rassemblera élus, militants Socialistes, personnalités extérieures, en présence de plusieurs membres du gouvernement. Quatre rapports introduiront ces dé bats.
Le Secrétariat national au secteur public a, par ailleurs, participé à la réunion des secrétaires et délégués fédéraux à l'Education nationale des 29 et 30 décembre. Cette réunion a permis de lancer dans sa phase active le colloque du Parti sur l'éducation qui se tiendra dans la première quinzaine de juin 1985, compte tenu de ce qui s'est passé dans ce secteur, je pense que chacun mesurera l'importance de cette rencontre.
La Délégation à l'Education nationale a, en outre, tenu une conférence de presse sur la rentrée scolaire et a rencontré de nombreux mouvements pédagogiques.
Le Secrétariat national au secteur public s'est exprimé à l'occasion de la grève des fonctionnaires du 25 octobre.
La réunion du 23 septembre des secrétaires fédérales aux luttes des femmes a permis d'élaborer le programme de travail pour les mois à venir.

- Convention nationale "modernisation progrès social".

Fondation Jean-Jaurès

- Table ronde sur les mutilations sexuelles féminines à l'initiative du secrétariat et de la Délégation à l'action féminine internationale, qui tient d'ailleurs ses travaux aujourd'hui même à l'Assemblée Nationale.
- Enfin, le colloque "Femmes, quel emploi pour demain", prévu pour janvier.

Le secteur, en collaboration avec le secrétariat aux entreprises, travaille à la préparation de ce colloque qui traitera des principaux problèmes posés aujourd'hui par l'emploi et la formation des femmes, en particulier les problèmes si importants pour le personnel féminin du temps partiel, du travail précaire et du travail à domicile. Bien entendu, ce secteur participe comme les autres à la préparation de la campagne des Socialistes, en direct avec nous.

La Commission nationale aux luttes des femmes s'est réunie l'autre dimanche et a procédé à l'étude du rapport Sullereau, étude qui n'est pas encore achevée ; elle prépare une brochure sur le guide de l'adhérente, en complément au matériel que nous avons déjà en ce domaine, pour les prochaines semaines.

Le secrétariat aux droits de l'Homme, sur le plan international comme sur le plan national, a vous l'imaginez, et je dirai malheureusement, beaucoup à faire. Ce secrétariat prépare activement le colloque sur les droits de l'enfant qui devrait se tenir à Paris au début de l'an prochain. Il suit les manifestations de convergence 1984 qui ont pour objectif de sensibiliser l'opinion publique sur les thèmes du racisme, de la xénophobie, mais aussi de mettre en exergue les actions positives contribuant au rapprochement et à une meilleure compréhension des communautés.

Il a été actif particulièrement, et sans entrer dans le détail de ses initiatives, il faut le souligner, à la suite de l'arrestation de Jacques Abouchar, en Afghanistan. Il est intervenu à maintes reprises par des déclarations, des démarches, et le 18 octobre à l'appel du Comité, plusieurs membres du Parti ont participé à la manifestation pour la libération de Jacques Abouchar. Plusieurs articles concernant cette violation des droits à l'information ont été publiés.

Il s'est exprimé aussi sur la situation des droits de l'Homme au Chili et les initiatives récentes du gouvernement Pinochet. Il est intervenu auprès des autorités turques à l'annonce du verdict prononcé contre Hidir Aslan (?), et a exprimé l'indignation du Parti à l'annonce de cette exécution.

Le secrétariat a mené l'action quotidienne sur plusieurs autres affaires dont certaines actuellement en cours. Cela nous amène à évoquer le travail du secteur aux relations internationales qui a réuni à Paris ses responsables fédéraux et envoyé nos représentants en différents points du globe.

Notons notamment la tenue avec participation du Premier secrétaire du bureau de l'Internationale à Rio début octobre, l'envoi d'une observatrice, qui s'est d'ailleurs exprimée sur les ondes, aux élections au Nicaragua, la présence d'une délégation au Congrès du Parti Travailliste de Grande-Bretagne, la visite d'une secrétaire internationale à Budapest, au cours de laquelle les Hongrois ont proposé l'organisation d'une conférence entre certains partis Communistes de l'Est et les partis Socialistes occidentaux.

Le secteur international a aussi préparé le voyage en Chine d'une délégation

conduite par Guy Allouche et sur laquelle le Bureau exécutif a eu un compte rendu lors de sa dernière réunion. Il a envoyé des représentants aux Congrès du Parti Social-démocrate suédois et du Parti Socialiste Danois. Enfin, il a préparé les axes de travail pour la période à venir dont vous aurez le rapport écrit dégagés lors des journées Nord-Sud des 8 et 9 septembre dernier.

De son coté le secrétariat à la culture a représenté le Parti dans les grandes manifestations telles que le VIDCOM de Cannes ou le Festival musical de Strasbourg, en liaison avec le G.S.E. audio-visuel. Il a organisé les 5 et 6 octobre, la première rencontre des Socialistes sur le thème "la place du service public dans l'avenir de l'audiovisuel", question dont il n'est pas besoin de souligner la très grande importance pour les années prochaines. Elle soumettra, cette réunion, les conclusions de ses travaux dans des délais très prochains au Bureau exécutif lui-même car il est clair que c'est une affaire qui commande beaucoup de notre action dans la prochaine période.

Le développement des radios privées locales retient, en particulier, l'attention de ce secrétariat. Le secrétariat à la culture a d'ailleurs réuni ses responsables fédéraux.

Importante activité aussi du secrétariat aux collectivités locales qui poursuit :

- la préparation d'un colloque sur le thème "les collectivités locales dans la bataille économique", qui se tiendra à Belfort les 8 et 9 décembre prochains.
- la préparation d'un colloque sur le thème "collectivités locales et solidarités sociales,"qui se tiendra à Valence les 12 et 13 janvier 1985.

En liaison avec la FNESR et notamment avec son Conseil national du mois d'octobre et le Congrès de l'Association des maires de France, un certain nombre d'initiatives ont été préparées.

De même, le secteur, en liaison avec la FNESR, en liaison avec les fédérations du Parti et avec l'ensemble du Parti, s'emploie à la mobilisation en faveur des travaux d'utilité collective, dont je dirai deux mots dans la deuxième partie de mon rapport.

Le secrétariat à l'agriculture a engagé ses responsables départementaux à reprendre l'offensive en s'appuyant sur l'ensemble du mouvement progressiste, en diffusant largement nos réflexions et nos propositions sur les grands problèmes du-moment, tout particulièrement la restructuration laitière, le développement, la décentralisation.

- En favorisant les contacts entre élus, syndicats et organisations professionnelles.
- En s'efforçant d'utiliser au mieux les dispositions fixant à 15% la représentation des syndicats dans les Commissions mixtes départementales. Vous savez combien la fixation de ce seuil avait été et fait l'objet d'un débat difficile tel qu'il est, il appartient naturellement au Parti, à tout le Parti, à ses élus, à ses responsables agricoles de l'utiliser au mieux. Ce n'est pas toujours facile.

Le secrétariat à l'urbanisme et au cadre de vie a poursuivi son travail en Commission. Il a rencontré le ministre de la Mer à propos de la politique

Fondation Jean Jaurès

gouvernementale à mettre en œuvre sur les transports maritimes, et entamé la préparation des prochaines "rencontres urbaines".
L'ISER, en collaboration avec le Fondation Hebert de Bonn, a réuni les 15 et 16 octobre un séminaire de travail sur le thème "Intérêts nationaux et coopération européenne, et relations franco-allemandes".
Le FJS. avait convoqué le 30 septembre son Conseil national et organisé le 21 octobre une journée "Lycées et collèges", qui se consacre maintenant à ces activités futures, et il y a la journée nationale sur la prévention de la délinquance qui se tient la semaine prochaine, le 17 novembre, mais aussi à la mise au point des actions - et nous rejoignons ici ce que j'évoquais à propos des Turcs - les actions destinées à la lutte contre le chômage des jeunes.
Le secteur presse, dont la responsabilité, vous le savez est maintenant confiée à Jean-Pierre Destrade, a organisé chaque lundi le point de presse, assuré par les secrétaires nationaux, qui diffuse l'ensemble des informations vers l'extérieur et assure un service de différentes revues de presse auprès du secteur de la rue de Solferino.
Le Parti Socialiste assure l'information interne et, en publiant des argumentaires nourris de questions d'actualité, "Le Parti Socialiste impose".
Le secteur formation a convoqué aujourd'hui même - ce qui peut expliquer certaines absences - ses secrétaires fédéraux à Dourdan - ce n'est pas loin mais ce n'est tout de même pas à côté -. Il avait auparavant travaillé sur les brochures de base soumises au Bureau exécutif du 7 novembre, et qui devraient être adoptées lors de ses toutes prochaines séances, brochures dont le remaniement, le remodelage, l'actualisation, sont en cours depuis déjà plusieurs mois, essentiellement depuis le printemps dernier, et dont il apparaît en effet qu'il est souhaitable qu'elles soient définitivement retenues.
Le secteur études a consacré l'essentiel de son activité, et sans doute y reviendrons-nous, et je pense que Dominique Strauss-Kahn, soit un autre de nos camarades de ce secteur, nous en parlera plus longuement, mais il consacre l'essentiel de son activité à la préparation de la Convention sur "Modernisation et progrès social".
Et, à l'heure actuellement, il consacre son activité tout particulièrement au dépouillement des deux séries de réponses, questions ouvertes, questions fermées, qui sont parvenues des sessions des JSE de Commissions du Parti. A l'heure qu'il est près de 2000 réponses de sections ont déjà été enregistrées, ce qui est un chiffre très important et supérieur à tout ce que nous avions enregistré dans les consultations de ce genre.
Le dépouillement du questionnaire, je n'ai pas besoin de vous le dire, est un travail considérable pour lequel beaucoup de responsables du Parti, de permanents, ont été sollicités, mobilisés. Une synthèse sera dressée, et bien entendu, parallèlement, un texte est mis au point, dont je crois pouvoir dire qu'il sera adopté sous la forme qui sera proposée au Parti, naturellement, lors de la prochaine réunion de mercredi, la semaine prochaine. C'est donc un texte sur le quel, après le premier travail, le premier va-et-vient du questionnaire, le Parti va avoir à délibérer dans les prochaines semaines, d'ici la Convention du milieu

décembre.
Voilà pour l'activité du Parti. Cela, dans le développement des événements que nous avons vécus et venons de vivre, y compris cette semaine.
Je commencerai par le plus récent, sans m'y attarder longuement, d'autant qu'il continue de nous poser un certain nombre de questions pour lesquelles les raisons sont parfois évidentes, parfois moins : je veux parler de la réélection de Reagan.
La volonté de discussion pour une recherche de l'arrêt de la course aux armements a été affirmée par le candidat Reagan et par le Président à peine réélu. Il est clair que le monde entier sera attentif au développement que pourraient avoir d'éventuelles initiatives dans ce domaine. Mais, en même temps, et la réélection de Reagan place cette perspective d'une certaine façon, nous savons que se poursuivront les épreuves de force en diverses parties du monde ; et, d'abord, en Amérique Centrale où parallèlement à la réélection de Reagan - de la même façon que la coalition centriste de Duarte était sortie renforcée des élections au Salvador - on peut penser que les Sandinistes se trouvent plus assurés après la consultation du 4 octobre. Dans les deux cas, on peut en attendre qu'étant consolidé, des conditions plus favorables existent pour l'apaisement. mais, quel que soit le poids des superpuissances dans cette région, les solutions d'apaisement ne vaudront, aussi bien au Salvador qu'au Nicaragua, qu'autant qu'elles seront conformes aux exigences du pluralisme, c'est-à-dire à la diversité des forces qui existent dans ces pays, et, à cet égard, il est clair que nous n'avons pas, pour le moment, de garanties absolues que les choses évolueront bien dans ce sens, ni au Salvador ni au Nicaragua.
Même si le résultat de l'ensemble de l'élection, pas seulement de l'élection présidentielle, fait apparaître que c'est plus l'homme qui a été plébiscité que n'a été approuvé l'ensemble de la politique du Parti républicain, donc ses choix politiques, ayant, donc, été consolidé nettement personnellement, on peut penser que le Président et son administration persévéreront dans la stratégie économique de suprématie économique des Etats-Unis, et cette constatation - et je ne ferai pas de développement plus long tellement les choses me paraissent évidentes - doit nous confirmer dans notre volonté de faire progresser absolument la cohésion de l'Europe, sa capacité à agir par elle-même, car il est clair que de plus en plus nous devrons compter avec une stratégie économique et politique impitoyable des dirigeants américains.
D'autres épreuves de force se sont poursuivies, ont connu de nouveaux développements dans le monde. La patience et la prudence de la diplomatie française ont permis un premier résultat au Tchad, avec la décision conjointe d'évacuation prise par notre pays et par la Libye, et dont il semble que dans la journée même, ou dans les 24 h, le stade final sera atteint.
S'ils arrivait qu'ils soient à nouveau au pouvoir, ce serait "en arrière toute".
Les conquêtes sociales seraient mises en cause, et d'abord, le système de protection sociale, acquis peu à peu grâce aux luttes du monde du travail, de ses syndicats, de ses mutuelles, et qui a toujours été la bête noire de la Droite française. Quand ils s'en prennent à la "société d'assistés, c'est à tout ce

dispositif qu'ils attaquent, grâce auquel la masse des travailleurs, des petites gens reçoit un minimum de protection financière contre la maladie, la misère, le chômage et pour une vieillesse moins difficile. Ce sont les lois sociales de la Gauche, du Front Populaire, de la Libération, de 1981 et des années suivantes, qui ont fait reculer la pauvreté : qu'on songe seulement à ce que fut longtemps la détresse de tant de personnes âgées qui n'avaient aucune ressource ou presque ! Ces pauvres-là sont aujourd'hui beaucoup moins nombreux.

Les pauvres de ces dix dernières années sont souvent ceux de la crise : et la crise, faut-il le répéter une bonne fois, elle n'est pas Socialiste, C'est celle du capitalisme, que nous avons, nous, Socialistes, à affronter.

Remarquons que ces fanatiques admirateurs du Reaganisme semblent oublier que les pauvres de la reprise, aux Etats-Unis, sont aussi nombreux que ceux de la crise ; et que le Journal du Dimanche, que l'on ne sait pas rallié à l'idéologie Socialiste, pouvait écrire voilà quelques semaines, que, dans les Etats-Unis de Reagan, les pauvres sont devenus plus pauvres et les riches sont devenus plus riches. Mais tel est bien, en effet, l'idéal de la Droite française. Et, surtout, ne rien lâcher pour les plus défavorisés. On l'a bien vu quand le gouvernement, sa majorité ont décidé d'augmenter l'IGF. Pour subvenir aux besoins les plus urgents des plus "pauvres", les parlementaires de droite s'y sont opposés. Ainsi a éclate toute l'imposture de la campagne sur ce qu'ils appellent "les nouveaux pauvres". Cyniques, ils sortent leurs mouchoirs, mais pas leur portefeuilles.

S'ils revenaient au pouvoir, ils essaieraient d'anéantir les lois Auroux, contre lesquelles le patronat n'a cessé de mener campagne. Et ces gens qui n'ont à la bouche que le mot de "liberté", qui se proclament "libéraux", ils s'en prendraient aux lois sociales ou démocratiques les plus élémentaires, par exemple au droit de la femme à choisir sa maternité, droit reconnu,, admis depuis souvent longtemps dans toute la plupart des pays d'Europe : comme quoi, cette droite française est bien l'une des plus rétrogrades, des plus archaïques de l'Europe Occidentale.

Et, bien entendu, ils essaieraient de s'attaquer aux nationalisations, au secteur public, et aux travailleurs du secteur public. Et cela, au moment où, les unes après les autres, une fois passées les deux années de réorganisation, de réorientation, les nouvelles "nationalisées" enregistrent de très nettes améliorations de leurs bilans et commencent à jouer leur rôle de "secteur d'entraînement" de la modernisation de l'industrie française.

On a eu un exemple de la soi-disant supériorité des grandes entreprises privées, avec la débâcle de Creusot-Loire, quand les grands patrons de cet établissement, qui répètent avec les autres :"trop d'Etats, il y a trop d'Etat", sont venus frapper à la caisse de l'Etat. Et c'est le gouvernement, le gouvernement Socialiste avec les élus, les militants Socialistes, qui, malgré d'énormes difficultés, fruits de la gestion patronale, a empêche la débâcle et élaboré des solutions qui évitent socialement le pire et sauvent économiquement l'avenir.

Il peut arriver que les chefs de la Droite se répartissent les rôles et, bien sûr, ils travaillent avec des registres différents, l'un préférant le style "charge de cavalerie", l'autre l'allure gros matou s'essayant à masquer son sectarisme

foncier sous un jeu de jovialité.
Nous avons eu ce lundi, avec le dernier en date des "sauveurs" de la bourgeoisie, un bel exemple de cynisme politicien : ce Barre, qui reprend le vieux truc archi-usé de tous les politiciens réactionnaires, : la campagne contre les partis, qui sont l'expression de la démocratie. Monsieur 15% d'inflation, qui essaie de se faire une image en dénonçant "la politique" est le plus politicien de tous les politiciens de Droite. Mais sous quelques propos bénins, troussés pour endormir les moins avertis, il n'a pu cacher son hostilité à l'ensemble des réformes, des acquis de la Gauche. Il est seulement en compétition pour mériter mieux que d'autres les faveurs de Gattaz.
Car, l'autre événement de la semaine est que le chef du CNPF a mis cartes sur table. Ce Monsieur qui, lui aussi, nous avait répété tant de fois qu'il ne faisait pas de politique, a dit carrément qu'il était d'accord avec Chirac, d'accord avec Barre, et contre la Gauche : ainsi, il choisit son camp, et c'est très bien comme cela.
Que la Gauche, que les Socialistes soient lucides eux aussi ! Les circonstances changent, et il faut en tenir compte, et nous en avons tenu compte : mais le combat est le même. Les Socialistes, les militants, les élus, qui sont sur le terrain, et qui y sont actifs, le savent bien. ils savent que, plus l'affrontement est serré, plus la passe est étroite. Et plus il faut être attentif à ne pas donner de justifications à l'adversaire, à ne pas lui fournir d'alibi.
Des conversations "gouvernement - patronat -syndicat" sont engagées sur la "flexibilité". Ce n'est pas à la Gauche à aller au-devant de l'exigence, tant de fois proclamée, du patronat, de faire sauter les garanties contre les licenciements abusifs. Est-ce à Gauche qu'il faut prêter de la voix à la campagne de calomnies contre les travailleurs du secteur public, alors que chacun peut comprendre que si, par exemple, le droit de grève, les droits syndicaux des travailleurs du secteur public, étaient un jour atteints, ce sont ceux de tous les salariés qui se trouveraient menacés ?
Les Socialistes mènent une grande bataille. Ils la mènent avec la volonté de gagner et, comme l'a rappelé excellemment le Premier Ministre Laurent Fabius, c'est l'hypothèse sur laquelle ils travaillent : battre la Droite en 1986, casser les risques de retour en arrière, et présenter, au-delà d'un premier bilan imposant de réformes, un nouveau contrat à la Nation.
C'est dans cette perspective, avec cette résolution, que nous mènerons la campagne pour les élections cantonales. Là aussi, les sous-chefs de la Droite, dans les départements, vendent trop souvent "la peau de l'ours". mais, cette décentralisation, que nous avons faite, et qu'ils ont combattu, nous allons donc avoir l'occasion de montrer ce qu'ils en font.
Que font-ils, quand ils gèrent le département, des compétences nouvelles : quelle est leur politique sociale, la politique culturelle, en matière de transports scolaires, et où va leur principal effort budgétaire ?
Et quelle est la gestion des départements de gauche ?
Oui, nous menons une grande bataille, et nous la menons seuls.
Le parti Communiste a choisi de se mettre à l'écart de l'effort de la Gauche. Il

prend prétexte des difficultés pour déserter le combat. Et, suivant la remarque tellement pertinente de Lionel Jospin, notre Premier secrétaire, Georges Marchais paraît considérer le bilan d'un gouvernement auquel son Parti a participé pendant trois ans, comme "globalement négatif", tandis qu'il juge plus que jamais "globalement positif", le bilan de l'Union soviétique, ce pays où un écrivain contestataire vient de mourir après des années de ce qu'on appelle "l'hôpital psychiatrique", ce pays où, il faut le dire, qui jadis, premier producteur de blé du monde,, doit aujourd'hui acheter son blé chez Reagan !
Et, dans son repli ultra-sectaire, le PCF en vient à regretter d'avoir l'Union de la Gauche...
Nous pas ; et nous continuerons à agir pour unir toutes les forces de gauche, toutes les forces du monde du travail. Mais nous devons nous habituer à un nouveau paysage : sans du tout négliger les autres forces qui existent à gauche.
Nous sommes le Parti qui doit assumer le rôle principal de rassemblement. Après tout, dans tous les grands pays d'Europe de l'Ouest - à l'exception de l'Italie - le Parti représentatif de la démocratie Socialiste assume ce rôle. Nous le ferons.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Je vais maintenant donner la parole à Bernard Roman pour l'exposé sur les campagnes du Parti et nous en viendrons ensuite à la discussion générale.

Bernard Roman

Mes camarades, il m'incombe de vous présenter en quelques minutes non pas les campagnes - nous aurons l'occasion de reparler de la campagne "en direct avec vous" qui doit se dérouler en janvier prochain mais de la campagne que nous ouvrons avec ce Comité directeur, qui est la campagne "Faire Face".
Depuis notre dernier Comité directeur, le Bureau exécutif du Parti a effectivement décidé, en septembre, le principe d'une campagne nationale de soutien aux axes principaux de la politique gouvernementale : la modernisation d'une part par un effort constant et prioritaire depuis trois ans pour la formation et pour la recherche. Le rassemblement, d'autre part par l'appel et l'effort de tous.
Il avait été question au cours du premier semestre, de la fin de premier semestre d'organiser en automne la campagne "les Socialistes, en direct avec vous".
Nous avons renoncé, en programmant la Convention nationale sur la modernisation et le progrès social dès cette rentrée, et c'est ce qui a fait que nous avons programmé cette campagne qui est une campagne de message, durant cet automne.
Compte tenu de la période, compte tenu de ce moment où les élections qui mobilisent plus vers la préparation de la Convention nationale ou encore de la désignation des candidats aux prochaines élections cantonales, le Secrétariat national à la communications propagande, a proposé au Bureau exécutif qu'il s'agisse plutôt d'une campagne destinée à faire passer un message que d'un

appel à la mobilisation massive sur le terrain.
Cela sera le fait de la campagne "en direct avec vous" qui aura lieu en janvier, je vous le rappelle.
L'accroche de cette campagne "faire face" a été retenue après discussion politique en fonction d'une part, de la situation politique et sociale présente - comment ne pas en tenir compte ? - et, d'autre part en fonction des valeurs qu'elle peut véhiculer.
La constance, la persévérance, la volonté de cette accroche correspondent aussi à notre souci au niveau de la communication d'avoir une continuité entre toutes les campagnes que nous mènerons d'ici 1986, d'ici les élections législatives.
Le recours systématique à des verbes employés à l'infinitif accompagnés ou non de qualificatifs nous paraissent correspondre, au niveau de la communication, à des messages destinés à recréer une dynamique, une mobilisation.
C'est pourquoi, nous avons privilégié la production d'un matériel de propagande : un tract, trois affiches et une cassette audio destinée aux radios locales privées et aux fédérations.
Mais nous avons cherché à tenir compte des souhaits qui ont été exprimés par les responsables fédéraux à la communication propagande, par les Premiers secrétaires fédéraux aussi, lors du séminaire qui s'est tenu récemment ; tenir compte de ces souhaits pour être plus concrets, plus pédagogiques dans la communication du Parti Socialiste, d'où la combinaison d'une grande affiche 70x100 et d'une affiche inédite que nous appelons "Colonne" ou "Grande chandelle", qui ferait 30x100, qui est à apposer à côté de la première affiche et qui explicite le slogan, qui cite les réalisations concrètes véritables, palpables, des Socialistes au pouvoir.
Nous mettons donc cette semaine à la disposition des fédérations trois séries d'affiches et de colonnes. Nous donnons la priorité à la formation.
Première affiche : la colonne indiquant l'ensemble des mesures nouvelles qui ont été prises.
Deuxième affiche nous investissons dans la recherche. La colonne insiste sur l'énorme bon en avant fait dans ce domaine depuis 1981.
Troisième affiche : nous, nous croyons à l'effort de tous avec la situation une phrase de notre Premier secrétaire....

Le président - Je demande aux photographes et aux cameramen, que nous remercions, de bien vouloir quitter la salle. Merci.

Bernard Roman - Parallèlement, mais lentement comme l'a dit Jean Poperen tout à l'heure, en raison de la modification des habitudes, nous avons fait progresser l'élaboration d'une charte graphique. Nous aurons là aussi l'occasion d'y revenir mais nous vous proposons d'ores et déjà, en premier lieu, une nouvelle affiche de présence, destinée à remplacer "Le Poing et la Rose" sur fond rouge, que nous rééditons depuis maintenant huit ans.
Cette nouvelle affiche, qui va être bientôt complètement finalisée après débats et observations des Premiers secrétaires et décisions du Bureau exécutif, présente

"Le Poing et la Rose" en noir et rouge, traditionnellement, en pleine page.
Cette campagne, mes camarades, nous conduira parallèlement à la préparation de la Convention nationale, jusqu'à la trêve des confiseurs.
Nous sortirons de cette trêve avec le démarrage d'une nouvelle campagne d'une nature et d'une forme tout à fait différentes. De cette campagne, nous aurons l'occasion d'en reparler prochainement.
Je vous remercie de m'avoir écouté, dans des conditions difficiles.
(Applaudissements)

Le président. - Difficiles, mais publicitaires quand même ! L'image, cela compte aussi !
Je vais prendre les inscriptions pour la discussion générale. Si elles sont trop nombreuses, il faudra limiter le temps de parole. Je vais essayer de ne pas être trop strict, mais je demande à chacun de se limiter au maximum.
La parole est à Marc Chesnot (?).

Marc Chesnot

D'une façon générale et abstraite, le discours actuel du pouvoir Socialiste soutient avantageusement la comparaison avec celui, très faible, de la Droite, mais le peuple ne s'en aperçoit pas, car nous traînons encore, c'est notre tour, le boulet de promesses intenables.
Ce discours est-il à la hauteur de la situation, au moins ?
Je ne le crois pas. Par discours, j'entends un ensemble de textes, de paroles et d'actes symboliques.
Par pouvoir Socialiste, en première approximation, j'entends l'ensemble du pouvoir exécutif de l'Etat, des groupes parlementaires et du Parti.
Depuis quelque temps, on multiplie les coups tactico-médiatiques, le plus réussi concernant l'emprunt Giscard.
Ce n'est pas avec des coups, même réussis, qu'on gagnera les élections ni qu'on sortira de la crise.
Le moins mauvais économiste de la Droite, c'est encore celui que Giscard disait jadis le meilleur de France et que Léotard traitait hier d'expert comptable. J'opine que c'est un comptable borné, doublé d'un idéologue conservateur et triplé d'un politicard madré, d'où suinte un discours sur la crise d'une indigence impressionnante. Nul doute que s'il était resté au pouvoir depuis 1981, il ne nous aurait pas sortis de la crise, mais au terme de 1986, aurait-il fait plus mal que nous ? Ce n'est pas sur si l'on considère qu'il aurait du tenir compte d'une puissante opposition de gauche !
Cela ne sera plus vrai si la Droite revient au pouvoir en 1986.
Ceci dit, ni le pouvoir Socialiste, ni le Parti Communiste, ni le Centre qui se cherche n'ont, sur la crise, un discours plus convaincant que celui de la Droite. En conséquence, un mode de scrutin proportionnaliste n'arrangerait rien quant à l'essentiel.
Tactiquement, il aurait probablement deux effets opposés.
Immédiatement, il pourrait éviter les excès d'une droite revancharde.

Fondation Jean-Jaurès

Très vite, il conforterait l'extrême droite et un Parti Communiste renvoyé à l'archaïsme car, stimulé par la montée du chômage et de ses phénomènes connexes, Leur symétrique fonction tribunitienne aurait libre cours, un bord faisant écho à l'autre.
Qui alors gagnerait les présidentielles, même anticipées ? Sûrement pas nous, si notre discours sur la crise n'est pas devenu plus crédible assez longtemps à l'avance. On en est loin car si nous avons heureusement remisé notre discours économique pseudo-marxiste, d'une part nous ne l'avons pas répudié officiellement, d'autre part, nous le remplaçons peu à peu par un discours sur la modernisation, pas plus convaincant, cousin germain de celui que tiendrait Raymond Barre s'il était au pouvoir.
On lit dans "Le Monde" du 23 octobre, cette phrase révélatrice de notre Première secrétaire : "Quand un vaisseau réduit la voile en raison de la tempête, cela ne veut pas dire qu'il doit changer la cargaison ni le but de son voyage".
Passons sur la cargaison, avariée ou non… (mouvements divers)... et sur le cap, suivi ou déjà changé. Limitons-nous à l'image de la tempête, que je ne crois pas innocente : elle distille l'idée que la crise serait une question de météo méchante. Plus question de chercher des enchaînements de causes et d'effets, possiblement bouclés.
(Protestations)
Camarades, par son dit et son non-dit, la phrase de Jospin est un discours de droite, de droite moderniste camouflée…
(Rires)
Cette bourde est bientôt suivie, logiquement, d'une autre : "Notre politique serait Socialiste d'abord parce que nous sommes Socialistes". Il faudrait s'en convaincre, insiste notre timonier qui a inventé la sociobiologie de gauche, en oubliant l'histoire...
(Protestations)
Ces deux bourdes, peut-on les mettre au compte de l'inadvertance ? C'est difficile, au vu de la virtuosité langagière qui illustre le reste de l'entretien accordé au "Monde", virtuosité habituelle à notre timonier. Si inadvertance il y eut, elle est hautement inquiétante.
(Protestations)

Dans la salle - Qu'est-ce qu'il fait là ?

Marc Chesnot - L'absence de discours positif sur la crise est l'envers de la fausse consistance du thème "modernisation et progrès socia[1]." et du prétendu débat démocratique qu'il prétend provoquer : une consistance de polystyrène expansé, propre à amortir les chocs et les bruits, mais pas à façonner la matière ou à bâtir des idées neuves.
Elle diffuse dans le Parti une idéologie au sens péjoratif précis que Marx attribuait à ce terme. Telle qu'elle est présentée, la modernisation renvoie implicitement d'abord à la contrainte extérieure et ensuite à la guerre économique. La crise résulterait de la guerre économique plutôt que l'inverse,

Fondation Jean Jaurès

d'où l'image de la tempête. Debré est plus grand et plus constant !
(Mouvements divers)
Or, si nous considérons l'économie à l'échelle mondiale, la contrainte extérieure disparaît mais pas la crise, à mon avis. S'il y a d'autres avis, qu'on en discute car la question est cruciale et préalable.
Que la guerre économique aggrave globalement la crise et en accentue les effets différentiels, c'est quasiment sûr mais il ne faut pas voir les choses a l'envers.
Que dis-tu donc de la crise ? Me demanderez-vous peut-être. Ce serait un progrès... J'y viendrai en temps utile mais dites donc d'abord : pourquoi ne pas reconnaître franchement devant le peuple que pour le moment, le pouvoir Socialiste est comme les autres, en France et ailleurs : intellectuellement sec sur les causes de la crise ?
Alors, à condition de les faire, on pourrait dire deux choses.
1. Nous, au moins, on cherche...
2. Nous, au moins, on modernise plus socialement que les autres.
Voyons ce deuxième point : plus socialement que l'Angleterre, les USA, le Japon ? Certes, pour aujourd'hui, mais le pourra-t-on encore demain ? Plus socialement que l'Allemagne ? Voire !
Disons que vu notre retard et notre endettement extérieur, nous devons moderniser la production plus intensivement que les autres. Je suis persuadé qu'en plus, nous devons faire autre chose, mais restons pour l'instant sur le terrain de la production, et mettons de côté le cas particulier des USA.
Moderniser la production au même rythme que la moyenne des autres, au mieux et grosso modo, ça veut dire avoir la même croissance du chômage qu'eux, toutes choses égales par ailleurs.
Moderniser plus intensivement, ça veut dire avoir pendant plusieurs années une croissance du chômage et de la misère plus forte qu'eux, sauf si l'on partage le travail et les revenus, et je n'ignore pas les problèmes que cela pose.
Les discours sur la modernisation ne seraient que diversion si on ne commence pas par dire cela. Or, Fabius y a renoncé.
En plus, il faut faire autre chose, en France et dans le monde !
L'idée que je me fais de la crise et de la guerre économique me fait penser que le budget 1985 ne comporte ni assez de rigueur, ni assez de justice. Si nous voulons éviter la tribalisation sociale qu'on constate aux Etats-Unis, au Japon, en Grande Bretagne, les mesures prises en faveur des pauvres, de la crise, apparaissent comme un bricolage indécent.
Parallèlement fut menée une provocation, d'intention probablement machiavélique, envers les fonctionnaires. Je veux ici saluer l'effort insuffisant et tardif mais courageux du secrétaire Général de la FEN pour se démarquer d'un Bergeron dont la démagogie, insultante pour les fonctionnaires eux-mêmes, fut encouragée par la provocation gouvernementale.
Comment peut-on encore parler de moderniser les relations sociales et de développer l'activité contractuelle, après de tels contre-exemples ? On a conforté l'aide intransigeante du patronat...
Il serait déjà bien ambitieux de viser pour les prochaines années un maintien

Collection Jean Jaurès

global de la consommation des ménages, prestations sociales comprises. Si l'on modernise plus vite qu'auparavant et plus vite que les autres pays, cela signifie bien que ceux d'ici qui ont un emploi doivent voir baisser, en moyenne, le pouvoir d'achat de leur revenu disponible, quitte à gagner du temps libre.
Discutons répartition du sacrifice et utilisation des ressources dégagées, discutons volumes et modalités, mais affirmons le principe. C'est ça ou l'échec assuré pour la France et le Socialisme !
N'arguons pas que ce serait trop Churchilien, ce ne serait que Mendésien. N'essayons pas de refiler le mistigri au centre-droit. L'efficience économique n'y gagnerait rien mais la justice y perdrait encore.
Pour finir, quelques mots sur la crise.
Dans son dernier livre, Jacques Attali dispense quelque obscure clarté. Selon lui, "les coûts de production de la demande" ont augmenté plus que la productivité, avant même le premier choc pétrolier.
Cela semble indiquer un champ primordial de modernisation. Ou je ne vois pas ce qu'il veut dire, ou c'est la même chose que ce que je dis dans une étude remise le 4 avril à Pierre Bérégovoy - l'esprit de clan m'est étranger. Je crois que cette étude présente les choses un peu plus clairement et un peu plus rigoureusement que la Figure de Fraser.
Il faudrait creuser et vérifier quelques hypothèses, mais je ne dispose pas des moyens nécessaires.
Salut !

Arthur Notebart

Quelques mots très rapides.
D'abord, félicitations à Poperen pour son rapport. J'ai l'impression que c'était un discours pour ranimer la flamme. Je ne sais pas si elle brille ou pas, ça ne m'a pas semblé.
Félicitations à Roman pour son annonce d'affiches "Faire face". Encore faudrait-il savoir ceux qui vont être dans le rang pour faire face. Les autres, on les connaît.
Point d'humour là-dessus ; c'est simplement pour indiquer au Comité directeur que, secrétaire d'une section de la SFIO hier, et du Parti, aujourd'hui, depuis 1937, section qui comporte aujourd'hui 600 membres - je parle sous contrôle du fédéral qui est dans la salle - je peux indiquer que cette circonscription, à elle toute seule, totalise le 1/10ème des cartes de la fédération du Nord. C'est l'une des rares sections à toujours avoir été ouvrière, à tenir le coup.
J'aimerais vous donner les réflexions de cette section qui s'est réunie hier soir avec 200 militants en présence :
Cette section considère inutiles et non d'actualité les questions posées tant par la fédération que par le Bureau national, en vue de la Convention de décembre. Elle considère les problèmes politiques plus urgents et prioritaires et suggère alors de convoquer un Congrès national extraordinaire, avec, à l'ordre du jour, les problèmes suivants - par exemple car on peut en rajouter, la liste dépend de vous.

Fondation Jean Jaurès

- Le programme du gouvernement doit-il être établi en accord avec le Parti, et ceci conformément au Congrès de Bourg ? Je n'ai pas besoin de commenter.
- Le gouvernement et ses ministres doivent-ils être solidaires du Parti, de ses décisions ? Ai-je besoin d'insister ?
- Le Parti Socialiste doit-il être solidaire du gouvernement lorsque ses décisions ne sont pas conformes aux décisions du Parti ? C'est le problème.
- L'évolution du problème scolaire : sommes-nous toujours partisans d'un service national unifié et laïque ? Je ne parle pas de la "messe officielle" prévue, dont vous aurez connaissance dans quelques jours.
- L'action menée par la direction est-elle conforme au programme établi par le Parti en 1972, au programme commun, à son dernier Congrès national ?
- Les sondages doivent-ils être considérés comme une forme de démocratie ?
- Une réforme de la Constitution, conformément aux 110 propositions est-elle toujours nécessaire ?

Voilà les questions qui sont,, me semble-t-il, suffisantes pour faire réfléchir. Ne jouons pas à cache-cache. Un beau discours pour ranimer la flamme, certes, mais faites attention que, demain, il n'y en ait plus !

Le président - La parole à Chapuis.

Robert Chapuis

Camarades, ce Comité directeur a jusqu'à maintenant été marqué par des interventions fortes et puissantes qui risquent évidemment de donner à celle que je vais faire une teinte plus modérée. Mais je pense qu'en effet, dans cette période où nous sommes tous ensemble en train de préparer la Convention de notre Parti, nous sommes conscients, finalement, de notre grande responsabilité, mais aussi de notre grande difficulté, et il est vrai que dans les réunions de sections, dans les contacts que nous avons de divers côtés, dans nos communes, nous voyons que sur le terrain nous sommes très seuls, et je dirai que, pour nous, cette solitude devient parfois un peu accablante, inquiétante.

Il est vrai que les Communistes, sous des formes variées, dans les contacts que nous pouvons avoir avec eux, sont amenés à régler leurs propres contradictions dans une opposition à l'action gouvernementale, je dirai, tous azimuts, reniant ce qu'ils acceptaient hier, et orientant leurs interventions dans des directions qui les font rejoindre le discours même que la Droite tient à notre égard; y compris à l'Assemblée Nationale, nous avons vu, dans ce domaine, de curieux renforts.

Il contribue fortement, je crois, notamment parmi les travailleurs, à cultiver la morosité, l'angoisse devant les crises, l'incertitude, la fuite. Et dans cette situation nous avons, face à eux, très souvent, la responsabilité d'être ceux qui donnent encore confiance.

Du côté de la Droite nous savons aussi qu'elle règle ses propres contradictions par la dureté de son discours à notre égard. Elle juxtapose ses différences pour

Fondation Jean-Jaurès

essayer de couvrir le maximum de terrain. Mais nous avons aussi qu'elle est profondément divisée dans ses analyses, dans ses propositions, et que finalement dans cette exhortation des Français contre les Socialistes il y a uniquement sa volonté de gagner, sa volonté d'éviter ce qui s'était passé en 1981, avec des réponses, nous le sentons bien par les trois personnalités qui l'expriment, profondément différentes, non seulement sur le fond mais sur le plan tactique.
Mais malgré tout, le discours de la Droite contribue à nous isoler, indéniablement, mais contribue également à faire du discours politique un discours totalement irréel, un discours qui fait que les Français croient de moins en moins à l'action politique, à la vie politique. Et elle a dans ce domaine de lourdes responsabilités qu'il nous faut parfois dénoncer, d'autant plus qu'en contradiction avec cela elle sait utiliser les pouvoirs nouveaux qui lui ont été donnés par la décentralisation, et qu'elle garde un double discours que nous connaissons bien, par rapport au pouvoir.
Nous sentons que les thèmes de Le Pen, même s'ils posent effectivement de vraies questions, sont en train de banaliser un certain nombre de réflexes, sont en train de modifier les références mêmes du discours politiques, et qu'à cet égard il nous faut prendre garde, y compris par rapport à nous-mêmes, pour faire en sorte que par notre volonté de correspondre à des inquiétudes de l'opinion, y compris à celle qui a été manifestée par le vote Le Pen, nous ne créions pas nous-mêmes ce que nous dénonçons par ailleurs. Et il nous faut à cet égard réfléchir presque en termes de pédagogie.
Nous savons aussi que quand on banalise le racisme, quand on banalise le recours à la force, quand on banalise des termes de violence et le discours même de la violence, il en reste profondément quelque chose dans la période de crise, et que là aussi, si nous ne savons pas suffisamment réagir, et réagir peut-être avec en effet des affiches et des verbes, mais peut-être effectivement par des campagnes qui, sur un certain nombre de thèmes précis essaient de recréer des unités aujourd'hui éclatées, cela peut être néfaste. Nous aurions peut-être à réfléchir pour savoir si en effet la volonté de mettre le Parti Socialiste en direct avec les Français ne doit pas se faire simplement sur le problème général de l'action Socialiste, mais sur un certain nombre d'enjeux, sur un certain nombre de questions tout à fait déterminantes et qui sont celles qui se posent dans notre société d'aujourd'hui.
En effet, nos électeurs, nous le voyons bien, ne se déplacent pas en masse, nos sympathisants se demande un peu qui nous sommes et ce que nous voulons. Or notre identité se fait d'abord sur les problèmes de société, et lorsque nous sommes pris d'un certain défaitisme par rapport à mars 1986, et qui nous gagne dans les fédérations nous le savons bien, sur mars 1985, alors même que l'enjeu de ces élections cantonales est si important dans le cadre de la décentralisation, nous devons, je crois, nous mettre devant ce fait que nous payons aujourd'hui le prix de nos responsabilités, mais que toute la question est de savoir si nous pouvons tirer pour demain, pour bientôt, le profit des responsabilités que nous prenons aujourd'hui.
Et il y a un certain nombre de conditions qui sont nécessaires pour cela. Et très

rapidement je voudrais en dénoncer trois, sachant que le débat de la Convention sera, sur cette question, de savoir comment nous pourrons en effet, non seulement nous excuser de ce que nous faisons, mais prouver effectivement que notre action est une prise de responsabilité, mais qu'il faut que les Français, dans le contrat qu'ils vont donner à la Gauche, soient capables eux-mêmes de partager cette responsabilité.

Ma première condition : elle concerne notre confrontation avec les problèmes réels de notre société. Le Socialisme ne se joue pas d'abord dans les modalités de l'action politique mais il se joue d'abord dans sa capacité à montrer qu'il répond aux problèmes de notre société.

Je ne cite que quatre exemples.

La nature du travail de notre société est la question même où se joue la réalité de l'emploi. Nous prenons parfois le problème à l'envers, et il est vrai aujourd'hui que les images du taylorisme, les images d'une certaine forme de la société industrielle et du travail tel qu'il est vécu, y compris dans le secteur tertiaire, par rapport à ces modèles, ne correspondent plus ni aux nouvelles technologies, ni en même temps aux nouvelles attentes des masses, en particulier des jeunes, et que nous ne pouvons pas aborder le problème de l'emploi si nous n'abordons pas en même temps la question de la nature du travail.

Dans la réflexion qui a été faite sur les tâches d'utilité collective, il y a justement une approche d'une réflexion qui n'est plus simplement en termes d'emplois quantifiables, mais en termes de nature du travail, et nous sommes interrogés pour savoir ce que nous avons à répondre à ce type de travail, et quelles sont les questions qui vont se poser à partir de ce moment là.

Mais ce sont bien d'autres formes de travail qui sont en cause, et dans le débat sur la flexibilité, je pense qu'il faut faire une différence entre ce qui est le problème de la lutte pour les droits, la lutte syndicale qu'il nous faut appuyer, et d'autre part le débat sous-jacent sur les diverses formes de travail qui doivent être saisies par le mouvement ouvrier comme des points d'appui de la reconquête, de sa légitimité par rapport aux réalités du travail, et pas simplement par rapport aux images du travail qui ont été véhiculées jusqu'à présent par un certain confort de la société industrielle; voilà un enjeu important.

Deuxième exemple : les problèmes de la sécurité. C'est là où se joue la protection de l'individu et celle des groupes de base face aux menaces, à toutes les menaces extérieures liées aux concentrations urbaines, à la multiplicité des groupes sociaux, liées aussi au poids de toutes les formes médiatiques qui véhiculent des angoisses, des agressions.

Le problème de la sécurité, il ne se jouera pas simplement dans l'organisation collective de la sécurité, mais il se jouera aussi dans notre réponse que nous apportons aux problèmes de l'individu, par le fait que nous devons être capables de montrer que le débat entre Socialisme et libéralisme n'est pas le débat entre ceux qui prêchent la collectivité et ceux qui prêcheraient l'individu, mais qu'au contraire les Socialistes sont ceux qui posent le problème de l'avenir de l'individu.

Et nous avons besoin pour cela d'être mieux compris.

La question de la pauvreté dans notre société, comme dans l'ensemble du monde, met en cause la solidarité comme valeur, mais aussi comme système. Et il faudrait se demander si, dans le débat sur les nouvelles pauvretés, en dehors de l'utilisation qui en est faite par la Droite et l'extrême droite comme nous le voyons sur les murs de Paris, il n'y a pas aussi l'exigence d'inventer de nouveaux mécanismes de solidarité et qui fassent en sorte que nous ne soyons pas coincés entre des mécanismes de solidarité qui ont correspondu à un certain état de notre société et à un certain type de croissance, et d'autre part des pratiques qu'on dit "caritatives" et qui font que nous sommes très souvent sur le terrain coincés entre des mécanismes qui ne fonctionnent plus, et qui parfois créent eux-mêmes de la pauvreté - comme on le voit dans certaines formes de droit concernant le chômage - et d'autre part des mécanismes purement de charité. Sommes-nous capables d'inventer de nouveaux mécanismes de solidarité ?

Enfin, le problème de la différence, avant d'être un droit, est un fait. On le voit bien à travers les problèmes de l'immigration. Cela peut constituer des sources d'affrontement, mais cela peut constituer aussi, et nous devons être capables de le contrer, des sources d'enrichissement culturel et de développement social.

Il faut que nous soyons capables de faire en sorte que le pluralisme social soit admis si nous voulons donner un sens au pluralisme politique, et non pas évidemment dans un sens inverse.

Je crois que la deuxième condition c'est de ne pas se tromper sur l'état des forces sociales. Et je voudrais me risquer à une réflexion sur un point que Jean Poperen a évoqué tout à l'heure. Je crois que, entre nous, nous avons la nécessité de faire des hypothèses, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont automatique ment vérifiables, même par ceux qui les prononcent. Mais nous avons été frappés dans le monde américain, de la différence qui s'est faite entre le vote Reagan et le vote républicain. Et je me demande si au fond, dans cette différence, il n'y a pas, contrairement à ce que nous pouvons juger parfois, une extension du conservatisme, une extension des attitudes de défense, mais s'il n'y a pas là l'adhésion d'une partie des Américains, et y compris de la jeunesse américaine, à un type, disons, d'entraînement, à un type de modèle qui se distingue du discours classique des partis et qui se rapporte à des volontés d'entreprise, à des volontés d'initiative, à des éléments de créativité qui se sont retrouvés hors du système traditionnel des partis américains. Et je crois que ce vote américain nous ne pouvons pas l'interpréter seulement, car je crois que ce serait une erreur, comme l'addition des conservatismes européens ou des conservatismes américains, et nous aurions alors une vague qui déferlerait sur le monde, qui serait une vague de réaction. Mais n'y a-t-il pas à travers cela aussi une sorte de message qui nous est donné par un certain nombre d'éléments, qui est de savoir si le discours politique actuel, y compris au sein des partis américains, comme au sein des partis français, comme d'autres, n'est pas finalement totalement décalé par rapport à un certain nombre de réalités qui sont vécues par les jeunes en des termes de création, en termes d'esprit d'entreprise ? Nous avons là une chance pour nous-mêmes qui est peut-être importante.

Et enfin, si je crois que nous avons à rechercher les modifications, il faut faire la différence entre les motivations et les réflexes. Nous n'avons pas à suivre les réflexes de l'opinion à tout coup, mais nous avons à comprendre les motivations. Et je crois que dans ce domaine, et c'est la troisième et dernière condition que j'évoquerai, nous avons peut-être à apprendre à dénoncer la Droite sur le terrain, effectivement, de la vie sociale, et pas simplement, disons, au travers des images politiques qui nous sont données à certains moments.
Je crois que nous sommes très conscients que le discours de la Droite, au fur et à mesure que nous approchons des élections, comment à être un peu plus programmatique, et nous aurons la matière, je pense, à nourrir nos propositions des éléments contradictoires. Certains députés ont reçu récemment une brochure venant du Centre national des Indépendants et Paysans, de M. Malaud, les cents propositions pour les cent premiers jours de l'alternance. J'attire votre attention simplement sur quelques phrases, et je les commente pas davantage parce qu'elle me paraissent suffisamment significatives. Parmi ces 100 propositions en voici une sur la réglementation du droit de grève :
"L'utilisation du droit de grève ne doit pas conduire à la privation de liberté du travail, l'occupation des lieux doit être rendue automatiquement illégale et immédiatement supprimée lorsqu'elle se produira, sans attendre la décision judiciaire.
Les grèves"qui auraient pour motif des raisons extérieures - sans relation avec le travail dans l'entreprise - politiques ou idéologiques ou qui empêcheraient l'activité normale par la paralysie d'un service public seront rendues illicites.
Suppression bien sûr de l'Ordonnance sur les 39 heures.
Suppression de l'autorisation administrative des licenciements".
Voici pour un chapitre.
Je prends un second chapitre :
"Le rétablissement de la peine de mort bien sûr, le rétablissement d'une juridiction contre le terrorisme national ou international et la création d'une police de l'immigration.
Une police de l'immigration sera créée à l'exemple de ce qui était mis en place en Allemagne fédérale Allemande. Les personnels affectés à ce service auront pour mission de contrôler les flux migratoires clandestins aux frontières et d'intervenir sur l'ensemble du territoire pour réprimer toutes les situations irrégulières".
Encore un point : à travers les mesures sur les fonctionnaires, nous voyons "la personnalisation des fonctionnaires (c'est la mesure 1983) : l'activité des fonctionnaires et des agents des services publics sera personnalisée. Leur nom devra obligatoirement être connu du public avec lequel ils seront en contact et qui figurera sur leur bureau, leur guichet ou leur tenue de travail".
A travers ces exemples, nous voyons que les propositions de la Droite, quand elles se concrétisent, sont des éléments qui nous prennent à la gorge et qui prennent à la gorge beaucoup de gens.
Ayons peut-être un discours plus précis, moins globaliste par rapport à la Droite compris pour nos propres campagnes.

Un dernier exemple : pour montrer, non par esprit polémique, mais en mettent en évidence les difficultés devant lesquelles nous sommes : c'est que nous nous efforçons nous-mêmes de prendre en compte une réalité sociale pour non pas la transformer par le discours, mais tenir compte de l'état de l'opinion.
Sur le plan scolaire, par exemple, il est dit qu'il faudra supprimer le ministère de l'Education mais assurer son remplacement par un ministère de l'Instruction. La fonction de l'Etat n'est pas d'éduquer les enfants mais d'assurer leur instruction en donnant les mêmes chances à tous les jeunes Français.
Dans le débat qui a lieu, qui est un vrai débat, sur le problème de l'éducation et de l'instruction, nous sentons que nous pouvons effectivement nous-mêmes tenir un langage qui vire à Droite, ou nous pouvons sur un vrai problème qui est celui effectivement de la part d'instruction nécessaire dans tout système éducatif, essayer de faire des propositions qui soient en relation avec l'état réel de l'opinion.
Voilà les enjeux qui sont les nôtres.
Je crois que dans la convention sur la modernisation, nous aurons à commencer à éclairer les propositions programmatiques que nous pouvons opposer à des propositions programmatiques telles que celles- ci.
Nous n'aurons pas de solution miracle. Je pense que nous avons appris à être réalistes. Mais il ne faut pas non plus nous ranger dans je ne sais quel défaitisme. Nous pouvons encore gagner, et nous devons tout faire pour gagner. Il n'y a pas d'autre voie, et à cet égard il me paraîtrait illusoire, peu intéressant finalement de parler aujourd'hui d'alliances. Je crois que les seules alliances qui nous sont aujourd'hui nécessaires avant 1986, c'est d'abord l'alliance avec nous-mêmes.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Delanoë, ensuite Finel.

Bertrand Delanoë

Chers camarades, en fait c'est tous les week-end qu'il y a des réunions de partis politiques, et je crois qu'il n'est pas complètement inutile de se rappeler que ces réunions du Comité central du RPR, du Comité directeur du Parti Socialiste, se font sous l'œil des Françaises et des Français, et qu'à chaque fois il en sort un certain nombre de messages qui vont vers nos concitoyens.
C'est pour cela que si je trouve utile que l'on fasse le point entre nous, qu'on se dise tout ce qu'on juge utile de se dire entre nous pour améliorer notre action, j'ai envie pour ma part aujourd'hui de parler essentiellement de la Droite, de manière à ce qu'il n'y ait pas le Comité central du RPR qui porte sur la politique des Socialistes, et le Comité directeur du PS qui ne porterait que sur la politique menée par les Socialistes.
En fait, hier, aujourd'hui, demain, c'est encore et toujours l'affrontement entre les forces conservatrices et les forces progressistes, avec pour enjeu de cette partie de bras de fer les conditions de vie, les conditions d'épanouissement de millions de femmes et d'hommes.

Fondation Jean-Jaurès

Aujourd'hui, et parce que nous sommes tous sur la ligne de départ des élections législatives de 1986, nous devons prendre une juste mesure des rapports de forces, y compris pour les inverser. Nous devons bien connaître nos adversaires, et surtout bien faire connaître aux Françaises et aux Français ce que représenterait l'application de leur politique, et d'abord peut-être rafraîchir la mémoire.

La politique économique et sociale sanctionnée en 1981, c'était l'accroissement rapide du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, les tentatives de remise en cause des droits syndicaux, plus l'inefficacité économique qui se traduisait notamment par l'inflation galopante, l'anémie industrielle, la stagnation des investissements, et nous avions en prime des débuts d'atteinte aux libertés des citoyens, la loi Peyrefitte ou le muselage de l'information audio-visuelle.

Première question à poser, à rendre présente dans l'opinion : pourquoi demain mèneraient-ils une politique plus avantageuse pour nos concitoyens ?

Nous nous rapprochons maintenant des échéances électorales qui vont mettre en jeu le pouvoir, avec un avantage, me semble-t-il, c'est que ceux qui aspirent à nous succéder commencent à dévoiler leurs projets, même s'il faut encore arracher des parties du maquillage qu'ils mettent sur leur visage idéologique, et l'arrachage de ces parties de maquillage, c'est une partie de notre tâche.

Quand ils se contredisent, le plus souvent c'est parce que Giscard, Barre, Chirac ne veulent pas et ne peuvent pas exercer le pouvoir ensemble. Ils s'y sont essayé, et cette expérience a nourri pour très longtemps des rancunes et des besoins de vengeance. Mais sur le fond, ont-ils des projets de société très différents ? Leur rapidité à rédiger ensemble leur premier communiqué commun pour défendre les privilèges de l'emprunt Giscard montre, s'il en était besoin, leur racine commune, et leur racine commune, c'est le conservatisme.

Leurs rivalités programmatiques, qui sont parfois le résultat de soucis tactiques, tiennent en fait le plus souvent sur le degré de démolition de l'édifice que nous construisons. Plus ou moins de dénationalisations, mais tous acceptent de remettre en cause certaines des nationalisations faites par le Général de Gaulle. Plus ou moins de courage ou de sens politique, pour dire jusqu'où ils remettent en cause les droits syndicaux, mais tous veulent les remettre en cause, et tout d'abord ils sont d'accord pour supprimer l'impôt sur la fortune, pour faciliter les licenciements.

Leurs projets sont convergents aussi, si nous essayons d'examiner les résultats que provoquerait leur politique : une austérité encore jamais vue, l'accroissement du chômage, la baisse du pouvoir d'achat.

En fait, c'est sur l'emploi et le pouvoir d'achat que souvent les Français nous boudent un peu parce qu'ils espéraient plus, d'ailleurs nous aussi souvent, mais je crois qu'il faut accepter la relativité de nos résultats sur une courte période pour mieux démontrer leur supériorité sur ceux de nos adversaires.

C'est quand même assez paradoxal de pouvoir envisager que nous soyons sanctionnés sur nos résultats relatifs en matière d'emploi et de conditions de vie des gens, de pouvoir d'achat, alors que nous savons bien, mais il nous reste à le démontrer, que sur ce terrain là précisément l'application de la politique de la

Droite aurait des conséquences catastrophiques pour des millions de femmes et d'hommes.
Alors nous allons pendant quinze mois rendre présente la politique économique de la Droite, comme nous le suggérait Lionel Jospin. Pour la rendre présente - et je crois que Robert Chapuis tout à l'heure a donné des exemples - il faut que nous essayons, par des exemples précis, des exemples concrets, de dire ce que serait la vie des gens sous un gouvernement de Droite.
Pour l'instant c'est plutôt sur des propositions en termes de société que j'ai envie de m'arrêter.
Leur libéralisme, c'est d'abord la régression sociale, mais c'est en même temps un formidable bond en arrière du point de vue des valeurs démocratiques qui font la République.
Le libéralisme idéologique instaure en effet la confusion entre les principes qui gouvernent l'intérêt général, c'est-à-dire l'Etat, et les principes qui régissent les intérêts particuliers.
L'anti-étatisme de la Droite tend à banaliser l'Etat dans les esprits. Les Socialistes doivent rappeler quelques principes simples.
L'Etat, c'est le seul garant des valeurs démocratiques, et par là des libertés individuelles. L'Etat, dans les démocraties, libère plus souvent qu'il n'opprime.
Dans certains pays, le libéralisme est liberticide.
Le libéralisme tend d'autre part à soumettre la société aux lois du marché. La société devient alors l'appendice du système économique.
Le désengagement de l'Etat au profit des entreprises conduirait à une remise en cause de la protection sociale. Les propositions de la Droite sur ce sujet, notamment celles de Raymond Barre, menacent les acquis sociaux, les nôtres, la 5ème semaine de congé payé, la réduction du temps de travail, les lois Auroux, mais même les acquis sociaux de 1936 et de la Libération.
Le libéralisme enfin tend à accentuer les disparités sociales en laissant jouer le marché. Là où l'intervention de l'Etat limitait les inégalités, le libéralisme les crée. Au Japon, aux Etats-Unis, le libéralisme sauvage crée les inégalités là où l'Etat pourrait les réduire, de sorte que le libéralisme donne naissance à une société duale : il y a d'une part ceux à qui le libéralisme profite, et d'autre part ceux que le libéralisme rejette dans une situation toujours plus précaire.
En mettant un peu plus qu'il ne le faudrait pour rester crédible le doigt dans l'engrenage de la démagogie, la Droite montre les dangers qu'elle fait peser sur les libertés.
A force de vouloir les voix du Front National, Jacques Chirac et Raymond Barre commencent à ressembler à Jean-Marie Le Pen. Pour le président du RPR l'immigration est en partie responsable du chômage et de l'insécurité. Pour le même Jacques Chirac et pour Raymond Barre, le droit des femmes à décider de leur maternité pourrait être limité par l'Etat. Et si leur libéralisme conduisait en fait à restreindre la liberté de conscience ?
C'est bien projet contre projet que nous devons maintenant animer le débat démocratique, et je voudrais conclure en parlant très brièvement de nous.
Pour animer ce débat projet contre projet, je crois que notre meilleur instrument

pour convaincre, c'est le Parti Socialiste.
C'est au Parti que nos énergies, que nos intelligences, que nos talents doivent être rassemblés pour être projetés vers l'extérieur.
Je conçois bien que des associations ou des clubs puissent être utiles pour certaines femmes ou certains hommes qui ne souhaitent pas un engagement au sein d'un parti politique. Je crois que ces clubs sont très utiles. Mais je veux réagir pour ma part contre certaines interprétations qui ont cours actuellement dans des journaux, en particulier dans un papier qui a paru il y a deux jours dans Libération.
Je crois, chers camarades, que nous ne devons pas nous tromper d'époque. Nous ne sommes pas en 1965. La Gauche non Communiste aujourd'hui, c'est le PS Il n'y a pas à construire l'organisation qui permettra à la Gauche d'accéder au pouvoir. Souvenons-nous, chers camarades, qu'avant de réussir le rassemblement des Français, François Mitterrand, avec nous tous, a réussi le rassemblement des Socialistes, et il a créé l'instrument de conquête du pouvoir. Je crois que cet instrument, il existe.
Si dans la tempête le PS est parfois un peu bousculé, n'en soyons pas trop surpris. Pourquoi échapperait-il aux difficultés que connaît le gouvernement lui-même ? S'il est, ce que je crois, représentatif des couches sociales salariées, comment pourrait-il ne pas vivre en son sein une part de leurs aspirations, de leurs inquiétudes, et même parfois de leurs déceptions ?
Ce n'est pas à côté du PS qu'il y a la réponse à ces interrogations, mais plutôt dans la lucidité, dans la combativité de tous ceux qui veulent gagner.
Alors, comme avant 1981, ne nous dispersons pas trop. Les ressorts de notre force, ils sont dans notre unité, dans notre solidarité, et ils sont les ressorts de notre force pour rassembler, parce que c'est le seul objectif stratégique étatique possible pour 1986, une majorité de Français autour de nous.
Alors sans doute faut-il essayer, à côté de nous, d'avoir dans un certain nombre d'associations des femmes et des hommes qui participent au débat, mais ne nous y trompons pas, et nous allons le voir à l'occasion des élections cantonales - et nous devons prendre cette échéance politique au sérieux -, pour mener la bagarre, parce que les bagarres qu'on ne mène pas, on a peu de chances de les gagner, c'est bien le Parti qui va porter l'essentiel de l'effort, l'essentiel du combat contre la Droite à l'occasion de ces élections cantonales. Et je ne crois pas - mais peut-être que je me trompe - que ce soit dans des clubs ou des associations que nous trouverons les ressorts nécessaires pour aller infliger des défaites à la Droite à l'occasion de ces élections cantonales.
Je crois effectivement que si nous devons essayer de nous donner tous les moyens de convaincre, tous les moyens de toucher des femmes et des hommes de Gauche, nous devons d'abord à l'intérieur du Parti amener le maximum de nos possibilités, de nos énergies.
Le Parti, même s'il a des inquiétudes, même s'il a des difficultés, je crois qu'il fait aujourd'hui des choses utiles sur le terrain du débat, sur le terrain de l'action. Encore faut-il que nous appelions les militants à prendre leur part de ce débat et de cette action au sein du Parti et pas à l'extérieur du Parti.

(Applaudissements)

Le président - Finel, ensuite Françoise Gaspard.

Patrice Finel

Je ne viens pas à cette tribune, comme certains des orateurs précédents, avec des analyses toutes faites et des certitudes absolues. Je voudrais juste parler de la préparation de la convention Modernisation et Progrès social.

Je crois que pour entraîner les Français comme on a su le faire en 1981, les Socialistes pour être convaincants ont besoin d'être convaincus, et pour être convaincus, ils ont besoin de débattre. Cette Convention, de ce point de vue, est un moment très important, me semble-t-il, par rapport à la préparation des élections de 1986, un moment important pour approfondir nos idées, pour mieux les actualiser en discutant ensemble, pour mettre en ordre les espoirs, les expériences.

Je crois que c'est notre tâche, au moment de la Convention, de montrer à l'opinion, de rendre licites nos actions, de faire comprendre à nos concitoyens quel avenir prépare l'action du gouvernement de la majorité dont nous souhaitons le succès.

Naturellement, personne, ici en tout cas, ne peut se méprendre sur les difficultés ou la durée du processus qui, à partir de là, conduira à une véritable stabilisation dans cette région de l'Afrique. Nous sommes très loin du compte. Mais il fallait d'abord atteindre ce premier résultat et il doit être apprécié à la lumière des difficultés de la tâche.

Peut-on oublier - en tout cas, nous ne devons pas l'oublier - ce que fut la campagne des chefs de la Droite à l'été 1983, lors de la mise en place du dispositif français au Tchad, pendant quasiment tout le mois d'août, et à la fois les menaces et les leçons qu'ils nous ont faites ? Il fallait faire autrement, les uns disant : "Il faut faire plus ! Bombarder tout de suite !", les autres disant : "Il ne faut rien faire !"... bref, ce n'était que critiques...

Je crois que nous devons, sur ce point qui, sans doute, n'est pas au premier plan des préoccupations de l'ensemble des Français, mais qui est tout de même un élément significatif de la politique internationale de la France, faire valoir ce qu'a été la sagesse de la conduite du gouvernement français et du président dans cette affaire.

Une autre grande question que j'ai évoquée à propos du rapport d'activité a, bien entendu, été la libération de Jacques Abouchar. Disons que ce fut - et nous devons l'apprécier, me semble-t-il, comme telle - une belle victoire de ce droit essentiel à la démocratie qu'est le droit à l'information. Le puissant rassemblement qui s'est opéré pour la libération de Jacques Abouchar a montré une fois de plus ce que peut l'action des hommes et des femmes libres et il faut ici, je crois, saluer l'efficacité et l'habileté des interventions du gouvernement français et le rôle personnel de nos camarades Louis Mermaz, président de l'Assemblée, Claude Estier, président de la Commission des Affaires etrangères de l'Assemblée Nationale, et Tavernier, président du groupe d'amitiés avec ce

pays.
A cette occasion a volé en éclats la légende de la soi-disant indépendance du gouvernement afghan que cherchaient à entretenir les dirigeants Communistes français.
Mais, malheureusement, les dernières semaines ont été d'une manière générale sombres pour la cause des droits de l'Homme.
Celle-ci a été durement éprouvée en Pologne, avec l'assassinat par des hommes de la police du Père Popieluszko.... La responsabilité d'un régime qui ne repose que sur la peur et des procédés de terreur se trouve à l'évidence engagée, quelle que soit la responsabilité personnelle de tel ou tel dirigeant polonais.
Les droits de l'Homme sont agressés au Chili, où Pinochet, cerné par la montée d'un mouvement démocratique diversifié, cherche à s'échapper par la fuite en avant.
Ils sont agressés en Turquie, où se multiplient les parodies de procès et où, je le disais précédemment, a été exécuté Hidir Aslan. ■
Le Parti Socialiste a été activement présent sur tous ces fronts de lutte, par son secteur des droits de l'Homme, et par l'ensemble du Parti.
Le monde entier, enfin, a été frappé de stupeur par l'assassinat d'Indira Gandhi, dernier exploit du fanatisme et de la haine. La France, dont le gouvernement a établi des liens étroits avec celui de l'Inde, qui éprouve admiration et sympathie pour ce grand pays, a confiance que l'Inde surmontera la dure épreuve qui lui est imposée. Un affaiblissement de la démocratie dans ce pays compromettrait gravement la paix en une région du monde où elle est particulièrement fragile.
En ce qui concerne la situation en France, je crois qu'un constat d'ensemble donne l'évolution de la situation économique depuis l'été : en dépit des tensions internationales, de l'accentuation jusqu'à la mi-octobre de la pression du dollar, l'amélioration s'est poursuivie. Essentiellement; l'accentuation de la reprise des investissements (+ 12% en un an) est le gage d'un plus grand dynamisme de la production dans les mois à venir. Les premiers effets en sont dès maintenant perceptibles sur le marché de l'emploi où, durant les mois de rentrée, donc d'arrivée de nombreux jeunes sur le marché du travail, le ralentissement de la progression du nombre des chômeurs s'est confirmé. L'autre facteur favorable à cet "aplatissement" de la courbe est la mise en œuvre des mesures arrêtées fin septembre par le gouvernement.
Alors même que les textes officiels ne sont sortis que le 25 octobre, de nombreuses collectivités locales, Conseils régionaux et associations ont déjà répondu à l'appel du Premier Ministre en proposant la création de travaux d'utilité collective. Des municipalités d'opposition, comme Nantes, ont décidé de ne pas créer de TUC. Mais pour le moment, il ne semble pas qu'il s'agisse d'une règle générale. Au contraire, des projets abondent pour des actions sur l'environnement, la culture, la protection sociale, la sécurité ; je n'énumère pas le détail, mais nous avons à cet égard des indications beaucoup plus précises et des témoignages beaucoup plus concrets.
L'amélioration de notre balance du commerce extérieur a provoqué enfin un appel d'air qui ne peut être, à terme, que bénéfique à l'emploi. De très

Collection Jean Jaurès

importants contrats ont été conclus fin septembre, notamment par Airbus et Thomson, avec des sociétés américaines.
Mais l'assainissement économique demeure conditionné par la poursuite de notre effort contre l'inflation. Même si l'on peut prévoir, du fait des hausses programmées comme à l'habitude à cette époque de l'année, une certaine lourdeur de l'indice d'octobre, la pente des 7% sera tenue. Ainsi, la décélération, inaugurée dans la deuxième moitié de l'année 1982, se poursuit-elle régulièrement et sans à-coups.
Les résultats de l'effort que le gouvernement de Pierre Mauroy, d'abord, puis celui de Laurent Fabius, ont organisé et demandé au pays, sont donc désormais incontestables. Ils sont plus assurés de mois en mois. Les courbes vont dans le bon sens, même s'il est évident que toute imprudence provoquerait des dérapages qui remettraient sans doute en cause l'ensemble des résultats obtenus.
Cette politique, où persévère le gouvernement, le Parti Socialiste - il est bon de le répéter - la soutient activement. Elle est la seule possible si l'on veut que notre économie retrouve un dynamisme qui conditionne l'amélioration du sort de la masse des travailleurs, qui est nécessaire à la concrétisation de nos objectifs de justice sociale. mais, au stade actuel de la mise en œuvre de l'effort d'assainissement et d'amélioration des conditions du marché du travail, le Parti Socialiste a à tenir compte de plusieurs considérations de caractère politique.
D'une part, le sens de cet effort est, à coup sûr, mieux compris par la large opinion que voilà quelques mois. Les travailleurs, en particulier, savent que, dans le contexte de prolongation de la crise mondiale, de pression monétaire de la superpuissance américaine, la voie choisie, si elle n'est pas la plus facile pour l'immédiat, est la plus sûre, celle qui ouvre l'avenir. Ils prennent leur part de cet effort : il faut noter ici que l'augmentation des salaires du secteur privé n'aura été que de 0,8% au cours du 3ème trimestre de 1984, et l'on sait les décisions qui ont été prises et maintenues pour le secteur public.
Les conséquences de cet effort doivent être regardées en face : un gouvernement de gauche, dirigé par les Socialistes, une majorité Socialiste à l'Assemblée, qui ne peuvent réussir sans la confiance du monde du travail, doivent avoir, comme l'a dit le Premier Ministre lui-même dans "L'Heure de Vérité", un langage justement de vérité. Prenons acte, par exemple, que la perception qu'ont de leur situation actuelle les travailleurs du secteur public, mais aussi les salariés de la plupart des professions, est celle d'une certaine contraction de leur pouvoir d'achat. C'est là une composante pour 1984 du choix politique global que nous avons fait. Il ne faut donc pas ergoter à partir de là sur la réalité des chiffres que chacun vit dans sa vie quotidienne : quand on choisit une politique, il faut l'assumer entièrement.
Par ailleurs, notre volonté, constamment répétée, de justice sociale, par le moyen notamment de la justice fiscale, ne vaut que par sa concrétisation : la fin du privilège fiscal de l'emprunt Giscard, la contribution supplémentaire sur les grosses fortunes pour l'aide aux couchess les plus pauvres de la population, l'amorce d'une augmentation substantielle du rendement de la lutte contre la fraude fiscale, ont été, en quelques jours, mi-octobre, ressenties comme autant

de signes tangibles que la Gauche demandait aux privilégiés de prendre leur part de l'effort commun. De même, la décision que les entreprises, comme les particuliers, doivent assumer dans les délais réguliers l'acquittement de leurs charges sociales.
Mais tout cela, nous le savons, a fait hurler et la Droite et la direction du patronat, ce qui, soit dit en passant - c'est un commentaire sur mon texte - est plutôt bon signe ! Tout cela est positif. Dans les mois qui viennent, il est tout à fait souhaitable qu'à l'intérieur de la marge étroite, nous le savons, que nous laisse la conjoncture économique, et dont tous les Français savent qu'elle est étroite, d'autres actes significatifs comme ceux-là soient accomplis qui seront autant de messages à ceux qui veulent la réussite de la Gauche et qui, en dépit des difficultés, nous font confiance, mais quelquefois ont besoin de retrouver cette confiance.
De nouveaux pas dans la voie de la réforme de la fiscalité seraient particulièrement bienvenus. Ils seraient, au plein sens du mot, significatifs.
Nous l'avons toujours dit - et les circonstances politiques actuelles ne peuvent que nous ancrer dans cette conviction - un gouvernement de gauche a un atout essentiel pour réussir une politique de rigueur dans une conjoncture difficile, dans un environnement international hostile, c'est la compréhension du monde du travail pour son effort. Mais cette compréhension ne peut être assurée que si la volonté d'une juste répartition de l'effort est vérifiée. Si nous y veillons scrupuleusement, pour chaque pas nouveau de la politique gouvernementale, alors, au-delà d'une mauvaise humeur, voire d'un mécontentement que nul ne peut contester à l'heure qu'il est et que ne pouvaient manquer de provoquer, dans un premier temps, les mesures que nous avons dû prendre, et celles encore qui ont dû être prises à la veille de la rentrée, alors, au-delà de cela, l'opinion peu à peu se ressaisira. En tout cas, nous sommes dans cette perspective.
Notre réussite, cela veut dire d'abord confiance en ce que nous faisons. Confiance ne veut pas dire aveuglement, mais par rapport à un débat qui, très légitimement, a pu avoir lieu ou être perçu, un Parti responsable a le devoir d'envisager pour la suite toutes les hypothèses pour les échéances à venir, et bien entendu, pour celle de 1986. C'est ce que nous avons fait ces dernières semaines, et notamment à l'occasion du séminaire des Premiers secrétaires fédéraux, qui a été de ce point de vue une démonstration de sérieux, de combativité et de lucidité des dirigeants des fédérations du Parti. Un Parti responsable a tout autant le devoir d'examiner la situation politique aujourd'hui et comment on peut la modifier ; pas seulement comment il appréhende l'avenir, comment il le perçoit, mais comment il peut le modifier. Là aussi, nous y avons travaillé, mais permettez-moi de vous dire que c'est d'abord la responsabilité du Comité directeur lui-même aujourd'hui, et dans ses instances qui vont venir.
Au moment présent, le rapport des forces politiques dans le pays ne nous est pas favorable. Nous avons pour le modifier une perspective fondée sur la réussite de la politique d'assainissement économique, nous avons des moyens à mettre en œuvre. Mais la lucidité, ce n'est pas de courber l'échine, ce n'est pas d'aborder les échéances à reculons en essayant seulement de se protéger des coups. C'est

dans la mêlée, dans l'affrontement, que les organisations politiques, que les responsables politiques font la preuve de leur capacité, qu'ils se gagnent solidement la confiance des citoyens. C'est aussi le moment où les éléments les plus faibles plient sous la pression de l'adversaire.
Réussissons la démonstration de notre efficacité économique pour plus de justice sociale, mais en même temps portons nos coups politiques et idéologiques contre un adversaire qui a le grand tort de croire qu'il est en train de gagner. Ils ont tellement tendance à le croire qu'ils font parfois comme si cela se jouait entre eux ! Ce serait évidemment un danger pour nous que de les laisser faire ainsi et de laisser penser à l'opinion que, d'une certaine façon, cela se joue entre eux.
Mais ce comportement des chefs de la Droite, en même temps, est instructif pour des millions de citoyens. Plus que jamais, ils se marquent, s'épient, se portent la contradiction sournoisement ou ouvertement. Tel est le spectacle qu'ils offrent dès maintenant, alors qu'ils ne sont part au pouvoir. Imagine-t-on un instant ce que cela donnerait si, par malheur, ils avaient à nouveau la responsabilité des affaires ?
Ils se déchirent dès maintenant, ils se déchireraient plus encore. Disons qu'il vaut mieux leur éviter cette épreuve et, surtout, l'éviter au pays.
Mais leurs querelles, si elles ne sont que sordides bagarres pour les places, pour la place, ne sauraient faire oublier ce que leurs déclarations de ces dernières semaines, et notamment de ces derniers jours, ont mis en lumière, c'est-à-dire leur accord sur l'essentiel, et que les uns bruyamment, les autres en tapinois, ils courent tous après Le Pen, par Malaud interposé.
Parmi ceux des Français qui ont choisi la Gauche en 1981, qui ont choisi le Parti Socialiste, et c'est, je pense, la façon que nous devrions avoir d'aborder le débat politique avec eux dans les prochaines semaines, parmi tous ceux-là il en est qui, sur telle ou telle question ont des reproches à nous faire, qui souvent attendaient davantage ou plus vite, qui parfois nous attribuent la responsabilité des conséquences de la crise, négligeant le fait que le plus grand nombre de nos engagements ont été tenus ils nous font grief de ceux qui ne l'ont pas, ou pas encore, été. Certains de leurs reproches peuvent être fondés, nous ne prétendons pas avoir jamais fait d'erreurs, mais que tous ceux-là, que nous écoutons, avec qui nous devons élargir et approfondir le dialogue - et nous le ferons notamment par la grande campagne "En direct avec vous", en janvier prochain - que tous ceux-là réfléchissent aux intentions de la Droite. Les derniers propos de Chirac et de Barre, par delà les différences de méthode et de tactique, ne peuvent laisser aucun doute à cet égard.
Je crois que, par rapport à la lutte contre la Droite, c'est une façon tout à fait efficace et peut-être même plus efficace que des slogans incantatoires contre eux, de rendre licites nos actions, de clarifier nos idées et de nous mettre en ordre de bataille de cette façon.
C'est un moment bref et tardif parce qu'il reste un an avant 1986, mais nous ne devons pas le rater.
Je voudrais intervenir sur deux points. D'abord, sur le problème de la baisse des

Collection Jean Jaurès

prélèvements obligatoires. Le budget 1985 a été adopté, il a tenu compte des engagements qu'avait pris François Mitterrand. Je dois dire que le Parti, son Comité directeur ont, en fait, peu pesé dans les choix qui ont été faits de ce point de vue dans le budget et si la baisse des prélèvements obligatoires a été, je l'espère, autre chose qu'un gadget préélectoral pour une année, mais bien une volonté de réorienter une exigence fondamentale liée à la modernisation et au progrès social, volonté de modernisation de l'appareil d'Etat, de l'appareil de protection sociale; je crois que nous devons dès aujourd'hui, dans le cadre de la Convention, préparer de ce point de vue le budget 1986 et les choix que nous serons amenés à faire à ce moment-là.

L'autre point que je voulais traiter, c'est le problème de la protection sociale. Je crois que si le thème des nouvelles pauvretés se développe aujourd'hui et a pris l'ampleur que nous lui connaissons, ce n'est pas seulement un phénomène de médias, ce n'est pas le sempiternel complot qu'on dénonce dans ce Comité directeur de temps en temps, c'est bien le symbole d'une réalité qui est classique, situation liée avec la croissance lente et la stabilisation des prélèvements obligatoires. Nous devons nous poser le problème de la crise d'efficacité du système de protection sociale qui fait que, de plus en plus, nous ne parvenons plus à assurer la protection des groupes sociaux les plus défavorisés, que, de plus en plus, toute une série de gens passent à travers les mailles de notre système qui connaît donc une crise d'efficacité importante. Si nous voulons rendre à l'Etat ce rôle de protection des plus défavorisés, ce rôle de filet, nous devons aujourd'hui nous poser la question des modifications à apporter à notre système de protection sociale. Nous devons engager une ample concertation.

On a élu des administrateurs salariés dans les caisses de Sécurité sociale. A ma connaissance, ils n'ont pas grand chose à faire, leur rôle est plutôt minime. Nous devrions donc engager des concertations sur l'avenir de notre système parce que je crois - il faut le dire - qu'on va avoir dans les années qui viennent à gérer la rareté. Je ne voudrais pas relancer cela sous forme de débat idéologique, mais il y a deux façons de le faire. La rareté, c'est clair, c'est le budget et le marché. En fait, le gouvernement Socialiste a influencé, a pesé sur les deux aujourd'hui puisque, sur le budget, c'est le budget des hôpitaux, sur le marché, c'est le forfait hospitalier ; ne tombons pas là-dessus dans un débat qui assimilerait le budget à la Gauche et le marché à la Droite. Posons-nous franchement le problème de comment nous allons intervenir dans la période qui vient, sur les problèmes de protection sociale. Qu'est-ce que nous allons proposer pour lutter contre l'opacité du système;? Cela pose aussi le problème de la décentralisation, pour des raisons d'efficacité de la gestion et du système de protection sociale. Par exemple, nous aurions des leçons intéressantes à tirer du système particulier à l'Alsace-Lorraine. Je crois que c'est la convention qui doit nous permettre d'aborder ces problèmes et de déboucher sur un texte qui ne soit pas seulement un texte alibi, aurais-je tendance à dire, mais vraiment un texte en lien avec nos enjeux immédiats qui sont la bataille de 1986.

Sur la Convention, je voudrais poser des questions précises, puisque nous

sommes réunis ici, sur la façon dont cela va se passer maintenant dans le Parti, puisque je n'ai pas encore tout compris personnellement. Le texte de la direction va-t-il être unique ? Va-t-il y avoir des possibilités d'amendements ? Quand va-t-il arriver dans les sections ? Si des réponses à ces questions existent, j'aimerais bien les entendre dans de Comité directeur.
Enfin, je voudrais terminer sur un point qui n'a rien à voir avec la Convention, mais qui est révélateur à la fois de nos avancées et de nos erreurs d'exercice. Personnellement - je n'ai pas souvent l'occasion de le dire dans de telles assistances - je suis parfaitement satisfait et je me félicite de l'interview que j'ai lue dans "Le Monde" du camarade ministre de l'Intérieur. J'ai le sentiment que c'est une façon tout à fait pragmatique et efficace, licite et compréhensible, d'aborder le problème de la modernisation de la police et du fonctionnement du ministère de l'Intérieur. C'est comme cela qu'il faut faire. Je tenais à le dire en Comité directeur. A contrario, je sais que cela a déjà été discuté au Bureau exécutif. J'ajouterai donc ma critique à celle que notre camarade Paul Parere (?) a été amené à faire sur la sécurité. Il a cédé à la fébrilité pré-électorale mal comprise qui amène à faire des déclarations qui heurtent profondément à la fois nos camarades, mais l'ensemble de la Gauche de ce pays. Je préfère de loin, de ce point de vue, la façon dont Pierre Joxe a abordé le problème qui me parait d'ailleurs, même électoralement, beaucoup plus payante, si je puis dire, à ce niveau-là, mais aussi par rapport à nos valeurs, beaucoup plus satisfaisante. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Françoise Gaspard.

Françoise Gaspard

Mes chers camarades, simplement deux ou trois choses. On a parlé de la Droite, Giscard, Barre, Chirac, Le Pen, qui envahissent la scène publique, Léotard, Seguin, Toubon, Stirbois, qui occupent l'arrière Les droites sont, en l'occurrence, en compétition, en contradiction aussi. En quatre ans, elles sont passées de l'abattement qui a suivi 1981 et qui les mettait dans une situation dont elles n'avaient pas l'habitude, coupées, hors du pouvoir, exclues du pouvoir, à l'agressivité et à l'insolence, l'insolence impudique de ceux qui iraient jusqu'à se passer des élections, du suffrage universel. Ils font déjà, et peut-être un peu tôt, ils font et défont la France.
Les droites, oui, au pluriel, parce qu'elles sont multiples et divisées jusqu'à l'incohérence, libérales ou autoritaires, centralisatrices ou jacobines, attentistes ou non, mais la Droite, en vérité, car au-delà de ces problèmes qui les divisent les droites se retrouvent, s'unissent contre la Gauche délaissant le moment venu leur division ou leur opposition pour prendre ou reprendre le pouvoir. Ne voit-on pas d'ailleurs qu'au-delà des querelles, des rapprochements s'esquissent, des compromis qu'on croyait impossibles il y a quelques années, se passent. Il faut comprendre que la banalisation de l'extrême droite fait qu'elle n'est plus

Fondation Jean Jaurès

désormais que la Droite de la Droite, c'est un signe, un phénomène nouveau et inquiétant. Barre rencontre Le Pen, Chirac, qui il y a encore quelque temps laissait le soin à ses seconds de dialoguer, de passer des compromis avec Le Pen, aujourd'hui, n'exclut pas une alliance.
Pire, il reprend désormais de façon lancinante les thèmes qui avaient jusqu'à maintenant isolé l'extrême droite et l'avaient bannie du champ politique normal. La Droite est la Droite traditionnelle, conservatrice, réactionnaire, même si un verbiage libéral tente de faire oublier le fond. C'est à nous de le montrer et de montrer en effet le danger qu'elle représente pour la France. Nous ne le pourrons qu'en nous affirmant pour ce que nous sommes, en tenant bon sur nos principes, nos idées, et notre projet de société. Rien ne serait plus dangereux que de faire des concessions car la bataille qui s'engage - on sent bien qu'on est engagé dans celle des élections législatives - ne sera pas à mon avis simplement une querelle de chiffres et de bilans économiques.
Certes, les chiffres pèseront lourd, mais la bataille qui est engagée sera, en 1986, une bataille idéologique, une bataille culturelle. Je me réjouis de voir ressortir nos idéaux. Je m'inquiète aussi un peu, encore une fois, comme Delanoë, du fait que le bouillonnement auquel on assiste soit quelquefois périphérique au Parti. Je préférerais que toutes les forces se rassemblent dans le Parti pour mener ces débats qui sont essentiels pour notre avenir.
Je me réjouis là, comme Finel, d'entendre le ministre de l'Intérieur tenir le discours qu'il tient, un discours qui est un discours de gauche, qui n'est ni celui qui ferait des concessions à la Droite, ni l'inverse de celui de la Droite, mais un discours de gauche sur la police, sur la sécurité, sur l'immigration, et de le voir en quelque sorte en pointe par rapport à ce qu'a pu être un certain moment notre discours, le discours du Parti Socialiste un peu gêné sur ce dernier point.
Il m'est arrivé d'aller faire des réunions en province où le Premier secrétaire fédéral, ou le parlementaire du département me téléphonait en me disant : "Tu viens parler du racisme et de l'immigration, mais je t'en prie, ne parle pas du droit de vote". Je vois que le ministre de l'Intérieur n'a pas oublié, sans ignorer les problèmes que cela cause, y compris des problèmes constitutionnels, que le droit de vote est un droit sur lequel nous nous sommes battus, parfois difficilement, en 1980.
Je pense aussi que nous ne pourrons pas, malgré tout, tenir un discours contradictoire longtemps, et que nous ne pourrons pas avoir des pratiques en rupture avec notre discours Il faut mettre de l'ordre.
Les contradictions entre le discours de Joxe, auquel je crois nous adhérons tous, et celui de Destrade, nous posent problème sur le terrain.
Je dirai aussi qu'il faut que nous ayons une position peut-être différente de celle qu'a eue le Parti il y a trois semaines sur les mesures prises en matière d'immigration. Je dirai sur cette question que j'ai refusé, malgré de très nombreuses sollicitations, de commenter à la radio ou à la télévision ces mesures, je ne voulais pas paraître manquer à la solidarité à l'égard du gouvernement. Il est bien évident que les mesures annoncées me posaient des problèmes de conscience, ne serait-ce que par rapport aux positions du Parti.

Nous nous sommes battus collectivement entre 1976 et 1981 sur le thème du recrutement familial, et les mesures annoncées m'ennuient doublement, parce qu'elles sont contradictoires avec nos positions, d'une part, et que, d'autre part, elles sont totalement inefficaces dans la mesure où je ne vois pas comment on ne pourra pas régulariser la situation des femmes entrées clandestinement en France, comment on pourra les reconduire à la frontière en laissant leurs enfants en France, puisque, dans la plupart des cas ces enfants ne sont pas expulsables.
Ce que je veux dire c'est que j'ai l'impression qu'il s'agit là d'une concession au discours de la Droite et que, sur ce terrain, nous ne gagnerons pas. Faire prendre des mesures de droite ou un discours de droite, c'est finalement laisser croire que le discours de droite est le bon discours et laisser entendre à une partie de l'opinion qu'après tout la Droite serait peut-être plus habile pour tenir ce discours, et surtout pour prendre ces mesures et les mener à bien.
Il y a là un recentrage de notre cohérence à faire et à débattre au fond de ces questions, parce qu'elles concernent l'ensemble du Parti ; elles seront au cœur de la campagne de 1986. Nous avons vu que dans le Parti on devait lâcher souvent sur ces thèmes car nous avions quelquefois du mal à faire comprendre à nos camarades la réalité extrêmement difficile du problème de l'immigration et de la façon dont nous devons, en tant que Socialistes, traiter cette question à la fois avec fermeté, c'est vrai, sur le plan des entrées, mais également avec courage sur le plan de l'insertion et des mesures à prendre dans ce domaine.
Ces mesures, en matière d'insertion - je l'ai dit ici, je ne l'ai pas dit à l'extérieur - m'ont déçue dans la mesure où elles ne sont que la répétition de celles annoncées depuis trois ans et où elles ne se traduisent pas sur le plan budgétaire, ni hélas trop souvent sur le terrain.
Il faudrait aussi que nous réfléchissions à la nécessité que nous avons - et encore une fois, je pense que depuis quelques mois on sent un très net progrès - de nous exprimer et de nous expliquer.
Il y a eu dans ce pays un moment difficile que nous avons tous connu, c'est celui qui a tourné autour du 1er novembre. J'ai vu les dégâts sur le terrain. J'ai été personnellement tout à fait choquée d'entendre annoncer la visite de Claude Cheysson à Alger, sans commentaires et sans explications. J'ai été vraiment scandalisée de voir que la Droite s'exprimait pendant soixante-douze heures sur cette question sans que personne, à gauche, ne réponde. Et j'ai été encore plus scandalisée, je le dis, de l'attitude de certains de nos camarades, qui ont mis les drapeaux en berne le 1er novembre !
Il eut été, à mon avis, inadmissible que Claude Cheysson n'aille pas à Alger. Il eut été inadmissible que la France ne soit pas représentée, et à un haut niveau, le 1er novembre, à la Fête Nationale algérienne, qui est désormais la Fête Nationale de ce pays.
Je crois que sur ce point, il aurait fallu, il faudra dire à nos camarades qu'il ne faut pas, en effet, avoir la mémoire courte et se laisser aller à se rassembler avec ceux ou les fils de ceux qui ont, en 1936, refusé et rejeté, on sait avec quelle violence, le projet Blum-Violette, ceux qui, en mai 1945, se sont tus devant les massacres d'Algériens qui avaient pensé que la victoire contre le nazisme était la

victoire de la dignité et de la liberté, ceux qui, finalement, ont fait qu'il y a eu le 1er novembre 1954, et ceux ou les héritiers de ceux qui se sont retrouvés dans l'OAS. Nous ne pouvons pas, camarades, nous retrouver à côté de ces gens-là et j'aurais, sur ce point, souhaité - je sais qu'il est plus difficile de se faire entendre quand on approuve que quand on critique - que peut-être la Gauche, des hommes de gauche, et le Parti, réagissent plus tôt qu'ils ne l'ont fait sur ce point et que peut-être aussi le gouvernement s'expliquer et parle à la France, dès avant le 1er novembre, sur la nécessité pour la France d'être présente à Alger.
Alors, oui, il faut revenir à nos sources, mais il faut faire attention de ne pas être schizophrènes et de ne pas rendre notre électorat et nos sympathisants schizophrènes. Il nous faut des positions sur ces grands problèmes de société qui soient cohérentes et sur lesquelles nous parlions d'une seule voix.
Je pense, moi, que la Convention sur la modernisation va être un élément important de la mobilisation, de la re-mobilisation, dans les semaines et dans les mois qui viennent, l'occasion d'un échange, d'un débat entre nous, et d'un accord sur un texte final.
Je ne pense pas qu'il faille, par ailleurs - et là, je m'adresse à Christian Goux - parler d'alliance avec je ne sais quelle fraction de la Droite. Ce qu'il nous faudra, dans la perspective de 1986, c'est, de façon cohérente, sur une ligne Socialiste réaffirmée et très certainement aussi revue et corrigée à la lumière des temps et de l'expérience gouvernementale, passer un contrat avec le peuple français, et non avec je ne sais quel parti politique de droite ; les contrats, cela viendra ensuite, c'est d'abord avec la France qu'il faut que nous passions un nouveau pacte de gouvernement, un pacte pour l'avenir et un pacte qui redonne espoir à ceux qui aujourd'hui ont, c'est vrai, quelque fois du mal à comprendre et à entendre notre discours.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Morin, et nous interromprons la séance après lui.

Morin

Nous préparons en ce moment notre Convention sur la modernisation et le progrès social et il est donc assez normal qu'on examine ce qui se passe dans l'appareil productif.
La crise est d'abord une crise industrielle et technologique, c'est assuré, mais elle n'est pas non plus que cela et je suis content de voir que d'autres camarades, avant moi, ont essayé aussi d'aborder la crise et la modernisation sous cet angle.
Il me semble, en effet, que c'est toute une société qui bouge, qui remet en cause des idées, des comportements, des valeurs, qui jusque là étaient largement acceptés.
Bien souvent, ce thème, que nous avons contribué à valoriser dans les années précédentes, est associé à la Gauche C'est sans doute une situation normal : dans une période difficile, ce sont naturellement les principes liés à la majorité en place qui sont le plus durement mis à l'épreuve, des faits d'abord, et des esprits ensuite.

Fondation Jean Jaurès

Il en est ainsi, aujourd'hui, du thème de l'Etat providence et, plus généralement, de l'Etat lui-même, et je crois qu'il faut que nous examinions cette situation en face.
Il est bien clair d'abord que la foi dans l'Etat comme moteur de la vie économique, comme moteur des transformations sociales, mais aussi plus profondément, plus gravement, la foi dans l'Etat comme garant des valeurs fondamentales de progrès - je veux dire des valeurs de liberté, des valeurs de solidarité, de convivialité, qui sont les nôtres - est ébranlée. C'est sans doute un fait de société difficile à admettre, difficile à supporter, dans la mesure d'abord où, depuis plusieurs générations, les valeurs de la Gauche et les valeurs de l'Etat ont été fort entrecroisées. C'est aussi d'autant plus difficile à supporter quand cela intervient à une période où, momentanément au moins, c'est nous qui incarnons cet Etat en pleine désacralisation.
Face à cette situation, je crois qu'il y a deux attitudes possibles.
Il y en a une qui consiste à incriminer la Droite, l'idéologie traditionnelle de la Droite, les penseurs de la Droite qui refont surface, les leaders de la Droite, quand ce n'est pas la Droite dominante dans les médias ou la Droite subrepticement insinuée dans nos rangs...
Ce n'est pas nécessairement la réaction la plus efficace.
Peut-être qu'il vaudrait mieux se dire que, si la Droite agite avec un certain succès - on le constate tout de même - les thèmes anti-étatistes, c'est qu'il y a des raisons de société à cela.
Si le thème du moins Etat progresse à un tel rythme qu'on en est déjà, nous, à voter moins d'impôts, c'est peut-être que l'Etat n'est pas ce qu'il devrait être, ou en tout cas pas ce que les Français attendaient qu'on fasse de lui. Il est clair à cet égard - j'en dis juste un mot, sans développer - que la baisse des prélèvements obligatoires, si elle était seulement la baisse des impôts, sans une occasion de moderniser l'Etat, de remettre des choses à plat et en place, perdrait sans doute beaucoup de son contenu et de sa portée historique. Il est bien clair aussi, me semble-t-il, que si notre Convention ne discutait que de la modernisation de l'appareil de production, et pas de la modernisation de la société et de l'Etat, elle serait fort incomplète ; là, je rejoins tout à fait les propos que tenait l'orateur qui m'a précédé, en disant que même si les chiffres ont leur importance, même si nous serons jugés là-dessus, il y a aussi toute une bataille idéologique et culturelle à mener. Le tout est de savoir quelle est la meilleure façon de la mener.
Alors, regardons-y de plus près.
Je dirai juste un mot, sans m'attarder, de l'aspect fiscal. Il y aurait trop à dire sur la modernisation nécessaire de notre fiscalité. Même si les mesures qui ont été prises pour rétablir un certain nombre de choses, au niveau de l'emprunt Giscard, marquent une petite avancée intéressante et importante dans ce sens, il reste, vous en conviendrez sans doute, beaucoup à faire ; je ne développerai pas ce point.
Je voudrais simplement développer un point fort modeste, mais qui touche beaucoup les Français, me semble-t-il, c'est le visage que prend l'Etat pour les

Français au quotidien, c'est-à-dire, au fond, le visage qu'ont un certain nombre de services publics, parce que c'est cela qui incarne l'Etat, quotidiennement, pour les Français.
Je poserai cette première question : depuis 1981, les Français ont-ils, peuvent-ils avoir d'ailleurs, le sentiment que ces services ont changé, que ces services sont davantage, mieux, au service du public... puisque ce sont des services publics ? Ont-ils davantage, quand ils sont usagers des services publics, le sentiment qu'ils sont traités en citoyens ? Est-ce que nous avons accru leur pouvoir de contrôle sur les services publics ? Est-ce que nous avons accru leur pouvoir de contestation quand les services sont mal rendus, et ce n'est pas dire du mal des fonctionnaires que de dire qu'il arrive que les services soient mal rendus ? Qu'il s'agisse de la facture du téléphone, ou de l'attribution des logements sociaux, pour prendre deux exemples bien connus, il y a sans doute moins de dysfonctionnement que telle ou telle émission de radio pourrait le laisser penser - parce qu'on monte en épingle assez naturellement certaines choses - mais est-ce là la question ? La question, me semble-t-il, reste : avons-nous accru les pouvoirs du citoyen malmené, aussi peu nombreux soient-ils, et plus généralement avons-nous accru le sentiment de responsabilité et de liberté du citoyen face aux services publics, c'est-à-dire face à l'Etat ?
Il faut bien regarder la société telle qu'elle est aujourd'hui. Le consommateur, en cette fin du 20ème siècle, est habitué à choisir ; cela n'a pas toujours été le cas, en pratique, pour les générations passées, si on réfléchit bien à la façon dont les choses se sont produites, mais aujourd'hui c'est le cas, avec la publicité, la concurrence, etc. C'est une donnée qu'il faut regarder en face : quand un produit, quand une marque, quand un service, quand un fournisseur déplaisent à un consommateur, il est habitué à quoi ? A en changer. Il est habitué à penser, à tort ou à raison, que cette liberté de choix est d'abord le gage de sa liberté propre, et souvent aussi le gage d'une plus grande qualité. Alors, à moins que nous ne remettions en cause cette société-là, c'est-à-dire cette société de libre concurrence - et je ne crois pas que nous en ayons pris le chemin depuis 1981 – ne nous étonnons pas que ces comportements critiques, ce désir de choisir, d'être responsable devant un service, s'étendent à l'ensemble des services, c'est-à-dire aussi à l'ensemble des services publics. C'est cela que je voulais dire quand je disais tout à l'heure qu'il y a sans doute des raisons de société pour lesquelles la Droite peut mener, avec succès, campagne sur des thèmes comme cela, même si cela nous dessert.
Quelle attitude pouvons-nous avoir en face de cela ? Est-ce une attitude frileuse de défense, de critique : "Non, ce n'est pas cela ! etc." ? Ou est-ce qu'introduire une certaine liberté de choix pour les usagers du service public, par exemple au sein de l'école publique - je prends simplement cet exemple, pour ne pas être trop long - est une idée indigne de la Gauche, qui va faire hurler ? Est-ce une idée "étaticide", ou bien n'est-ce pas la meilleure façon de répondre à l'offensive anti-étatiste que de reprendre tout simplement l'offensive ?
Dire que l'Etat doit être modernisé tout autant que l'appareil productif, ce n'est pas non plus se joindre à la cohorte démagogique de toute critique des

fonctionnaires, à moins qu'on ne confonde le système et ses acteurs. Moderniser l'Etat, cela peut être au contraire, en liaison avec ceux qui le servent, avec ceux qui le représentent chaque jour, qui ont sans doute beaucoup à dire et à proposer, la meilleure façon de réconcilier les Français avec l'Etat et de reprendre l'offensive sur les valeurs qui sont profondément les nôtres.
(Applaudissements)

Le président - Merci. La séance est interrompue. Nous reprenons à 15 h précises.

Parti Socialiste
Comité directeur
Samedi 10 novembre 1984

Samedi 10 novembre 1984 (Après-Midi)

La séance est reprise sous la présidence de. Claude Estier

Le président - La parole est à Vuillot et ensuite Girard.

Hervé Vuillot
Mon intervention sera très brève. Je reprendrai simplement ce qui a pu être dit ce matin pour ne pas en rester sur un constat négatif et démobilisateur.
Je crois que l'attitude que nous connaissons dans les sections et chez certains de nos camarades est moins, en réalité un désaccord avec la politique du Parti ou avec l'action gouvernementale qu'un certain silence que nous constatons un peu et qui est démobilisateur.
C'est un silence qui recouvre en réalité des questions sur ce qu'il faut faire en tant que Parti. C'est un silence qui recouvre des interrogations sur le nécessaire combat contre la Droite et une certaine incertitude sur la réponse à avoir aux problèmes de notre temps.
C'est la question qui nous est posée en tant que Parti. On peut être tenté d'exploiter cette situation ou de reculer sur nos positions Socialistes.
Face à cela, je crois que la priorité pour le gouvernement, c'est d'éviter toutes déclarations intempestives, toutes sorties en touche, tout fait idéologique, ou toutes déclarations pouvant donner des idées.
Je pense, au contraire, que l'heure est plus que jamais au rassemblement des Socialistes.
Nous vivons une période riche, complexe alors que nous avons déjà derrière nous - puisque nous sommes au pouvoir depuis trois ans et demi - une expérience collective intense.
En effet, ne perdons pas de vue dans la situation d'interrogation de nos camarade, le chemin qui a été parcouru et posons-nous la question suivante : n'est-il pas surprenant que d'autres camarades posent des questions après les épreuves que nous avons traversées et les décisions que nous avons été amenés à

Fondation Jean-Jaurès

prendre ?
Je prendrai quelques exemples.

- Premièrement : l'exigence même de la durée de notre action Socialiste par rapport à l'action gouvernementale n'est-elle pas liée à notre propre expérience du pouvoir ?
- Deuxièmement, le caractère douloureux de la rigueur; n'a-t-il pas été tiré de notre propre pratique gouvernementale ?
- Troisième exemple : la modernisation : pouvions-nous mesurer, au départ de notre action ce que cela représentait ?

Que dire d'un problème comme la maîtrise des dépenses publiques, qui est apparu une nécessité au cours même de notre expérience historique ?
Dans parler du déficit budgétaire que certains d'entre nous voudraient ramener à 100 milliards ? Et on imagine les problèmes que cela poserait.
La question qui est posée aujourd'hui, c'est un formidable effort de pédagogie et d'effort collectif pour faire comprendre, pour entraîner la discussion parmi nos camarades.
Si le Parti s'interroge, ça n'est pas non seulement négatif mais c'est nécessaire et normal parce qu'il est confronté à une expérience exceptionnelle de mutation qui reflétait la situation économique, sociale et politique.
Nous n'avons pas choisi la facilité. Si le gouvernement, en 1982 n'avait pas choisi la facilité, nous ne serions plus là aujourd'hui et depuis longtemps.
Les camarades dans les sections n'attendent pas qu'on leur parle de la pédagogie, de la facilité mais au contraire de la pédagogie du courage.
Un mot sur la modernisation pour illustrer mon propos : nous savons très bien que ce ne sera pas une partie de plaisir.
Ce serait une énorme erreur que de présenter cela comme un gadget nouveau, comme une opération à l'eau de rose.
Les travailleurs le savent et le sentent bien à travers la réalité quotidienne.
Nous savons bien, au contraire, que la modernisation entraîne par nécessité même une nouvelle forme d'exploitation plus intense que la deuxième révolution industrielle.
Il faut dire les choses à l'occasion de notre Convention sur la modernisation et le progrès social, en discuter avec les travailleurs pour que cette transformation soit véritablement la modernisation de la Gauche au pouvoir.
Dernière remarque sur la fiscalité. Vous savez que cette question me tient particulièrement à cœur.
J'ai, au cours des journées parlementaires, avec d'autres camarades, dit combien le projet de budget pour 1984était insuffisant sur le plan de la fiscalité.
Et d'ailleurs je signalerai à ce propos que c'était la première fois que j'étais amené à critiquer mon gouvernement.
Des mesures récentes ont été prises : l'emprunt Giscard, le mode de financement, mesures contre la pauvreté, etc.
Ce sont des mesures importantes et je considère qu'elles sont essentielles pour le Parti et pour le Socialisme., car sur cette question - comme dans bien d'autres, même si nous savons que les grandes réformes de la législature sont accomplies

pour l'essentiel, il faut que sur ce terrain comme pour les autres terrains, éviter toute rupture avec notre identité Socialiste.

Le président - Merci. Girard.

Girard

Mes chers camarades, la question qui nous préoccupe au premier chef est bien évidemment celle des prochaines échéances électorales - moins sur celles de 1985 - malgré l'importance qu'auront les élections cantonales que celles beaucoup plus décisives de 1986 et de 1988.
Ce sujet n'a pourtant jamais été véritablement traité dans nos instances, au moins dans la nôtre, où l'on en parle de façon allusive comme si vous voulions exorciser le mauvais sort.
Comme je ne suis pas personnellement superstitieux, je vais l'aborder de front, sans pessimisme et aussi sans complaisance, car il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, mais encore faut-il persévérer pour réussir.
Il n'est pas impossible après tout que nous perdions les législatives de 1986.
C'est évidemment une hypothèse de travail, et ce n'est pas une fatalité, loin de là.
Comme j'habite la patrie de Blaise Pascal, je voudrais rappeler aux sceptiques et aux incroyants son célèbre pari sur la mort et sur l'au-delà.
Dans cette affaire, c'est d'ailleurs moins la mort qui me préoccupe - quoique ce soit un moment très difficile à passer - que le problème de l'au-delà.
(Rires)
Car une défaite en 1986 qui aurait effectivement un caractère catastrophique ou un caractère désastreux, ne serait pas forcément, pour autant, catastrophique.
D'abord, parce que l'alternance fait partie du jeu démocratique, et aussi parce qu'il n'est absolument pas interdit de penser qu'un retour pour deux ans à un gouvernement de Droite sous la houlette vigilante de François Mitterrand - à condition bien sûr qu'il puisse rester à l'Elysée - aboutirait sans doute à re-mobiliser l'électorat de gauche et serait susceptible de favoriser une victoire en 1988, tant il est vrai qu'il n'est pas de mal dont il ne sorte un bien. La formule n'est pas de moi.
Ce qui est le plus grave dans la perspective d'une défaite électorale quelle qu'elle soit, c'est toujours moins la défaite elle-même que les conditions dans lesquelles cette défaite peut intervenir.
J'ai, pour ma part, gardé un souvenir très arrière de 1956, du Front Républicain et de la politique de Guy Mollet que j'ai soutenu en son temps, comme d'ailleurs la majorité des dirigeants de la SFIO de l'époque, ce qui implique une part de responsabilité et qui nous vaut parfois quelques regrets et même parfois quelques remords.
Je me souviens bien de la tentation insidieuse qui est celle des opportunités, qui se transforme si facilement en opportunisme pour aboutir à d'assez graves manquements idéologiques qui avaient fait perdre son âme à la Gauche, au point qu'il lui a fallu 25 ans pour se refaire une santé.

C’est pourquoi je me demande constamment si, de la même façon insidieuse, nous ne sommes pas déjà engagés dans le processus de 1956, dans la mesure où la Gauche doute d’elle-même, car il faut bien reconnaître qu’au travers des élections partielles, semaine après semaine - ce n’est pas la Droite qui progresse mais la Gauche qui recule, car elle se démobilise et parfois elle se désespère.
La politique, nous le savons bien, c’est l’art d’ajuster le souhaitable au possible.
A ce titre, nous devons dire sans complexe de culpabilité, que la politique de rigueur - de rigueur financière - est nécessaire. Regrettablement nécessaire. Provisoirement nécessaire, mais à condition d’y ajouter un corollaire qui me paraît indispensable : celui d’une autre forme de rigueur. Je parle de la rigueur idéologique car, pour rester crédible dans l’avenir et quoiqu’il arrive au jeu de l’électorat de gauche, il nous faut rester fidèles à nous-mêmes.
Il me paraît donc indispensable que le gouvernement donne des gages plus et mieux qu’il ne le fait pour montrer que nous restons à l’écoute de la population. Que nous avons le souci de sa vie journalière et pour que le gouvernement prenne des mesures afin d’en témoigner.
Des mesures symboles : celles de l’emprunt Giscard qui a été très bien reçu par notre électorat mais aussi des mesures plus concrètes concernant le quotidien et qui ne sont pas forcément coûteuses ni incompatibles avec une politique de rigueur économique.
Il existe un certain nombre de gisements qui, même s’ils n’ont pas été parfois recensés et explorés, n’ont pas toujours été exploités.
J’en connais pour ce qui me concerne quelques uns et il y en a sans doute d’autres.
Alors, je souhaite que dans la perspective des trois échéances électorales qui nous attendent, la direction du Parti prenne toutes les dispositions nécessaires sous la forme peut-être d’une sorte de Commission du recensement pour que la liste en soit établie prioritairement et pour qu’elle soit remise au gouvernement aux fins d’exécution.
Je pense, pour ma part - et j’en aurai terminé -contrairement à beaucoup de camarades qui passent beaucoup de temps à se masturber la cervelle - et même pas toujours solitairement contrairement aux lois du genre - alors que cela n’a rien de fécondant, que cela devrait être la principale préoccupation du Parti, parce que je suis persuadé que c’est le meilleur moyen d’aider notre gouvernement.

Le président - Merci. La parole est à Georges Sarre.

Georges Sarre

Chers camarades, je voudrais aborder l’évolution qu’on enregistre aujourd’hui chez nos adversaires de Droite et la position que nous prenons pour riposter.
Dans les semaines précédentes, les responsables de la Droite ont eu l’occasion de s’exprimer et de laisser entrevoir leur stratégie. Ils n’en sont même plus à conclure des pactes sur des successions futures, ils sont en train de régler le partage.

Fondation Jean Jaurès

Jacques Chirac a rendu public un programme de restauration tout à fait alarmant. On y retrouve des propositions antérieures.

- La dénationalisation, y compris celle des banques.
- La dérégulation, y compris évidemment celle qu'il n'osait envisager.
- La réduction du rôle de l'Etat.
- L'hymne à l'initiative privée.
- Le démantèlement des mécanismes de protection sociale.

Dire que le RPR adopte la mode américaine est à la fois vrai et faux. Il en reprend les apparences, mais le RPR veut, comme la majeure partie de la Droite française, comme la majeure partie de la Droite française quand elle le fait, commet un énorme contresens sur la réalité de la politique économique américaine. Car s'il y a une chose qui est sûre, c'est que la politique suivie à Washington a été dans les faits à l'opposé de celle qui était proclamée.
En matière de déficit extérieur. Les records sont atteints. L'augmentation massive des dépenses militaires soutenue par le budget de l'Etat a contribué à une relance mais ses deux mamelles sont le keynésianisme et le protectionnisme.
Ne nous faisons pas d'illusions, Jacques Chirac reprend à son compte le discours sans vouloir regarder son contenu, ni d'ailleurs ses résultats car la relance obtenue est considérée par tous comme fragile. Une fois de plus, il saisit les apparences et non pas le réel, mais comme ces thèmes d'Outre-Atlantique sont dans le vent de la mode, ils sont dans la bouche de Jacques Chirac aussi. C'est l'inconstance et l'avidité.
Même attitude en ce qui concerne les questions de société. La Droite a bien perçu, comme nous, leur importance dans une période de crise, d'où cette soif de repaires de certitudes, cette volonté de se raccrocher à des choses sûres quand tout s'effondre. Pour y répondre. Barre oscille entre Guizot et Antoine Pinay, mais Chirac va plus loin : c'est la géopolitique des supermarchés. La pression des hommes du sud sur les hommes du nord et, pour faire bonne mesure, le retour à l'ordre moral et la critique de la loi sur l'IVG.
Il faut bien prendre conscience de cette nouvelle dérive.
Nous avons affaire à des gens profondément divisés entre eux, mais qui cherchent à se fonder une identité sur des positions ultra.
C'est une droite de la revanche qui nous annonce clairement que son retour au pouvoir serait d'abord un règlement de comptes, une restauration de l'ordre ancien, un retour en arrière fanatique.
Nous l'avons vu au cours du débat budgétaire à l'Assemblée où ils nous annonce pêle-mêle : la privatisation des PTT, le retour du nombre des fonctionnaires à son niveau des années 70, la privatisation de l'audiovisuel.
Le renfort apporté par Gattaz et le CNPF au programme du RPR; spécialement en matière de dénationalisation mérite qu'on s'y arrête un moment.
D'abord, parce que cette fois, le soutien est clairement apporté au RPR, au lendemain de la publication de son fascicule, et, vous le voyez, ce n'est plus seulement une convergence de vues, c'est une alliance ouverte. Après tout, ce n'est qu'une hypocrisie qui tombe ; cela n'offusquera que les naïfs.
J'estime, par contre, que cela doit conduire à réexaminer les rapports entre les

entreprises nationalisées et le CNPF auquel elles sont adhérentes par le biais des unions patronales, car adhérer et payer des cotisations importantes à un organisme qui se donne comme mission de vous liquider, doit faire réfléchir.
Qu'une entreprise nationalisée subventionne un organisme faisant campagne contre les nationalisations commence, je vous le dis tout net, à passer les bornes, surtout à l'approche d'une campagne électorale. Je sais bien que ces choses ne doivent pas s'apprécier de manière simpliste mais en dynamique. La présence des nationalisés au sein du CNPF pouvait jouer un rôle modérateur, pouvait contribuer à une certaine harmonisation des rapports entre public et privé, Au moment où nous sommes et compte tenu du contexte politique qui nous attend, le bilan de cette attitude doit être fait ; il est médiocre, il convient donc de reposer la question de l'appartenance des entreprises nationales au CNPF.
A cette confirmation de la Droite dans ses positions musclées, s'ajoutent des appréciations institutionnelles inacceptables. Je ne veux pas entrer dans le cadre de cette brève intervention dans la question de la coexistence d'une majorité politique différente de la majorité présidentielle, mais cette manière scandaleuse d'organiser des successions non ouvertes exerce, soyez en persuadés, des effets délétères sur tout le monde. Je pense que les Français n'apprécient pas du tout cette façon de considérer l'avenir, cette guerre des chefs de tribu pour partager le gâteau futur. Leur attitude est indécente ; elle l'est d'autant plus que la surenchère est grande entre les prétendants ! C'est à qui vendra le moins cher la peau de l'ours aux enchères des médias.
Il ne faudrait pas que ce climat détestable exerce ses influences parmi nous. Chers camarades, le défaitisme n'a rien à voir avec la lucidité et il nous serait reproché à juste titre sans indulgence.
Pourtant, depuis quelque temps, on en trouve partout les traces. Pour beaucoup, la première exigence du parler vrai, serait de parler des faits. Eh bien, non la première exigence est de rassembler les facteurs utiles pour le combat que nous avons à mener, et ces facteurs, chers camarades, ne manquent pas.
Lorsque la Droite tient le discours qu'elle tient actuellement, c'est-à-dire un discours violemment réactionnaire contraire aux intérêts des plus simples à comprendre des Français, notre premier devoir n'est pas d'envisager sa victoire ou la manière dont nous composerons avec elle. Le premier devoir est de montrer sa vraie nature et de la combattre... De ce point de vue, les outrances récentes nous facilitent les choses. Le choix est encore plus clair d'autant qu'une élection générale se joue davantage sur des perspectives que sur des bilans. C'est une réalité maintes fois constatée.
Mais, est-ce que nous le faisons bien ?
Certaines déclarations, prises de position de dirigeants ou d'élus Socialistes donnent le sentiment qu'en tant que direction, nous laissons filer les choses. J'en prendrai simplement deux exemples.
Est-il normal, en tant que Parti, que nous restions muets quand un certain nombre d'élus s'associent à des manifestations parce que le ministre des Relations extérieure se trouve à Alger le 1er novembre ? C'est un problème de Parti.

Mais, je dois dire que j'ai trouvé profondément choquant qu'un secrétaire d'Etat soit au monument aux morts dans sa ville où les drapeaux étaient en berne, alors que Claude Cheysson, courageusement, représentant le gouvernement, se trouvait à Alger.
Voilà ce que je pense, et je crois que cela interpelle chacune et chacun d'entre nous.
Je ne voudrais pas non plus faire de peine à Christian Goux et tirer sur l'ambulancier, mais ses propos même atténués par un démenti vont à contre-sens de ce travail, d'abord quant au fond. Cher camarade, les expériences de troisième force, on connaît comment cela commence, mais aussi et surtout comment cela finit ! Nous n'avons pas fait Epinay, le Parti des Socialistes, nous n'avons pas combattu depuis tant d'années pour le renouveau de la Gauche pour finir dans ce ruisseau ! Non seulement nous perdrions les élections mais notre raison d'être ! Et quant à la forme, c'est s'attirer non pas l'électorat flottant mais les suspicions les méfiances, bref, un beau gâchis !
Je ne veux pas y consacrer plus de temps que cela mérite. Chers camarades, il faut le dire et le redire, on ne se rassemble pas au centre mais en avant, c'est-à-dire autour d'un projet, d'une perspective. Inutile de rechercher dans la vase des marais centristes ! Je veux dire dans des appareils politiques d'une inconsistance notoire, et il est navrant de devoir rappeler cette évidence : c'est autour de valeurs affirmées, de projets explicites que se rassemblent les Français.
Alors, la Gauche a-t-elle encore les moyens de rassembler ? Elle le peut si elle place plus clairement au cœur de son projet les valeurs-clés de l'indépendance et de la démocratie ; si elle éclaire ses propositions par une vue plus lumineuse de l'avenir du pays, de son existence même de sa mission.
Si nous sommes en mesure de faire passer ce message, l'idée d'un rassemblement reste possible. D'abord celui de tous ceux qui nous ont fait confiance, mais aussi des électeurs Communistes et des autres, ceux qui comprennent que l'avenir du pays n'est pas dans l'esprit de revanche et de restauration dont l'excès et la frénésie ne peuvent qu'effrayer.
Pour ceux-là, soyons nous-mêmes, et face à cette vague ultra, il ne s'agit pas de composer mais d'opposer sereinement nos valeurs qu'il faut commencer par reconquérir.
Alors, le débat sera clair ; ce sera la grande explication depuis 1981 ; le projet de la Droite sera présenté pour ce qu'il est. Nous y opposerons le nôtre, orienté autour de l'indépendance du pays, de la démocratie vivante, de la justice sociale, et nous n'aurons pas à rougir de ce combat ni aujourd'hui ni demain !
(Applaudissements)

Le président - Gérard Fuchs, puis Dominique Strauss-Kahn.

Gérard Fuchs

Chers camarades, nous avons ce matin et ce début d'après-midi, beaucoup parlé de la Droite, je crois que c'est une bonne chose, parce qu'il est utile d'abord de bien connaître son adversaire et je dirai plus encore de bien le faire connaître

autour de nous, ensuite parce que comme plusieurs membres du gouvernement l'ont déjà reconnu, arriver à mettre en évidence, dans les mois qui viennent devant le pays, que c'est une bataille projet contre projet qui sera effectivement l'enjeu des prochaines élections législatives, cela doit être un des éléments fondamentaux de notre stratégie pour les temps à venir.
Cela étant, je crois qu'il ne faut quand même pas s'y tromper si cette action peut permettre une re-mobilisation de ceux qui, aujourd'hui, parmi l'électorat de la Gauche, désertent trop souvent les urnes, nous savons bien que, malgré tout, ce qui fera la différence entre la victoire et la défaite, ce sera l'impression que ressentiront ceux qui nous avaient fait confiance en 1981, de la politique menée par la Gauche, au regard de leur vie quotidienne et au regard de leurs préoccupations.
Il me semble que, sur ce problème, cette dimension du vécu par les gens des décisions que nous sommes amenés à prendre, il y a bien des améliorations à apporter et je voudrais prendre rapidement, pour illustrer ma pensée, quatre exemples.
Le premier, c'est le débat sur le traitement des fonctionnaires ; je vois Le Garrec dans cette salle, et j'en suis particulièrement, heureux. Je vois que nous avions le choix à cet égard entre plusieurs attitudes.
- D'abord, il y avait une décision de fond : quelle somme d'argent étions-nous ou pas disposés à accorder en direction de ce monde de la fonction publique ? Je veux dire qu'à cet égard, la décision qui a été prise me parait tout à fait raisonnable, je veux dire par là qu'il vaut mieux être un peu dur maintenant et un peu plus souple ultérieurement qu'adopter une attitude contraire, sans compter que l'effet d'entraînement du secteur public sur le secteur privé est très connu et que nous ne pouvions pas nous permettre de dérapage.
Il reste néanmoins à mes yeux deux problèmes.
Premier problème. Est-ce que cette augmentation de 2% en niveau pouvait ou ne pouvait pas revêtir d'autres formes ? Etait-il possible, par exemple, d'avoir une augmentation de 1% en niveau, la masse financière correspondant au reste étant distribuée de manière plus ou moins uniforme ? Je crois que la décision, dans le cadre d'une même enveloppe, de la distribuer de cette manière aurait été pour nous plus facile politiquement à expliquer. Je crois savoir qu'il y avait quelques difficultés techniques à procéder de cette manière, mais je sais aussi, et vous savez tous ici, qu'il y a déjà eu dans la fonction publique des augmentations uniformes ; cela n'aurait pas été vraiment un précédent.
Je voudrais aller plus loin, et je vais plus loin, par ce que nous sommes entre nous aujourd'hui - ce n'est pas le genre de discussion qu'il serait probablement possible de tenir en réunion publique -.
Nous avons dit, et je crois que c'est important aussi, à l'approche de 1986, que nous allions faire à l'avenir un effort beaucoup plus considérable pour dire la vérité, pour parler vrai en direction du pays. Je voudrais poser la question aujourd'hui.
Est-ce que vraiment c'était - et je reprendrai curieusement un argument développé, y compris par un de nos camarades du CERES en Bureau exécutif -

la meilleure stratégie de communication et de confiance vis-à-vis de l'opinion que de dire : nous maintenons le pouvoir d'achat des fonctionnaires ?
Bien sûr, en masse, pour l'ensemble des fonctionnaires, c'est vrai, j'en suis convaincu les calculs sont certainement tout à fait justes, mais pour chaque fonctionnaire pris individuellement, qui regarde sa feuille de paie, ce n'est pas vrai.
Est-ce qu'un discours consistant à dire : "Oui, il y a au niveau d'un certain nombre de personnes une baisse de pouvoir d'achat, mais voilà pourquoi nous procédons à cette baisse, voilà à quoi elle sert, voilà, en regard des grandes priorités de modernisation industrielle et sociale du pays, pourquoi nous procédons de cette manière" était bon ? N'aurait-il pas mieux valu utiliser ce langage ? Je pose la question au Comité directeur et au ministre concerné - je ne le mets pas en cause particulièrement pour cette décision dont j'imagine qu'elle a été prise collectivement, mais je nous interroge sur la compatibilité de ce que nous disons et de ce que nous faisons.
Dans un autre créneau, concernant le monde médical, certains ont peut-être eu l'occasion ces derniers jours de voir dans la presse les remous provoqués par la non reconnaissance de l'union syndicale des médecins. C'est un tout petit groupe, un groupuscule, dirons certains, de 1000 et quelques médecins, face à plus de 100 000. mais peut-être aussi certains d'entre vous ont-il pu voir à quel point l'effet de cette non reconnaissance vis-à-vis de gens qui sont proches de nous, prêts à défendre notre politique, a provoqué un certain nombre d'effets négatifs. J'imagine pourquoi cette décision a été prise, nous savons que les grandes organisations de médecins, c'est avec elles qu'il faudra traiter l'année prochaine le renouvellement de la Convention, c'est-à-dire essentiellement la fixation des nouveaux honoraires médicaux. Les médecins accepteront-ils ou non de rester dans un certain cadre que nous souhaitons voir fixer en ce qui concerne les honoraires ? Nous savons que ce sont les deux autres organisations, les plus grandes, qui font le poids, et que nous ne pouvons pas vis-à-vis d'elles avoir une attitude de provocation.
Malgré tout, là aussi, je m'interroge devant le Comité directeur. Avons-nous procédé de la meilleure manière ? Et, puisque la décision est prise, ne serait-il pas opportun que le Parti en tant que tel dise que malgré les décisions prises, et sans les remettre en cause, il considère que le rôle de l'union syndicale des médecins est un rôle positif et que nous entendons conserver vis-à-vis de ce créneau d'opinion et cette organisation un certain nombre de relations, pas privilégiées (ce ne serait bénéfique ni pour eux ni pour nous de dire cela) mais un certain nombre de relations de dialogue qui ne sont pas remises en question par les décisions gouvernementales.
Je prendrai un troisième créneau d'opinion (il a déjà été évoqué par certains) : c'est ce qui tourne autour du 1er novembre.
Je voudrais m'exprimer franchement. Lorsque j'ai appris moi-même la décision du gouvernement d'être représenté le 1er novembre aux Fêtes de l'Indépendance à Alger, par le ministre des Relations extérieures, je me suis posé quelques questions pendant quelques minutes. On n'a pas été impunément mêlé aux

événements de cette période sans que la participation à la célébration d'une telle date puisse poser des questions personnelles. Je suis arrivé à la conclusion que cette décision était bonne. Mais ensuite j'ai eu un peu un sentiment bizarre, ressenti certainement par beaucoup d'entre vous, que nous avions pris la décision mais que nous finalement, j'allais dire, peut-être un peu honteux de l'avoir prise, et que nous ne l'assumions pas une fois qu'elle était prise, avec toute la vigueur et l'engagement qui peut-être auraient été nécessaires.
Je mesure bien, aussi bien que d'autres, quelles étaient les conséquences dans l'opinion de telle ou telle détermination de notre côté. mais je cite cet exemple parce que je crois qu'à prendre une décision sans l'assumer suffisamment nous avons finalement, y compris vis-à-vis des créneaux d'opinion les plus sensibles, l'inconvénient de la décision et le non avantage vis-à-vis des autres créneaux de l'opinion. Je crois qu'il nous faut bien peser, chers camarades, ce genre de chose, là aussi.
Dernier exemple : il concerne ce qu'on appelle "la pauvreté".
Chers camarades, comme beaucoup d'entre vous ici, je fais en ce moment un certain nombre de réunions publiques et je les trouve difficiles. Et dans ces réunions revient notamment une question à laquelle je ne suis pas en état de répondre, et je n'aime pas ce genre de situation. Quand je dis "je ne suis pas en mesure de répondre", on répond toujours quelque chose, mais quand on répond en pensant que la réponse n'est pas satisfaisante, on a un certain sentiment de gêne.
Lorsqu'il m'est demandé, et cela doit arriver à bien d'autres ici, ce qu'il est prévu pour que les chômeurs en fin de droits puissent vivre, je ne sais quoi répondre, et je suis obligé de me réfugier derrière un discours très général qui revient à noyer un peu le poisson.
Je sais que le gouvernement a commencé à prendre un certain nombre de mesures à travers notamment la majoration des dernières tranches de l'impôt sur la fortune, et à dégager environ 400, 500 millions de francs, pour essayer d'apporter de meilleurs remèdes à ces situations de pauvreté.
Je voudrais dire ici : voilà un domaine où le Parti a dégagé une réflexion, nous avons créé un groupe de travail, nous sommes arrivés à la conclusion, au niveau du Bureau exécutif, que cette ressource, pour importante qu'elle soit, n'est pas encore à la hauteur du problème pris en considération
Nous avons retenu dans ce groupe de travail l'hypothèse de revenu minimum qui viendrait bien sûr simplement remplacer lorsque les autres ressources ne sont pas suffisantes, ce qui peut exister par ailleurs. Nous avons essayé de chiffrer un peu ce que cela représenterait. Indiscutablement il s'agit de sommes qui se montent à 3, 4 milliards de francs. Il est, bien évidemment, très difficile de faire des calculs précis dans un tel domaine. Est-ce que sur ce dossier-là aussi il ne nous appartient pas, en tant que Parti, et par les canaux qui nous paraîtront les plus appropriés, de tirer la sonnette d'alarme du côté gouvernemental, en disant : très bien, le problème est bien aujourd'hui pris en considération, des mesures sont prises, mais nous disons - et je crois que les élus locaux ici le sentent mieux que d'autres - que l'ampleur prévisible du problème d'ici aux

élections de 1986 est tel que si nous faisons davantage maintenant cela signifiera que nous serons obligés de faire davantage encore sous d'autre pressions, en particulier celles de la Droite, et par rapport à l'image de solidarité qui est une des valeurs clé de notre raison d'être de Socialistes, je pense que cela ne nous mettrait pas dans la meilleure position à l'approche de ces élections.

Je voudrais terminer par quelques commentaires parce que je crois que tous les exemples que je viens de donner- et j'aurais pu en prendre bien d'autres - concernent finalement le rôle du Parti dans la période à venir.

Nous avons eu du mal - c'était pour une part inévitable, je pense, après 1981 - à trouver pour notre Parti une fonction extrêmement bien définie. Nous n'avions pas l'expérience et nous savons bien que les institutions de la 5ème République, d'ailleurs, ne se prêtent pas facilement à la définition du rôle du Parti de gouvernement, mais je pense que nous sommes tous convaincus qu'à l'approche de 1986, il nous faut donner à notre Parti un rôle plus important, plus actif, plus évident. Ce rôle, nous l'engageons en matière de réflexion, à travers la convention sur la Modernisation, et ce rôle sera encore accru lorsque nous poursuivrons notre réflexion sur la base de ce nouveau contrat que Lionel Jospin a eu l'occasion d'évoquer à la réunion des Premiers secrétaires fédéraux, en particulier.

Encore une fois, autant je pense que cette bataille projet contre projet est impossible, autant je pense que le Parti doit aussi, aux yeux de l'opinion, apparaître comme un élément du jeu politique concernant les décisions quotidiennes. Cela pose vraiment le problème des relations Parti/gouvernement. Je pense que nous devons faire un effort pour améliorer nos réponses à cet égard.

Trop souvent j'ai le sentiment - je ne suis peut-être pas le mieux placé pour en juger, mais je le juge de là où je suis - trop souvent j'ai le sentiment que le Parti est informé trop tardivement d'un certain nombre d'actions qui vont être décidées par le gouvernement, et que nous ne pouvons plus intervenir à ce moment-là que trop tard, voire même en aval, et nombre d'exemples que j'ai donnés ressortissaient de ce type de situation.

Je pense que nous devons essayer d'obtenir du gouvernement une meilleure information sur un certain nombre de projets particulièrement concernant les décisions qui vont être prises dans les mois qui viennent, de façon à ce qu'avec la plus grande discrétion, lorsque c'est nécessaire, avec plus de publicité lorsque cela paraîtra opportun, nous puissions nous exprimer en sa direction, sachant bien sûr que chacun a son rôle, et quand je dis cela, cela ne signifie pas qu'il s'agit de peser sur la décision au sens où nous serions de mauvaise humeur si par hasard le gouvernement ne suivait pas nos conseils. A chacun sa tâche, nous sommes un groupe de pression au service de la Gauche, le gouvernement est nécessairement davantage en position d'arbitrage. Mais je crois que nous devons, dans un certain nombre de batailles politique très concrètes, dont nous savons qu'elles vont apparaître dans les mois qui viennent, être capables de nous exprimer à temps, être capables de nous exprimer, pourquoi pas, avec de temps en temps une certaine efficacité, et être capables par conséquent de mieux dire

dans nos réunions : "Voilà, le Parti Socialiste a beau être un Parti de gouvernement, d'une part il est d'abord un projet ou un contrat, ou des propositions pour l'avenir, mais d'autre part il intervient aussi sur les décisions politiques quotidiennes. Cela vaut la peine de militer ou de re-militer, et je crois que c'est indispensable à l'approche de 1986.

Le président - Merci. Jean Le Garrec m'a demandé la parole pour répondre à Fuchs.

Jean Le Garrec

Très rapidement, puisque Fuchs a, avec beaucoup de modération, posé quelques questions, je voudrais répondre en quelques minutes, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté dans nos capacités d'analyser une situation difficile par ailleurs, je ne l'ai jamais caché.
Je n'ai jamais utilisé le terme de "pouvoir d'achat" jamais. J'ai toujours dit que notre position était raisonnable dans la mesure où elle maintenait l'évolution des salaires en masse, en ligne avec l'évolution réelle des prix.
Et il est vrai qu'à l'intérieur de ces données il peut y avoir des situations contrastées, dans certains cas, de maintien, même une légère prime au pouvoir d'achat, dans certains cas, de quelque chose d'un peu en-dessous.
C'est un peu difficile, mais c'est tout à fait volontairement que j'ai employé des mots très précis. C'est pourquoi j'ai toujours dit : c'est raisonnable, mais cela implique un effort.
Et je voudrais là donner aux camarades qui sont souvent en contact avec, et pour cause, les membres de la fonction publique, quelques chiffres.
Evolution, en masse, 1982 par rapport à 1981 : 12,22.
Evolution réelle des prix : 11,9.
1983 par rapport à 1982 : 10, 20 - 9,6
1984 par rapport à 1983 : 7,61 - 7,60

Debarge - Il faut avoir un débat là-dessus.

Jean Le Garrec – J'ai toujours été à la disposition du Parti pour défendre mes idées, et si le Bureau exécutif veut m'inviter sur ce point je répondrai très volontiers. Je préfère que l'on ait un débat et répondre à des questions plutôt qu'il existe des malentendus non fondés, sur ces points-là. Je suis parfaitement clair.
Donc je suis prêt à répondre à une question du Bureau exécutif quand il le souhaitera, et c'est tout à fait normal de la part d'un ministre qui est avant toute chose un militant
Ces chiffres sont indiscutés par toutes les organisations syndicales.
Il est vrai que dans ces chiffres, qui montrent pour les années 1983 et 1982 une légère augmentation du pouvoir d'achat, on compte ce qu'on appelle le GVT "Glissement vieillesse technicité", ce qui est un point de débat contentieux avec les organisations syndicales, et que je ne m'explique pas.

Fondation Jean Jaurès

Voilà la réalité des chiffres. Il est vrai aussi, et c'est un problème qui concerne suffisamment de membres du Parti pour qu'on y prête attention quelques minutes, que s'implique un effet report très fort, de 5,61, sur le 1er janvier 1984, et que c'est là où est tout le problème. Si l'on pousse les problèmes devant soi, avec une volonté de diminution du rythme d'inflation, on crée un moment donné un effort pervers ingérable.
Je demande aux camarades d'être assez politiques pour comprendre ce que serait une situation avec un effet report de l'ordre de 5, début 1985, ou, a fortiori, début 1986, avec un objectif d'inflation de 4,5. Je crois que c'est suffisamment clair pour qu'il ne soit pas nécessaire que je m'en explique.
Là l'effet report est de 2,91, c'est-à-dire en liaison avec le rythme prévisible d'inflation.
Qu'on ne dise pas que c'est compliqué. C'est relativement simple, et de toutes manières le rôle des responsables politiques, c'est d'être capable de répondre à des situations compliquées.

Dans la salle - Dites cela aux responsables de nos mairies !

Un délégué - C'est ahurissant !

Jean Le Garrec - Ce n'est pas ahurissant, ce sont des informations, je suis désolé.
Deuxième remarque, sur le problème des bas salaires, il est vrai qu'il pouvait y avoir une possibilité de modulation, mais qu'il est, semble-t-il, préférable d'engager en parallèle à cette action une réelle politique de bas salaires. Cette possibilité se poursuit et se poursuivra, et j'indique par exemple qu'un décret pris en septembre 1984 fait passer le maximum de carrière pour les agents de basses catégories à un indice supérieur très sensiblement, puisque ce maximum de carrière qui était de 219 est passé à 259 et à 282.
D'autre part, pour que les camarades soient au courant aussi, il y aura une réunion d'un groupe de travail avec les organisations syndicales le 27 novembre pour étudier tous les moyens d'action permettant de poursuivre une politique de bas salaires et de basses rémunérations. Cela fera partie des dossiers ouverts pour 1985.
La seule difficulté, vous la connaissez bien, c'est l'impossibilité de réunir les organisations syndicales pour discuter avec elles avant la date fatidique du 3 décembre, et vous en connaissez les raisons. Il faut attendre que les élections professionnelles aient eu lieu.
La quatrième remarque - parce que c'est quelque chose qui a été dit, on est tous maladroits et je peux l'être aussi - c'est qu'il y a eu une longue explication avec toutes les organisations syndicales. J'ai rencontré personnellement chacune des organisations syndicales deux fois, en un mois et demi, et chacune pendant deux heures, c'est-à-dire deux foi deux heures multiplié par sept, pour bien se mettre d'accord sur toutes les données du dossier et pour qu'elles soient toutes parfaitement au courant, qu'il n'y ait aucune discussion sur la base réelle des

Fondation Jean-Jaurès

chiffres, y compris le montant de l'effet report.
Lors de la réunion générale, il y avait deux attitudes possibles : ou biaiser avec la situation et essayer d'engager les organisations syndicales dans une situation de compromis qu'elles ne pouvaient en général pas accepter, et qui de toutes manières aurait faussé l'enjeu pour 1985, ou considérer que toutes informations données, toutes explications faites, il était préférable que le gouvernement prenne la responsabilité totale, laissant le libre jeu aux organisations syndicales, ce qui permettait en même temps de dégager le terrain pour 1985, et ce qui était la plus grande marque de respect qu'on puisse apporter aux organisations syndicales.
C'est la deuxième attitude qui a été choisie. C'est probablement la plus difficile, mais c'est peut-être - on le verra dans les semaines à venir - la seule possible si l'on veut recréer les conditions d'une véritable discussion.
Alors sur ces questions j'ai voulu apporter des chiffres précis, non discutables. Ils ont d'ailleurs été diffusés à l'ensemble du Parti, aux parlementaires, ils le seront de plus en plus.
Moi je suis à la disposition des organismes du Parti pour en discuter, cela va sans dire. Je voulais indiquer très clairement que tout ceci a été fait dans la plus grande clarté avec les organisations syndicales, que c'est une politique pas facile, qu'elle peut être critiquable, je l'admets parfaitement, discutable sur tel ou tel point, mais qu'elle obéit à des choix fondamentaux qui peuvent permettre - tout au moins je l'espère - d'engager l'année 1985 dans les meilleures des conditions. Tout au moins je voulais apporter quelques informations.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Dominique Strauss-Kahn, ensuite Lionel Jospin

Dominique Strauss-Kahn

Chers camarades, je voudrais d'abord vous parler de la convention, rappeler en un mot le programme.
Vous savez où nous en sommes : d'ici la fin de cette semaine le texte que prépare la Commission mise en place par le Bureau exécutif sera terminé, il sera envoyé donc au début de la semaine prochaine dans les sections, et si avec un peu de chance le routage se fait assez rapidement, ceci arrivera dans les meilleurs délais dans les différentes sections. En tout état de cause cela arrivera avant la fin du mois, et par conséquent les réunions de section sur le texte qui sera envoyé pourront se tenir entre la fin de ce mois et la date des conventions fédérales.
Je voudrais insister sur l'importance des réponses qui ont été reçues. Malgré les délais dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils étaient courts, et Dieu sait que les camarades ont "râlé", et à juste raison, mais l'ensemble du schéma était très serré, nous allons arriver à environ 2000 réponses. 2000 questionnaires qui reviennent, c'est beaucoup d'informations sur ce que pense le Parti, c'est aussi beaucoup de mobilisation du Parti pour discuter et apporter les réponses qui ont été envoyées.

Fondation Jean Jaurès

Mais au-delà de l'importance des réponses qui ont été reçues, je voudrais insister sur l'importance du fond.
La convention, chers camarades, est l'occasion de revenir sur plusieurs choses. D'abord de revenir sur l'héritage, et sur le thème de la modernisation, il convient de montrer que la Droite en France ne l'a pas fait. Certains ont ouvert un débat dans le passé pour savoir si nous avions assez ou pas assez utilisé le thème de l'héritage, il y a là une occasion en tous cas de le reprendre.
C'est aussi l'occasion de dire que dans certains pays, certaines Droites ont fait la modernisation, mais qu'elles l'ont fait d'une manière dont nous ne voulons pas, et il y a là dessus quand même pas mal d'informations bien répandues sur les conséquences de ce qu'a signifié la modernisation en Angleterre, aux Etats-Unis, et sur le dualisme de la société que cela a entraîné sur le nombre de chômeurs, sur les difficultés que rencontrent ces pays.
Cela, c'est une modernisation de Droite.
En France la Droite n'a même pas fait cela.
Cette modernisation de Droite peut exister, mais nous n'en voulons pas.
Et puis enfin et surtout c'est l'occasion de dire ce que nous, nous voulons, et de montrer qu'accepter la mutation technologique est une chose, mais que cela n'a de sens pour nous, Socialistes, que si nous l'acceptons pour moderniser la société, que si nous l'acceptons pour que les fruits de cette modernisation soient répartis sur l'ensemble de la population.
Il y a là une signification du terme "modernisation" qui est différente de celle que l'on peut rencontrer en France à Droite, ou à Droite à l'étranger, et c'est sur cette différence de conception que devra se faire, me semble-t-il, une bonne part de la Convention.
Alors certains sont intervenus ce matin pour dire que les thèmes de la Convention sur la modernisation n'étaient pas le vrai problème. Ne nous y trompons pas, mes chers camarades, la désaffection que nous ressentons vis à vis de la Gauche, vis à vis aussi en partie des Socialistes, vient largement de la faiblesse de l'avenir que nous sommes capables de proposer.
On ne mobilise pas la jeunesse en lui parlant de différentiel d'inflation. Si nous sommes capables de proposer quelque chose au-delà, si nous sommes capables de proposer un avenir de société, les gens de Gauche nous suivront. Mais si nous ne sommes capables de parler que d'écart d'inflation avec l'Allemagne et d'évolution du taux ce change, alors cela n'intéresse personne.
Ce que je veux dire, c'est que je me demande aujourd'hui dans notre discours ce qu'il y a comme part de rêve. Il y a des dirigeants politiques, Reagan, Mme Thatcher, qui mènent dans leur pays une politique beaucoup plus dure que la nôtre, qui objectivement est infiniment plus dure pour une large part de la population. Mais malgré cela, ils obtiennent des résultats électoraux dont le moins qu'on puisse dire, surtout pour le denier, c'est qu'on les envierait volontiers !
Alors pourquoi ? Il y a sans doute beaucoup de raisons à cela. Je voudrais en apporter une qui est qu'ils fournissent à leur électorat, au-delà de la réalité de la vie quotidienne, quelque chose qui est un projet d'avenir. Alors on peut être

Fondation Jean Jaurès

pour ou contre le projet d'avenir que M. Reagan propose aux Américains, ou que Mme Thatcher propose à son électorat, au-delà des Malouines, mais on ne peut pas uniquement fonder notre discours politique sur une réalité comptable et objective au jour le jour. Il faut que cette part de rêve, cette part de fantasme, cette part de projection dans l'avenir existe, et je dois dire que je trouve aujourd'hui que dans notre discours, elle est dramatiquement absente.

Il faut que nous disions dans quelle société nous voulons aller. Voyez-vous, nous avons été contraints de faire de la comptabilité. Le gouvernement a dû faire de la comptabilité. Cela ne signifie pas qu'il ait fait une politique de Droite. Je crois que depuis trois ans nous avons fait la meilleure politique de Gauche possible, compte tenu des contraintes qui ont fait que cette politique n'a pas été aussi heureuse qu'on l'aurait souhaité, mais on a fait cependant la meilleure politique de Gauche possible.

Mais le fait que nous ayons été obligés de faire de la comptabilité ne signifie pas pour autant que nous devions devenir uniquement des comptables, et c'est dans cette différence, je crois, que le rôle du Parti doit s'affirmer, en proposant au delà de la gestion quotidienne le discours de la société de demain.

Chers camarades, je crois qu'il faut que nous perdions cette idée folle que tout se jouera en 1986 sur les résultats économiques. Bien sûr, l'économie, il en faut, et les marges de manœuvre existent, sans être très grandes. Du point de vue macro-économique, elles ne sont pas très larges. Sur le chômage, je pense que ce qu'il faut, c'est que nous obtenions une stabilisation de mars 1985 à mars 1986. On peut viser mieux, on peut espérer mieux, ce serait un résultat qui, me semble-t-il, serait satisfaisant.

Sur le pouvoir d'achat, nous pouvons sans doute avoir une petite marge de manœuvre à partir de la fin du premier trimestre 1984-. Elle n'est pas grosse, elle existe peut-être quand même.

Mais il y a des marges de manœuvre qui ne sont pas macro-économiques, il y a des marges de manœuvre qui ne coûtent rien, ou vraiment pas grand chose, en terme de déficit extérieur. Par exemple on peut faire des choses sur le travail à temps partiel. Tout le monde sait que deux travailleurs à mi-temps, cela coûte plus cher qu'un travailleur à plein-temps à cause de la législation sur les allocations familiales. Cela, c'est quelque chose qu'on peut changer. Par exemple ce fameux débat sur les cumuls entre emploi et retraite n'est pas quelque chose non plus qui entraîne un déficit extérieur manifeste, c'est aussi quelque chose qu'on peut changer.

Alors je ne reviens pas sur la pauvreté, Fuchs a dit des choses que je partage. Ce que je voudrais savoir, c'est exactement ce que prévoit le gouvernement sur les marges de manœuvre dont nous disposons et la façon dont nous pouvons nous mettre en situation de lui proposer, de faire pression sur lui pour que ces marges de manœuvre soient employées à plein.

Mais malgré cela je pense que ce n'est pas sur l'économie que se jouera 1986, mais que cela se jouera sur les questions de société, sur les questions fortement idéologiques, et de ce point de vue la Droite nous fournit de la matière, et depuis quelque temps elle nous en fournit particulièrement.

Bertrand Delanoë l'a dit tout à l'heure, il faut que nous cessions de parler de nous et que nous parlions un peu des autres. Ils ont choisi d'être des ultra-libéraux ou de se donner une image d'ultra-libéraux, même si pour certains d'entre eux - Chirac et même Barre - sur le fond ne sont pas obligatoirement des vrais libéraux. Mais peu importe, ils ont choisi cette image, utilisons-la.
Alors qu'est-ce que propose la Droite, dans le bouquin de Barre ? Qu'est-ce qu'elle propose dans les émissions de télévision des uns et des autres ? De Chirac dimanche dernier ?
Elle propose un accroissement du chômage par la diminution du nombre de fonctionnaires.
Elle propose une diminution de la qualité du service public liée au même mouvement.
Elle propose une réduction de la protection sociale en la remplaçant par des assurances individuelles.
Elle propose une limitation des garanties accordées aux travailleurs par une révision de la législation du travail.
Qu'est-ce qu'elle propose ? Elle propose un recul de la démocratie dans l'entreprise en mettant en cause les lois Auroux.
Elle propose un éclatement de la société en augmentant justement le dualisme entre ceux qu profitent de la modernisation économique et ceux qui n'en profitent pas.
Elle propose un retour en arrière sur un certain nombre de libertés nouvelles, par exemple l'IVG.
Chers camarades, voilà ce qu'ils nous promettent !
Voilà, je crois, ce qu'il faut que nous expliquions, et voilà bien entendu ce contre quoi il faut que nous combattions !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Je donne la parole à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, compte tenu de la relative brièveté de ce Comité directeur à cause des cérémonies du 11 novembre et des contraintes qui pèsent sur un certain nombre d'élus, je choisirai d'intervenir sur trois points seulement.
D'abord j'essaierai de répondre, en tous cas de donner mon sentiment sur un certain nombre de questions qui ont été posées dans le Comité directeur, parce que cela me parait normal de respecter le débat du CD, et les interrogations des camarades.
Je ne les traiterai pas toutes, je traiterai celles qui m'ont paru les plus importantes, et mon choix peut sembler subjectif.
Je vais assez vite sur les remarques faites par notre camarade Chesnot, dans la mesure où il m'avait semblé personnellement que la tempête, en tant que phénomène météorologique, en tant que réalité scientifique, matérielle, relevait aussi du domaine des enchaînements des causes et donc, pouvait, de ce fait, être

Fondation Jean-Jaurès

utilisée sans que l'on bâtisse là-dessus une théorie en forme de procès d'intention.
Quand j'ai écrit, également, que notre politique était Socialiste d'abord parce qu'elle était appliquée par les Socialistes, il me semble que j'en ai ajouté un peu plus après, pour parler justement de notre identité à maintenir ou à retrouver, c'est parce qu'il me paraissait nécessaire d'insister auprès de nos propres militants et de notre électorat sur le fait que quand la Droite infléchit, tourne, parfois profondément dans le domaine politique, quand le Parti Communiste le fait aussi, nul ne met en doute, pour autant, le fait que la Droite reste de droite ou que le Parti Communiste reste Communiste ; je ne voudrais donc pas que ce soit à nous seulement que cette imputation de changer ou de trahir soit faite.
Il y a eu dans ce Comité directeur des questions qui m'ont semblé plus importantes ; celles qu'a posées Patrice Finel à propos de la convention, qui sont sinon importantes en tout cas pratiques, immédiates. Quand le ou les textes seront-ils dans les sections ?
Je dois vous dire que depuis que les sections se sont réunies sur le questionnaire et ont fait remonter leurs réponses, 4 réunions de la Commission Modernisation - émanant et du Bureau exécutif et de la Commission entreprise et de certaines Commissions spécialisées du Parti - 4 réunions se sont tenues, je les présidais moi-même, ou plutôt deux se sont tenues, excusez moi, et deux sont programmées lundi et mercredi. Donc, 4 réunions vont se tenir pour élaborer le texte qui sera examiné par le Bureau exécutif, peut-être par le secrétariat si nécessaire ; ensuite les choses seront prêtes pour être données au Poing & la Rose, et nous espérons que cela pourra être entre le 23 et le 28 novembre dans les sections.
Il faudra, je le dis et en direction de la secrétaire aux organismes centraux et en direction du secrétaire aux fédérations et à l'organisation - je demande qu'il l'aide exceptionnellement sur ce point - prendre les dispositions pour que les textes soient effectivement, avant la fin novembre dans les sections, pour que la discussion soit possible. S'il faut trouver des solutions, on les trouvera, mais je reconnais qu'il y a eu retard dans certains cas, même si le délai était serré, même si c'est toujours comme cela. Je voudrais essayer que pour la deuxième "redescente", ce ne soit pas comme cela.
Y aura-t-il un texte unique ou pas ?
Chers camarades, la seule réponse que je puisse faire à Finel sur ce point est de lui dire que la liberté de débat et de proposition est entière dans le Parti. C'est à chacun, en fonction de ce qu'il croit juste intellectuellement, de ce qu'il pense utile pour le Parti, de l'idée qu'il se fait de l'intérêt à se déterminer dans la Commission pour savoir s'il y aura un ou plusieurs textes. Pour le moment, nous avons travaillé collectivement et sur la base d'un texte qui ne m'a pas paru jusqu'ici récusé profondément par ceux qui ont participé à la Commission, c'est-à-dire tous, mais je ne peux pas donner une réponse qui réduirait la liberté des responsables du Parti de proposer sur ce terrain.
Françoise Gaspard a abordé certaines des mesures récentes concernant l'immigration. Je voudrais dire plusieurs choses à cet égard. Est-ce que la

restriction du regroupement familial, en particulier l'idée qui a été avancée que l'on ne régulariserait pas les situations des femmes ou des familles qui seraient rentrées par les visas de tourisme, signifie qu'on expulserait ? Il faut se le dire; ici à l'intérieur du Comité directeur, la réponse est non.
Est-ce que le regroupement familial est interdit, c'est-à-dire que des familles ne peuvent pas rejoindre les travailleurs ou travailleuses, mais plus souvent les travailleurs qui sont immigrés dans d'autres pays ? La réponse est non. Il n'est pas interdit, il est possible, il est limité.
Si l'on dit qu'il faut accepter les entrées par visas de tourisme et qu'on régularisera automatiquement, si on le proclame dans le pays et pour les pays étrangers, autant dire que l'on considère qu'il ne doit pas y avoir de distinction entre l'immigration normale et l'immigration clandestine. Je crois qu'il faut quand même rappeler ces données et ces éléments sur des questions par ailleurs complexes et difficiles.
Je voudrais dire aussi au Comité directeur et à Françoise Gaspard que le délégué à l'immigration est ici présent et qu'il se tient une journée aujourd'hui, je crois...

Dans la salle - Samedi prochain.

Lionel Jospin - Donc, la semaine prochaine. Le délégué à l'Immigration, le Secrétaire national aux droits de l'Homme, le secrétaire International et un certain nombre d'autres camarades ont travaillé au contact direct, à ma demande, avec le gouvernement sur ces questions pour examiner, avant qu'elles ne soient faites, les propositions qui ont été celles du gouvernement, mais Françoise Gaspard a raison de dire que ces problèmes sont très délicats, et je crois qu'ils le sont en raison de leur complexité même, mais aussi en raison du fait qu'il y a des hésitations et des sensibilités ou des tentations assez différentes dans le Parti sur ces problèmes, problèmes du Parti et du gouvernement.
Un certain nombre de questions ont été posées par Arthur Notebart qui m'a dit qu'il ne pouvait pas rester, en raison de cérémonies ; je regrette qu'il soit parti, c'est finalement à peu que nous nous manquons, car j'aurais préféré parler devant lui.
Le programme du gouvernement, doit-il être établi par le Parti Socialiste ? Oui, me semble- t-il, au moment nécessaire. C'est ce qui a été fait avant 1981, les propositions du candidat ayant été celles du Parti Socialiste. C'est ce qu'il faudra faire pour 1986 et je pense que notre Congrès ordinaire aura notamment pour objet ces propositions.
Le Parti Socialiste doit-il être solidaire du gouvernement quand ses décisions ne respectent pas les décisions des Congrès ?
Je résume, telles que je les ai entendues, trop vite peut-être, les interrogations d'Arthur Notebart, et il me pardonnera un écart entre ce que je dis et ce qu'il a pu dire. Et puisque je parle d'écart, je dirai qu'il me semble qu'il n'y a pas eu depuis 1981 un écart fondamental, abîme béant, retournement de position complet, entre la pratique gouvernementale des Socialistes au pouvoir, du gouvernement de la Gauche, mais des Socialistes au pouvoir, et ce que

souhaitait ou ce que voulait le Parti. Il n'y a eu, en tout cas, pas d'écart, de retournement qui puisse se comparer à ce qui s'est passé, par exemple, dans les années 1955/56, au moment de la Guerre d'Algérie, mais il y a eu effectivement des inflexions dont la plupart ont été acceptées par nous même si elles ont, en même temps, provoqué débats et discussions à l'intérieur du Parti, mais le Parti en a tranché par ses Congrès ou par ses instances dirigeantes.

Il y a aussi ou il y a eu parfois des écarts que nous n'avons pas véritablement acceptés, en tout cas au nom de nos principes, j'en ai relevé un moi-même, mais je crois d'ailleurs avoir été un des seuls, et enfin il me semblait pouvoir m'exprimer au nom du Parti, pour ce qui concernait le problème impôts impôts indirects, tel qu'il était posé dans certains des choix budgétaires. Je suis pour que le Parti Socialiste dise ce qu'il pense. Je suis aussi pour qu'il tienne compte de la pratique gouvernementale, parce que celle-ci n'est pas extérieure à ce que ferait et pense lui-même le Parti Socialiste.

Encore faut-il, sur ces problèmes, exprimer des points de vue sur le fond de la politique conduite, et pas simplement parler de problèmes relationnels ou du rapport abstrait entre les institutions différentes que peuvent être le Parti, le Président de la République ou le gouvernement. J'ai trouvé parfois dans l'intervention de ce camarade qu'elle était intense, mais un peu vague, abstraite, et qu'on ne trouvait pas le contenu des pratiques politiques et du jugement à porter sur les pratiques politiques.

C'est à partir de là, me semble-t-il, que le débat, y compris des relations entre le Parti et le gouvernement, peut être posé en termes concrets.

L'action de la direction du Parti est-elle conforme aux orientations et décisions du Congrès de Bourg-en-Bresse ? Ma réponse est oui. Je crois que, fondamentalement, pour ce qui concerne la direction du Parti, nous tentons loyalement d'appliquer le mandat de Bourg-en-Bresse, que nous n'avons pas développé d'autres positions que la résolution qui nous fut finalement commune, mais je suis prêt à en discuter sur le fond, si discussion sur le fond est proposée, dont on puisse donc mesurer concrètement les termes.

La question de l'école : où en est-on ? Comment doit-on la traiter ? Je pense, je l'ai déjà dit au Comité directeur, que, dans la situation créée dans le rapport de force politique physique, dans les mobilisations de masses inégales, nous avons eu raison de faire repli. Je crois aussi que nous devons, dans la période actuelle et au gouvernement par la politique, et dans le Parti, et dans le débat d'idées, défendre l'école publique et les valeurs de la laïcité, je crois que nous reprendrons le problème de la laïcité de l'école, dans l'école plus exactement, dans l'institution scolaire, au prochain Congrès du Parti.

Je ne crois pas que nous soyons en mesure d'en traiter utilement maintenant, ni même que cela ait le moindre intérêt politique, je veux dire au sens où nous voudrions adopter une nouvelle position différente ou identique de celle que nous défendions en 1981 sur l'unification, pas au sens où nous devons tous les jours parler des problèmes de l'école et de la laïcité.

Devons-nous toujours affirmer dans le Parti notre volonté de réformer la Constitution ? Ma réponse est oui. Je continue à dire quand on m'interroge que

c'est une institution que je n'ai pas votée personnellement, que le Parti n'a pas approuvée, en tout cas le Parti de 1971, parce que le Parti d'avant, lui, d'une certaine façon, l'avait fait, en tout cas un certain nombre de ceux qui en étaient les responsables. Je continue à penser que ces institutions ne sont pas les meilleures pour la France, ne sont pas les plus souhaitables pour l'action des Socialistes, mais je considère que nous n'avons pas les moyens politiques d'une révision constitutionnelle, si même nous étions d'accord, ce qui ne m'a pas semblé être le cas dans les quelques interventions que j'ai pu entendre ces derniers mois sur cette question, si même nous étions d'accord sur le motif d'une révision ou plutôt sur les conditions d'une révision, nous n'avons pas les moyens politiques, Chambre et Sénat, de réaliser une réforme constitutionnelle.
Par contre, je pense que nous avons les moyens politiques par notre majorité à l'Assemblée Nationale de réaliser une réforme électorale, et ce n'est pas seulement parce que le Parti a jusqu'ici fixé sa position sur la proportionnelle et seulement sur la proportionnelle, qu'en tant que Premier secrétaire du Parti, quand je m'exprime à l'extérieur, je défends cette thèse. Tant qu'il n'en a pas changé, je ne peux pas avoir d'autre mandat personnellement. C'est aussi parce que je me dis que le scrutin à la proportionnelle peut être une des façons les plus immédiates ou les plus concrètes, et peut-être les plus souples, de faire évoluer ce système institutionnel trop rigide de la 5ème République que, personnellement, je me sens à l'aise en défendant les positions du Parti. En tout cas, nous en parlerons au Parti le moment venu et nous aurons à trancher sur cette question de la réforme électorale.
Faut-il enfin - c'était, m'a-t-il semblé, la dernière question de ce camarade - un Congrès extraordinaire du Parti ? Ma réponse est non. Je ne vois d'ailleurs pas surgir cette demande dans le Parti pour le moment. Si elle devait se développer au-delà de cette intervention individuelle, bien qu'appuyée sur la base d'une puissante section…

Dans la salle - 600.

Lionel Jospin - …600, mais 200... Je ne la vois pas surgir pour le moment dans le Parti, sauf peut-être chez un certain nombre de camarades dont j'ai bien l'impression qu'actuellement, ils s'efforcent de nouer entre eux des liens politiques de réflexion et d'organisation dont je ne suis pas sur que nous avons intérêt à populariser les termes.
Nous avons à faire la Convention sur la modernisation. Nous avons à mener la bataille des cantonales. Le Congrès du Parti viendra après et je pense personnellement qu'il viendra au bon moment pour peser sur les événements, ce que ne saurait en aucun cas, à mon avis, faire un Congrès extraordinaire s'il avait lieu maintenant.
Voilà. J'ai essayé, à ma façon, de prendre en compte un certain nombre des choses que j'ai entendues dans ce Comité directeur et qui méritaient, me semble-t-il, réponse ou réflexion ou réaction. Bien évidemment, il y a des tas d'autres choses qui ont été dites, avec lesquelles d'ailleurs souvent je peux être d'accord.

Il y a aussi un certain nombre de choses avec lesquelles je ne suis pas particulièrement d'accord mais que je n'ai pas le temps de relever aujourd'hui.
Je pense à ce qui a été dit par plusieurs camarades, suivant le chemin de Chesnot.
Le deuxième problème sur lequel je voudrais dire quelques mots, c'est le problème de la mobilisation contre la Droite.
Le Comité directeur est libre de donner à ses débats le contenu, la nature, l'orientation et, donc, d'une certaine façon, la traduction vers l'extérieur qu'il veut. Il est organe souverain entre les Congrès. Mais je crois utile de vous dire - vous le saviez déjà - que le Bureau exécutif, dans ses discussions préalables, a pensé que c'était sur cet axe essentiel de la bataille contre la Droite qu'il serait le plus utile dans le moment présent d'orienter les discussions du Comité directeur.
Bien évidemment, un certain nombre d'observateurs extérieurs voudraient bien que tout le débat porte sur nous-mêmes. J'ai lu que "Le PS tente de conjurer le mauvais sort..." que "Le PS est morose"... "qu'il utilise la méthode Coué..", que "l'idéologie vient au secours des élections"... j'ai lu aussi - cela m'a rassuré - que le Comité directeur serait sur la modernisation et sur la contre-attaque... mais disons que la plupart des commentaires visaient plutôt à ce que nous nous appesantissions sur nous-mêmes et sur nos éventuels états d'âme.
Or, sur la question de l'identité du Parti, chers camarades, problème dont j'ai déjà eu l'occasion de dire antérieurement, que ce soit devant les premiers fédéraux, que ce soit dans l'expression publique, dans des réunions, dans des articles, qu'il était doublement caricaturé par nos adversaires, et en même temps réel, à cause des problèmes de la pratique, je crois que nous avons commencé les uns et les autres à répondre, et j'ai approuvé beaucoup d'interventions vers l'extérieur, diverses, qui ont été faites dans cet esprit ces dernières semaines. Je l'ai fait moi-même, mais je pense que cette question de l'identité du Parti, nous devons l'éclairer de façon positive, c'est-à-dire à travers notre action et notre combat, autrement dit en marchant.
Sur la question de 1986, rien, je crois, ne sert de gloser à l'extrême. Il faut être lucide sur le point de départ, sur l'endroit où nous sommes maintenant, sur le rapport de forces existant ici, au moment où nous parlons, et personnellement j'ai voulu clairement contribuer, devant les responsables fédéraux, à cette lucidité, à cette prise en compte réaliste.
Mais cette lucidité, à mes yeux, n'est indispensable que pour se battre. Il faut donc d'abord se battre, être combatif, pour avoir une chance d'atteindre dans les meilleures conditions possibles le point d'arrivée, c'est-à-dire 1986.
Le gouvernement doit gérer le pays, car il est, lui, au pouvoir pendant que les autres tentent, par avance, de se partager de potentielles dépouilles, et en même temps préparer l'avenir, ne pas borner - comme le dit justement le Premier Ministre - son horizon à 1986. Le Parti doit mener un travail de conviction et conduire la bataille politique.
Contre qui doit-il essentiellement mener cette bataille politique ?
Mon sentiment, mon opinion profonde est que, quoiqu'on puisse en avoir la tentation, quelle que soit l'attitude du PC, ce n'est pas contre le Parti

Communiste, même s'il se présente, d'une certaine façon, comme un adversaire, que nous devons mener essentiellement cette bataille.
Comme le Parti Communiste attaque le gouvernement et sa politique, comme le Parti Communiste et sa direction nous attaquent, avec notamment cette campagne amorcée, dont je ne crois pas qu'elle fera beaucoup d'adeptes, sur l'anti-soviétisme, l'anti-Communisme du Parti Socialiste qui ferait chorus avec la Droite sur le thème des libertés - et pour laquelle la direction du Parti Communiste et "L'Humanité" n'ont pas pu être très prolixes en exemples - comme il y a cette attitude, je dis : cette tentation existe, il faut donc répondre à ces attaques, puisqu'elles aussi touchent et frappent, et notamment peuvent frapper dans les milieux de gauche.
Mais je crois que cela ne doit pas être, pour nous, l'essentiel.
Je le crois pour des raisons tactiques d'abord.
Dans la mesure - et j'ai déjà insisté plusieurs fois sur ce point - où la direction du PC a des problèmes réels résultant de ses choix, de sa pratique, de son retrait du gouvernement, il faut que ces problèmes puissent être effectivement débattus, posés, développés par les Communistes eux-mêmes, et si nous intervenons maladroitement ou à l'excès, nous aiderons cette direction à empêcher que ce débat, dont nous voulons qu'il ait lieu pour la Gauche, puisse se mener vraiment.
Donc, la question du débat interne qui aurait lieu à l'intérieur de la direction du Parti Communiste, les supputations sur la force ou les aspirations, ou le devenir de tel ou tel à l'intérieur de cette direction, comme le problème des carnets dits "Kanapa", je pense - et c'est ce que j'ai fait à "Soir 3" sur le deuxième point, hier soir - qu'il faut que nous nous en mêlions le moins possible.
Je le crois aussi pour des raisons stratégiques.
Notre problème, dans la période, n'est pas de polémiquer avec la direction du PC ; elle en serait ravie et cela aurait pour toute la Gauche des effets négatifs, voire destructeurs. Je pense que nous devons rester fidèles aux deux objectifs stratégiques que nous devons avoir par rapport à cette question dans la période qui vient.
D'abord, nous devons nous placer non pas essentiellement par rapport à la direction du PC, mais par rapport aux travailleurs eux-mêmes dans ce pays. Nous devons comparer nos solutions et notre effort aux déclarations de la direction du Parti Communiste.
D'autre part, autre axe stratégique, il me semble qu'il est indispensable que le débat dans le pays, et donc que le problème de l'alternative - c'est-à-dire aussi du maintien au pouvoir des Socialistes et de la Gauche - soit centré autour du débat PS/droite - nos propositions, notre pratique, notre possibilité ou non d'aller plus loin/et la Droite - et non pas autour d'un débat avec le PC.
Enfin, je pense cela pour des raisons de principe.
Notre raison d'être est, et reste, de rassembler le monde du travail en France et d'unir autant que possible la Gauche.
Alors, j'estime qu'il ne faut, en ce qui concerne cette question des relations avec le PC, répondre que sur l'essentiel, non pour satisfaire la classe politique ou les journalistes, mais pour répondre aux interrogations et aux aspirations qui

Fondation Jean Jaurès

existent dans l'électorat de gauche, dans le monde salarié, ce qui ne veut pas dire que, dans ce domaine, alors, nous ne devons pas poser les questions, et d'ailleurs Jean Poperen faisait allusion à plusieurs d'entre elles, y compris, pour certaines, en se référant à des choses que j'ai lues dans son rapport d'activité.
L'importance du combat contre la Droite, c'est donc ce que nous devons mettre au premier plan de notre action politique et de notre réflexion dans la période qui vient.
Evidemment, ce n'est pas nouveau, ce n'est pas une découverte, nous l'avons à certains égards pratiqué, beaucoup pratiqué avant 1981, et même depuis 1981, mais il me semble que la période - et plusieurs d'entre vous l'ont déjà dit - le justifie particulièrement.

- D'une part, parce que la Droite commence maintenant à s'avancer avec moins de précautions et beaucoup plus d'arrogance sur la scène, à s'avancer et à avancer ses propositions.
- D' autre part, parce que justement elle commence à dévoiler clairement ses intentions politiques et qu'elle nous fournit, par là même, de bons matériaux.

Ses intentions sont-elles les mêmes d'un bord à l'autre de la Droite ? A l'évidence, non. Il y a des écarts très importants entre ce que peuvent penser un certain nombre d'éléments ou de personnalités du CDS et ce qui peut être véhiculé par l'extrême droite, sur le problème de l'immigration, d'un certain nombre de valeurs sociales, sur le consensus, sur la démocratie à l' intérieur de la société française...
Il est fort possible que les divergences potentielles, à mon avis considérables, qui s'accumulent actuellement à l'intérieur de la Droite, puissent se manifester un jour ou l'autre de façon forte - et je dirai même, pour elle, de façon presque explosive, en raison de l'effet de tension, de traction, considérable, qu'exerce la polarisation à droite vers l'extrême droite actuellement - et le jour où cela se produira, ce sera effectivement un élément d'évolution, ou d'implosion peut-être, extrêmement puissant à droite, mais je pense, chers camarades - et c'est pourquoi il ne faut pas se tromper de moment - que pour le moment, justement, ce qui me frappe, moi, c'est la minceur des divergences existant non pas entre l'extrême droite et telle frange de la Droite qui hésite sur son être, mais entre les principaux leaders, ceux qui peuvent porter les solutions politiques organisées et combattre, pour éventuellement gagner, notamment Chirac, Barre et Giscard.
Quand ils disent qu'il y a peu de divergences entre eux, quand Barre le répète à l'émission "L'Heure de Vérité", ce n'est pas seulement par tactique, par camouflage - même si ce camouflage existe - mais c'est parce qu'ils le pensent ; ils se retrouvent effectivement, je crois, sur l'essentiel, le reste étant finalement affaire de positionnement personnel ou de situation personnelle dans l'échiquier politique à droite.
Evidemment, nous comprenons bien que Chirac fonde ses chances, son action, son jeu à lui, sur la dynamique que peut donner le mouvement du RPR, sur l'entraînement qu'il peut créer autour d'un parti relativement puissant, d'un mouvement populaire relativement puissant, la dynamique de la critique

Fondation Jean Jaurès

virulente et de l'idéologie simple. Il tente donc de polariser les énergies de la Droite et les tentations d'une partie de la population vers la solution qu'il représente, lui, personnellement. Il tente en même temps - il en a besoin, lui plus particulièrement - de résister à l'attraction de Le Pen. Donc, il représente une des logiques de la 5ème République, notamment vécue à droite, c'est-à-dire un candidat s'appuyant sur un éventuel parti dominant.
Barre, qui ne dispose pas des mêmes moyens, de la même histoire, joue, lui, le jeu de l'homme au-dessus des partis. Il est, comme le disait justement Poperen, bien que la formule ne soit peut-être pas la même - la sienne était meilleure, dans mon souvenir - le politicien de l'anti-politique. Il est en même temps - c'était frappant dans sa dernière intervention - le modéré, celui qui critique les ultras du reaganisme, les jouvenceaux et les damoiseaux qui entourent Chirac, mais il est aussi l'homme providentiel, il est, et il ne masque pas cela - ne nous trompons pas sur cette grossièreté, cette simplification, cette suffisance - l'homme autoritaire, et cette satisfaction de lui représente aussi, du point de vue psychologique - et il essaye de lui donner un contenu politique - une des façons de jouer une autre logique de la 5ème République, quand on ne dispose pas - ou peut- âtre pas encore - d' un parti qui puisse vous porter.
Giscard... l'analyse, pour moi, est jusqu'ici moins claire et je ne suis pas forcément satisfait de celle que j'esquisse ici : l'ancien chef de l'Etat, l'homme des apparences, souhaite peut-être davantage être celui qui joue le rôle de restaurateur de la Droite conservatrice autour de ce que fut son équilibre ancien, sa façon de faire vivre le dernier septennat, bien que, personnellement, cet équilibre ancien me paraisse impossible à faire renaître.
Alors, parce qu'ils se retrouvent, ces hommes, et ceux qui les accompagnent, sur l'essentiel, je crois qu'il n'est pas utile de spéculer sur leur comportement politique éventuel, ni avant, ni après 1986. J'avais dit une fois, dans une émission de radio, que je ne voyais pas l'intérêt - alors qu'on m'interrogeait sur le problème des alliances - de nous tenir debout à attendre devant une porte fermée. Sur ce terrain, camarades, ne faisons pas le cadeau qu'il attend au PC, ne faisons pas de cadeaux à la Droite, n'anticipons pas sur des processus qui ne se sont pas produits, et je le dis donc à tous - pensant peut-être, en l'occasion, plutôt à certains - ne cédons pas à la tentation de la rêverie sur les alliances, au contraire montrons nos adversaires et combattons- les.
Mais tenons débat et campagne contre les propositions de la Droite sur le thème - et nous avons déjà dit cela à plusieurs reprises - "Voilà ce qu'elle ferait maintenant si elle était au pouvoir".
Au fond, plutôt que de dire, ce qui est une façon de dire la même chose peut-être :"Voilà ce qu'elle ferait si elle était au pouvoir", ce qui a l'inconvénient de crédibiliser, un jour on pourra le dire plus utilement peut-être en 86, peut-être faudrait-il dire : "Voyons ce qu'elle ferait maintenant si elle était au pouvoir". Vous dites que la politique du Parti Socialiste ne vous satisfait pas sur certains points, sur les différen,ts droits du travail, pouvoir d'achat des fonctionnaires, libertés, école... voilà ce qu'elle ferait dès maintenant si elle était au pouvoir à notre place.

De ce point de vue je pense, comme Chapuis, que le rappel des propositions de M. Malaud, et j'en ai fait moi-même état à la Fête de la Rose de Marseille dimanche dernier, est absolument indispensable, car je crois qu'il serait faux de juger qu'elles sont marginales en raison de la faible importance du CNIP, du Parti de M. Malaud. Je voudrais rappeler qu'il était huitième sur la liste de Mme Veil, qu'il fait partie de la majorité politique sur laquelle n'hésite pas M. Chirac pour le moment, et que son rôle est à l'évidence un rôle de pont, à la fois politique et idéologique entre la Droite conservatrice et l'extrême droite actuellement en France et ces propositions sont à la fois tellement violentes, tellement caricaturales, tellement inquiétantes, tellement rétrogrades, mais finalement du point de vue de la sonorité tellement proches des propositions faites par les autres, qu'il me semble que c'est un bon endroit pour passer, même si à l'évidence la porte est étroite.

Je crois aussi qu'à partir de là il faut mener l'analyse et la critique de la position des leaders et des candidats au pouvoir de la Droite, sur l'Etat et la société, pour montrer que la Droite c'est le laisser-faire dans le domaine économique, mais c'est au contraire l'imposition, le contrôle, dans le domaine des libertés et des consciences, c'est la renonciation à l'Etat là où il devrait peut-être réagir, et c'est la position excessive de l'Etat là où il faut laisser s'arrêter à la porte de la conscience des citoyens.

Il faut dire, comme j'ai essayé de le dire moi-même, que la Droite c'est l'acceptation du désordre économique et l'imposition de l'ordre moral. De même qu'il faut montrer, comme on a déjà essayé de le faire, que le capitalisme français n'étant pas la puissance impériale américaine, les méthodes qui ont pu avoir cours ailleurs et avec quelques sacrifices, ne saurait en aucun cas pouvoir s'appliquer sans dégâts dans notre économie.

Il faut montrer que sur les rapports entre l'économique et le social, l'idée que l'on ne peut faire fonctionner l'économie par les contraintes sociales, et que sur les décombres des relations sociales établies dans notre pays, après la résistance et dans les années de croissance, est une idée qui ne serait pas supportée, ou une pratique qui ne serait pas supportée dans notre pays.

Il faut montrer que toutes les propositions de ces leaders, quels que soient les positionnements, leurs modifications, les contradictions avec Chirac, sont toutes faites pour aller vers les intérêts de la classe dominante et pour frapper la masse, le plus grand nombre, que ce soient d'ailleurs les salariés ou que ce soient des petits paysans, ou petits artisans, ou petits commerçants, dans le salariat donc, ou hors du salariat.

Que vous regardiez le problème de la fiscalité, des charges des entreprises, des facilités de licenciement, privatisation de la Sécurité sociale, du non-remboursement de l'IVG, de la destruction de l'école publique, telle que nous l'avons connue, sur tous ces problèmes, dont je ne fais pas à nouveau ici la liste, elle a été abordée dans plusieurs interventions, ce critère est un critère clair, qui permet de comprendre la nature de leurs propositions et la nature des nôtres.

En même temps, chers camarades, et je pense que cela devrait être analysé, et je ne suis pas personnellement allé jusqu'ici au-delà de l'intuition que je vous livre

maintenant, en même temps je suis frappé que la Droite en France, vis-à-vis des milieux populaires, que par ailleurs elle s'apprête à frapper ou qu'elle frapperait si elle pouvait le faire, est engagée en même temps dans un processus où elle cherche à les séduire, à les emporter hors de la réalité, au mépris de la politique qu'elle conduirait contre les intérêts de ces gens, hors des conditions concrètes de vie réelle de ces couches populaires, elle tente de les emporter vers elle par le développement de thèmes de caractère idéologique, presque psychanalytique, sur la sécurité, sur l'ordre, sur la peur des autres, sur l'égoïsme transformé en vertu.

En somme elle cherche à utiliser les recettes qui furent celles de M. Reagan et de Mme Thatcher qui, alors que leur politique était dure au plus grand nombre, ont obtenu sur le terrain idéologique, sur le terrain des réactions primaires, des réactions profondes, une espèce d'identification, d'acceptation et de soutien venant de couches sociales qui pourtant auraient dû, au nom d'une analyse rationnelle et même réelle et concrète, les critiquer et les combattre.

Je crois qu'il faut en tirer deux leçons.

La première est claire, il faut poursuivre et accentuer la bataille politique contre les propositions de la Droite sur tous les terrains que nous avons évoqués déjà antérieurement.

La deuxième est moins facile à traduire en propositions et en actes, mais il faut y réfléchir à partir de maintenant : comment nous aussi, à partir de nos valeurs et de nos principes - et poussons ces sentiments profonds - répondre à l'imaginaire, donner une dimension historique à notre gestion quotidienne, à notre action concrète, qui à l'évidence, et c'est logique, mécontentent autant qu'elle satisfont.

Pour mener cette offensive contre la Droite, il faut naturellement, et c'est le troisième et dernier point que je veux développer, la mobilisation du Parti.

Alors je rappelle d'abord que le Parti est au travail, Bernard Roman a tout à l'heure, enfin ce matin, donné les grandes indications au nom du secrétariat à la communication, donc aussi de Christiane Mora et d'Anne Tregouet, qui a donné les grandes lignes de la campagne "Faire face".

Le séminaire des premiers fédéraux, qui s'est tenu il y a maintenant trois semaines, a permis de faire un inventaire exact et non pas subjectif, de l'état réel du Parti et de suggérer un travail de méthodes pratiques dont nous avons l'intention de tirer profit.

La Convention sur la modernisation a permis déjà une large discussion, une remontée importante de propositions vers la direction.

Il faut simplement veiller les uns et les autres, et notamment nous qui avons la responsabilité de rédiger pour le Parti dans les quelques jours qui nous restent, de projeter cette discussion, de la traduire, faire des propositions et faire des choix d'une façon qui soit aussi peu académique que possible.

En janvier, des milliers de rencontres avec la population traduiront la campagne en direct avec les Français, en direct avec vous, comme un prélude aux élections cantonales.

Le secrétariat a lancé cette semaine la préparation de cette campagne.

Puis viendra la campagne des élections cantonales et là aussi un groupe de

travail du Bureau exécutif, avec Jean Poperen, Bertrand Delanoë, un certain nombre d'autres, prépare le matériel, les thèmes, essaie de construire politiquement ce que devra être cette campagne, mais nous avons déjà la certitude que cette campagne devra être pleinement politique, une campagne droite contre gauche, non pas seulement menée sur les problèmes des réalités locales, même s'il faudra se saisir de ce matériel et s'inscrire dans cette réalité, mais mener aussi sur une base nationale. Ne nous laissons pas mettre, comme nous l'avons été un peu à l'occasion des cantonales précédentes ou des municipales, dans le piège d'une discussion locale de gestion adaptée, cependant que la Droite faisait de la politique au sens global et national du terme.

Et, par rapport au travail fait, s'il y a des fédérations ou des sections où la mobilisation paraît insuffisante, où le malaise chez les militants serait excessif, ou l'on n'arrive pas à mobiliser suffisamment au-delà de ce que vous pouvez apporter vous-mêmes pour redresser cette situation, sachez que la direction du Parti est à la disposition des fédérations, voire même des sections, quand elles sont importantes, où paraît-il ces états d'âme, ces difficultés, cet esprit de recul, seraient à votre avis excessifs, nous serons prêts à envoyer dans le Parti, moi-même y compris, les dirigeants pour mener cette bataille si elle est nécessaire.

Cette mobilisation du Parti doit se faire autour d'idées, de nos idées, donc dans une bataille idéologique, comme on dit.

Cette bataille, ce travail de conviction, il doit à l'évidence se mener partout où c'est possible. Je vois actuellement naître ou renaître, fleurir des revues, des journaux des lettres des clubs, qui tendent à organiser des discussions et des débats.

Si c'est la vie et en tout cas puisque c'est la vie, devrais-je dire, eh bien laissons vivre la vie, la vie passée se manifeste, mais moi je trouve que la vie c'est bon, je préfère la vie à l'au-delà... j'y reviendrai, mais ma vision quand même est la suivante : moi je ne formulerai les choses que d'une façon simple, je dis : il faut que ces initiatives, partout où elles fleurissent, soient un plus pour le Parti et non pas un moins pour le Parti. Il faut qu'elles nous permettent de toucher, de faire venir à nous, de faire travailler, parfois de conserver, des hommes ou des femmes, des talents individuels, des capacités, d'écrire, de penser ou de créer, que nous ne pourrions peut-être pas toucher aussi directement ou aussi aisément par les structures normales du Parti. Mais elles doivent nous permettre de toucher plus large, et non pas de retrancher du Parti des talents et des forces qui, à l'évidence, doivent s'y investir.

Enfin, il faut que ces instances, dans leur diversité, ne soient ni trop parcellaires, ni trop aristocratiques, ni trop technocratiques.

Et puis, chers camarades, il faut bien quand même que le Parti Socialiste vive puisqu'on parle de vie, et qu'il vive avec ses militants, dans ses structures normales, démocratiques, dures à mener, sempiternelles, avec les réunions, les meetings, les sections, les militants critiques, différents de nous, sans qu'on soit entre soi, bien au chaud, avec leurs malaises, avec leur volonté de se battre.

Alors moi, sur ce terrain, pour ce qui me concerne, et en accueillant la vie quand elle se produit, mon club, c'est le Parti Socialiste !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Chers camarades, je crois que, stratégiquement, c'est le gouvernement et sa politique et le Parti Socialiste qui feront ou non la victoire de 1986, et pas centralement, fondamentalement, bien que d'autres forces puissent s'y ajouter. C'est pourquoi à côté ou dans le Parti, menons la bataille d'idées, disons ce que peut être le Socialisme maintenant, ce qui peut faire consensus en France dans la période historique, défensive qu'elle traverse, ce qui peut permettre concrètement à ce pays de continuer à avancer.
Mais, chers camarades, faisons attention aussi que tout débat idéologique, puisqu'on a parlé de débat d'idées et de débat idéologique, est un débat politique, que l'idéologie est toujours en rapport avec une pratique, ne serait-ce que quand elle peut être démentie par une pratique.
Ce qui fait problème pour l'opinion, actuellement, en France, pour l'opinion de gauche, et ce qui explique nos difficultés, ce n'est pas, je vous le dis franchement, que nos valeurs, que nos idées, que notre idéologie aient été remisées, aient été mises au rencart, ou bien que, toujours défendues par nous, elles aient cessé d'avoir force ou impact, même si je ne me dissimule pas la réalité aussi des batailles d'idées, des batailles idéologiques et des reculs qui, dans tel ou tel domaine, ont pu être consentis ou subis. Je pense que l'opinion, dans notre pays, se forme, se noue dans les conditions de vie concrète de millions de gens, et que c'est donc moins notre idéologie que la pratique gouvernementale, que la pratique des Socialistes, ce qui me permet de m'inclure, qui pose des problèmes de rapports de forces politiques et que c'est aussi à travers cette pratique que nous changerons ce rapport de forces.
Par ailleurs, n'oublions pas que l'idéologie que développe la Droite, elle en ferait une pratique triviale, concrète et brutale si elle venait au pouvoir, et c'est cette pratique possible que nous avons dit, les uns et les autres, qu'il fallait rendre sensible aux Français actuellement.
Alors, à cet égard, une question a été posée, je crois que c'est par Marie-Noëlle Lienemann, sinon au Comité directeur, en tout cas par un propos qu'on lui prêtait dans un journal et que je ne prends que pour ce qu'il m'a paru receler d'intéressant… (mouvements)... je veux dire que s'il n'est pas exact, il sera moins intéressant.
Nos problèmes ne viendraient-ils pas d'un décalage que nous aurions entre un discours dur et une pratique molle ?
Chers camarades, faudrait-il un discours mou ? Je ne le crois pas. Faudrait-il une pratique dure ? Moi, je ne sais pas ce que cela veut dire.
Je pense, chers camarades, qu'il faut un discours et une pratique forts, qui frappent, qui entraînent, qui touchent large autour de nous.
Je crois qu'on ne peut pas revenir à la politique de la première période, des premiers mois de la première année et demi de 1981. Je ne suis pas sûr que pour 1986, et en tout cas qu'au-delà de 1986, on puisse se contenter et de la pratique et du discours de la deuxième période. Il faut, me semble-t-il, à l'intérieur des contraintes économiques et financières qui sont les nôtres - et je mesure qu'on ne peut pas, sans danger véritable y toucher - chercher dès maintenant, et nous

ici, ici et après, ce qui peut être fait pour conserver solidement ceux qui continuent à nous faire confiance, et ils sont quand même 40% dans ce pays, à gauche, et pour regagner ou dégeler ceux qui hésitent actuellement, s'abstiennent et pourraient avoir tentation de continuer à le faire.
Cela passe, me semble-t-il, par un ton qui ne soit pas dur ni mou, mais qui soit authentiquement et clairement Socialiste. Cela passe aussi par des mesures pratiques, parfois aussi symboliques. Je crois que ce n'est pas impossible à l'intérieur de certaines limites. Les mesures touchant à certains privilèges de l'emprunt Giscard, l'augmentation de certaines tranches, de certains pourcentages pour certaines tranches de l'impôt sur la fortune sont à la fois des gestes et des pistes.
Je pense personnellement que dans le domaine fiscal, que sur le terrain des conditions de vie concrète : logement, sécurité, il faudra faire des choix dans la période qui vient. Je pense qu'il est nécessaire de faire, pour 1986 un nouvel effort contre le chômage et aussi sur la pauvreté.
Gérard Fuchs a demandé ce que le Parti pouvait dire en ce qui concerne le problème des chômeurs en fin de droits. Moi, je ne sais pas ce qu'il est possible, pour le gouvernement, de faire pour 1985-1986, mais je crois que le Parti doit dire : il faut rendre des droits aux chômeurs en fin de droits. Et il faut, pour cela, s'adresser aux organisations syndicales qui sont en partie responsables, n'assumant plus les charges, pour leur dire ce que cela peut signifier ; il faut s'adresser au patronat et aux entreprises pour savoir ce que cela peut impliquer ; il faut s'adresser aux gens et aux hommes politiques, à droite, qui lancent des campagnes sur la pauvreté pour qu'ils voient les conséquences qu'il faut tirer si l'on veut agir plus fermement et plus massivement, comme cela a été souhaité par le Parti sur ces questions de la pauvreté.
Je crois aussi qu'il faut commencer à préparer nos propositions pour 1986. Ce sera un débat droite/gauche. Il faudra dire ce que ferait la Droite et ce que nous avons fait, mais il faudra aussi dire ce que nous ferons de plus qu'en 1986, ce que nous allons faire de plus ou de mieux. Plus crédibles : d'avoir connu la difficulté du pouvoir ; moins libres de proposer parce que les Français sont en mesure de voir Les limites et les contraintes.
Mais, je crois aussi que nous irons vers cela par étapes.
Ne nous projetons pas dans l'au-delà de 1986, même si de cet au-delà on revient, à la différence de l'autre. Ne nous croyons pas, déjà, sur la ligne d'arrivée de 1986 pour supputer dans quel état on y parviendra. Nous sommes sur la ligne de départ. Nos concurrents de droite sont à l'évidence devant nous. Ce n'est donc pas le moment de gamberger sur ce qui se passera quand nous franchirons le fil d'arrivée. Puisque nous savons que nous sommes en retard, allongeons la foulée en les prenant une par une !
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, il reste cinq orateurs inscrits dans la discussion générale.
Je donne la parole à Didier Motchane.

Fondation Jean-Jaurès

Didier Motchane

Mes chers camarades, n'ayant pu être présent ce matin et n'ayant pu, par conséquent, être éclairé par vos interventions, je me contenterai de vous dire trois choses.

La première porte sur l'importance que nous devons accorder au travail entrepris pour cette Convention. Cela me parait suffisamment important - d'ailleurs, j'ai le sentiment que c'est aussi celui du Parti - pour passer sur un certain nombre de désagréments ou même de fautes dont on peut penser qu'elles entachent tel ou tel aspect de cette préparation.

Je ne parle pas seulement des délais. Je parle du fait que certains aspects du questionnaire, qui, d'ailleurs, n'a pas été délibéré au Bureau exécutif - je parle du questionnaire fermé - sont, à mon avis, de nature à choquer profondément le Parti, en tout cas beaucoup de mes camarades et moi, dans la mesure où cela indiquerait qu'on pourrait remplacer la véritable discussion par une espèce de démocratie par sondages, que le fait de demander des renseignements sur la composition socioprofessionnelle des sections est quelque chose qui appartient au perfectionnement du fichier du Parti, s'il en est besoin, n'ayant rien à avoir avec une décision politique où les gens ne se déterminent pas selon qu'ils sont ouvriers ou médecins, mais en tant que militants Socialistes ; et, surtout, par le type des questions fermées, celles qui sont posées et celles qui ne le sont pas.

Donc, je crois que nous devons laisser cela de côté, mais nous ne devons pas, en même temps, nous laisser gagner par une mauvaise humeur qui effacerait ce qui compte vraiment, c'est-à-dire que c'est aujourd'hui en particulier que les militants doivent se retrouver pour une répétition fondamentale et qui ne sera pas dans la stratosphère parce qu'elle devra conduire l'action du Parti, ce qu'il dira au gouvernement et ce qu'il dira au pays, et, par conséquent, conduire notre combat contre la Droite.

La deuxième chose que je voudrais dire, c'est que - et je pense que la Convention devra être l'occasion de cette réflexion - je crois que nous avons à faire et que nous pouvons faire des choses importantes, dans notre société aujourd'hui, par rapport aux gens, par rapport aux syndicalistes en particulier.

Nous assistons actuellement à une négociation entre les syndicats et le patronat, qui reflète la très grande difficulté dans laquelle se trouve notre pays et la Gauche. C'est la première négociation de notre histoire dont l'objectif avéré est une réduction des droits dont disposent le mouvement ouvrier et ses organisations.

Si d'autres n'y ont pas pensé, je voudrais ajouter au thème de la discussion qui culminera le 16 décembre, cette idée que, certes, nous avons raison de développer les rapports contractuels, l'économie contractuelle, mais que nous devons prendre garde à ce que nos adversaires ne fassent pas passer par là le démantèlement de tous les acquis historiques de la Gauche en France, de ce qui se trouve dans la réglementation et dans la législation.

(?)… est à la charge de l'entreprise, sans s'occuper d'autre chose, par exemple de la taxe d'habitation ?

Devons-nous laisser au Parti Communiste, avec la facilité que lui donne sa position de parti sur la touche, le rôle de dire des choses, avec des exagérations que cette situation encourage, mais des choses qui peuvent être justes et importantes ?
La troisième chose que je voudrais dire et qui concerne la dernière ligne droite, comme on dit, le combat contre la Droite, c'est que je suis convaincu, heureusement, avec un certain nombre d'autres - et, j'espère, avec un nombre croissant de camarades - non seulement que ce combat, historiquement, il faut le dire, vaudra la peine d'être joué, mais que ce combat doit être gagné et peut être gagné. mais je voudrais dire aussi à ce sujet que nous avons un choix politique, intellectuel et moral à faire sur la manière de l'engager
Nous avons raison de dire qu'il faut mettre la Droite au pied du mur, c'est-à-dire lui demander de s'expliquer sur ce qu'elle est et sur ce qu'elle ferait. Vous avez raison de souligner ces différences, ces divergences. En d'autres termes nous avons raison de mettre en lumière l'ensemble de causes qui expliquent que si la Gauche connaît la crise actuelle que nous subissons, la Droite, pour autant, n'a pas retrouvé en réalité le crédit que sa longue faillite a fini par lui faire perdre.
Nous sommes dans une situation où 81, finalement, cela a été la traduction politique de la faillite des classes dirigeantes de ce pays, et notre problème c'est de démontrer que nous sommes capables de faire le boulot à leur place.
Seulement, par rapport à la Droite, je voudrais dire que pour être vraiment efficaces il faut être capables d'un discours positif. Je veux dire que la manière la plus sûre d'isoler la Droite, d'attaquer la Droite, de faire reculer la Droite, c'est de montrer ce que nous sommes non par rapport à elle mais par rapport à nous. Et je pense que c'est tout le sens de cette Convention. Nous étions, je crois, à peu près tous d'accord au Bureau exécutif pour estimer qu'il fallait engager la discussion à la Convention elle-même, c'est-à-dire au 16 décembre. Je ne veux donc pas préjuger cette discussion, ni celles qui vont la préparer dans nos sections et dans nos fédérations d'ici là.
Je voudrais dire simplement, parce que je crois que dans une affaire comme celle-là ce n'est pas plus mal d'aller tout de suite au bout, que la question politique qui se pose pour nous - et cela c'est la question de la Gauche - peut s'exprimer de manière très simple : pense-t-on - et beaucoup d'entre nous le pensent, et on comprend très bien comment ils le pensent - que le sujet proposé se traduit de la manière suivante.
La modernisation est nécessaire, il y a une nécessité de la modernisation, cette modernisation s'impose à toute politique, mais puisque nous sommes Socialistes il nous appartient de choisir entre une modernisation de droite et une modernisation de gauche.
Il y a une autre manière de poser la même question, qui est de dire :
Si nous sommes à gauche et si la Gauche existe cela veut dire qu'il est nécessaire qu'il y ait une politique de gauche, qui doit s'imposer à toute modernisation.
Reste à en montrer, et c'est très difficile, qu'on peut en prendre les moyens.
Voilà, je crois, pour notre Parti, et pour la Gauche en général, pour la

Fondation Jean Jaurès

Convention, pour 1986, et, me semble-t-il, pour au-delà de 86, la manière dont, je crois, le choix essentiel peut être exprimé. Merci
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Debout (?).

Michel Debout

Mes chers camarades, ce sont des hommes qui ont parlé du problème de l'avortement, et à gauche, dans notre Parti, ce sont des femmes qui leur ont répondu. Et je crois que c'est très bien ainsi.
Mais n'étant pas, je crois, à l'évidence, une femme, vous souffrirez quand même que je dise quelques mots de cette question de l'interruption de grossesse et de la signification politique qu'elle prend aujourd'hui dans cette bataille contre la Droite, et dans le sens de ce que disait Bertrand Delanoë ce matin, à savoir qu'il faut peut-être s'appesantir actuellement sur le discours de la Droite.
C'est donc, et vous vous en souvenez, Chirac qui a relancé le débat, un débat en forme de 10ème anniversaire, et je dirai "triste anniversaire", car on pensait que la question était réglée. Mais s'il l'a fait, faut-il encore s'interroger sur le pourquoi de cette position, alors que rien ne l'imposait apparemment.
Je pense que la formule de Laurent Fabius concernant l'extrême droite, selon laquelle l'extrême droite pose de vrais problèmes et leur apporte de fausses réponses, s'adapte parfaitement au discours de Chirac. Je veux dire par là qu'il y a je crois un vrai problème de natalité dans notre pays, et au-delà de notre pays, c'est vrai, dans beaucoup de pays d'Europe, mais que l'approche de Chirac est non seulement fausse mais elle est exécrable. Mais encore faut-il dire ce que nous pensons du problème de la natalité et ne pas en rester peut-être à des propositions qui, si elles sont justes, sont peut-être un peu rapides ou en tous cas un peu trop courtes.
Nous savons bien qu'au-delà du problème moral posé, il y aura aussi le problème social que nous allons trouver dans vingt ans, peut-être moins, problème auquel d'ailleurs Laurent Fabius lui-même nous a encouragés à nous atteler à la tâche, à la réflexion, lorsqu'il a proposé, dans le sens de la décrispation de l'époque, qu'une Commission mixte essaie de réfléchir sur les problèmes de la protection sociale dans vingt ans ou dans trente ans.
Donc je pense qu'il faut absolument que nous réfléchissions sur cette question de natalité, que nous ne donnions pas le sentiment, nous Socialistes, que c'est une question dépassée, ou une question sans importante parce que la Droite apporterait de fausses réponses, mais qu'évidemment c'est une de nos préoccupations.
Et je dirai, pour aller dans le sens du Président de la République, "le sens de l'effort ce n'est pas la propriété de la Droite", eh bien, le sens de la natalité, ce n'est pas non plus la propriété de la Droite.
Et au-delà de la question de la natalité je voudrais faire une remarque sur la question de l'interruption de grossesse elle-même. Mes camarades, nous sommes en 1984, nous ne sommes plus en 1974, et considérez que celui qui

vous parle - et certains le savent ici, mais pas tous - a pris toute sa part dans la bataille pour l'interruption de grossesse pour le droit des femmes à l'interruption de grossesse. mais quand je dis que nous ne sommes plus en 1974, je veux
dire par là que ce qui avait permis un mouvement d'opinion, un mouvement d'émotion en 1974, c'était d'abord le problème de l'avortement clandestin, et qu'heureusement cette question d'avortement clandestin ne se pose plus aujourd'hui, mais qu'alors le mouvement d'émotion qu'il est peut-être possible de développer c'est malheureusement un autre mouvement d'émotion - et que Chirac y compte bien -, c'est le mouvement d'émotion autour de la banalisation de l'avortement, c'est le mouvement d'émotion autour de l'avortement qui serait la solution, la solution simpliste, la solution trop simple, alors que nous savons bien - mais faut-il encore le répéter, le redire, car là aussi peut-être la mémoire courte joue un peu, cela a été oublié - qu'en fait jamais ce n'est banal pour une femme d'avoir recours à l'interruption de grossesse. De ce point de vue là c'est vrai que nous y avons répondu, mais ce n'est pas parce que nous avons répondu, nous avons fait ce communiqué, que dans la tête des gens, et je dirai même singulièrement, au prix même peut-être que certaine, femmes me répondent, que dans la tête des femmes le problème ne s'est pas posé, et donc nous ne devons pas déserter ce terrain.
Et j'ajouterai, par rapport à cela, que la question qui a été posée par Chirac, certainement avec peu d'habileté, mais qui était bien reprise par Barre, je crois, avec plus d'habileté, du remboursement par la Sécurité sociale, doit pour nous être l'occasion d'une réflexion.
Mes camarades, lorsque nous avons proposé, dans l'opposition, puis fait passer dans les faits, dans la majorité, le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, nous ne banalisions pas l'avortement, nous le médicalisions. Et je voudrais dire sur ce point que c'est d'ailleurs le sens profond de la loi Simone Veil, à condition qu'on veuille bien y jeter un regard attentif. La loi Veil, contrairement à ce que parfois on répond, n'est pas une loi qui a instauré la liberté de l'avortement, elle a simplement instauré la possibilité de recours à l'interruption de grossesse pour toutes les femmes qui étaient en détresse. Et il y a là simplement un débat, je dirai, byzantin, il y a un débat de fond. Si ce sont les femmes en détresse qui peuvent avoir recours à l'avortement, c'est bien que : acte I, il ne s'agit pas d'un acte banal, et c'est bien aussi, acte Il, que c'est l'affaire de ceux qui prennent en charge, dans notre société qui est une société laïque, la détresse physique et psychologique, c'est-à-dire les médecins. C'est donc que la logique de la loi Veil est bien une logique de médicalisation de l'avortement.
Mais pourquoi, pourquoi, lorsque la Droite était au pouvoir, n'a-t-on pas remboursé par la Sécurité sociale ? C'est parce que cela participe d'une autre logique, et d'une logique tout à fait actuelle, qui est le débat sur la protection sociale. Ce que la Droite nous prépare, mes camarades - cela a été dit mais il faut le redire - c'est une Sécurité sociale à double vitesse, c'est-à-dire la protection, l'assistance sociale pour les pauvres, et l'assurance privée pour les riches. Et je dirai que Barre l'a parfaitement illustré, y compris sur cette question

de l'avortement, lorsqu'il a dit : on pourra effectivement envisager le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, uniquement pour une certaine catégorie de femmes, c'est-à-dire les plus pauvres. Je dis qu'en disant cela il est logique avec lui-même, c'est-à-dire qu'il est logique avec sa conception future de la protection sociale, qui n'est effectivement pas la nôtre, car nous, nous sommes pour la sécurité, c'est-à-dire pour la justice, nous ne sommes pas pour l'assistance, et je pense que c'était important de le rappeler.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lussault.

Paul Lussault

A cette heure de la journée, doit-on s'excuser de parler si tard auprès de ceux qui sont restés ? La question se pose, et bien entendu, dans ces conditions je serai bref.
Je serai bref, mais simplement pour signaler qu'avant 1981 nos idées étaient dans toutes les têtes, et que nous craignons aujourd'hui que les idées de la Droite soient dans toutes les têtes.
Est-ce que cette différence essentielle tient seulement au rapport entre l'exercice du pouvoir et l'opposition ?
Je ne le crois pas, car à entendre certains des commentaires très largement diffusés depuis 1980 dans la presse, et même à entendre certains des discours qui se sont tenus dans notre Parti et ici tout spécialement depuis ce matin, je crois qu'il y a une pente vis-à-vis de laquelle nous devons être attentifs : c'est celle qui consiste à dire que du moment que la Droite émet une opinion nous devons la prendre en compte parce qu'elle a une réalité, parce qu'elle a une existence, du fait même que la Droite, ayant si longtemps pratiqué la gestion, elle ne peut qu'avoir une antériorité et une efficacité dans cette gestion des affaires de l'Etat.
En d'autres termes, si avant 1981 nous étions dans toutes les têtes parce que nos idées étaient claires, est-ce qu'aujourd'hui nous avons du mal à y rester parce que nos idées sont confuses ?
De ce point de vue, je me pose la question de savoir si certaines des interventions que nous avons entendues aujourd'hui - et très spécifiquement je m'interroge sur l'intervention de notre camarade Chesnot, je m'interroge sur l'intervention de notre camarade Morin ce matin - contribuent à établir dans notre esprit et dans celui de nos camarades, et dans celui de l'opinion de Gauche, la clarté sur nos intentions et sur nos positions qui pourront nous permettre d'avancer.
Je vais prendre des exemples plus précis.
Je prends l'exemple de l'intervention de notre camarade Morin sur les problèmes de la fonction publique. Morin constate que la fonction publique, bon an mal an si j'ose dire, marche médiocrement. De ce constat, il avance l'idée que la dégradation de la notion d'Etat qui est la conséquence du mauvais fonctionnement de la fonction publique doit nous mettre en garde sur toute idée

Fondation Jean-Jaurès

de renforcement de l'Etat que nous aurions. C'est-à-dire que d'un coup, et par une démarche audacieuse, notre camarade confond, si j'ose dire, le guichetier avec l'ensemble de la chaîne de ceux qui, du ministre jusqu'au guichetier, constituent précisément la fonction publique.
C'est-à-dire encore que nous faisons porter toute la responsabilité d'un dysfonctionnement d'une activité essentielle sur celui qui est en contact avec le public et non pas sur toute cette technostructure, comme d'autres l'ont appelée avant moi, qui crée en fait la réalité de l'écran existant entre l'Etat que nous voulons gouverner et l'opinion publique sur laquelle nous voulons avoir influence.
Plutôt que de nous interroger sur la manière dont les fonctionnaires sont ou ne sont pas des privilégiés dans la société où nous sommes, ne devrions-nous pas nous poser des questions sur la façon dont ceux qui représentent la Droite, et qui sont incrustés dans les structures et les institutions de l'Etat, continuent à exercer leur mission et leur action au service de l'idéologie dont ils sont porteurs, c'est-à-dire l'idéologie de la Droite.
Cette question là, je crois, est dans toutes les têtes, et si les idées de la Droite sont dans toutes les têtes, ne serait-ce pas parce que beaucoup de citoyens constatent que la Droite est toujours au pouvoir et sont l'intermédiaire de celui-ci, bien que, c'est l'évidence, les Socialistes occupent la majorité au niveau de l'Etat.
L'ensemble de ces questions m'amène à une autre réflexion.
J'ai été un peu surpris d'entendre ce matin plusieurs camarades - c'était le cas de Chesnot, c'était le cas de Notebart, c'était le cas aussi de Françoise Gaspard d'une manière plus indirecte - paraître regretter l'union de la Gauche maintenant qu'elle n'existe plus, alors que - j'ai quelque mémoire - lorsqu'il s'agissait de la constituer, ces camarades n'étaient pas les plus déterminés à la réaliser.
Alors il est bien beau de parler de langage de Gauche et de pratique de Droite, mes camarades, mais il faudrait aussi avoir le respect de ses positions historiques, et quand on a été contre l'union de la Gauche et quand on a été contre certains aspects, voire tous les aspects du programme commun à une époque, on ne doit pas s'autoriser à regretter maintenant que l'aspect capital de ce programme commun, c'est-à-dire l'union entre les partis de Gauche, soit aujourd'hui disparu.
Il y a aussi vis à vis de notre histoire une honnêteté politique, et cette honnêteté politique, nous n'avons pas le droit de ne pas, les uns et les autres, la respecter.
Pour prendre enfin - et ce sera ma conclusion - un problème pratique, j'ai été très sensible à la proposition du camarade Le Garrec, suite à une discussion qu'il faudrait reprendre sur les fonctionnaires et sur la rémunération de la fonction publique. Le Garrec nous a donné un certain nombre d'éléments d'information. Le camarade Debarge paraissait les contester vivement. Je crois qu'on ne peut pas en rester à cet échange de quelques minutes, voire de quelques secondes, car il s'agit d'une question de très grande importance.
Le Garrec a dit : il faut, et j'y suis prêt, discuter au fond cette question entre le ministre que je suis et l'ensemble des membres du Bureau exécutif.

Fondation Jean Jaurès

Je crois qu'il nous propose là une bonne solution, qui a d'ailleurs, je pense, été utilisée abondamment à plusieurs reprises. Je la crois sérieuse et je demande à nos camarades du Bureau exécutif de la retenir. Mais ne devrait-on pas dans la période actuelle la généraliser ? Ne devrions-nous pas prévoir que l'ensemble du Bureau exécutif et des ministres les plus spécialement responsables des grands choix économiques de demain se réunissent pour déterminer non pas dans l'instant d'une discussion courte, mais après une séance de travail chiffré, quelles sont nos marges de manœuvre économiques et financières, quelles sont nos possibilités pour les 18 mois à venir ? Sur quoi nous pouvons compter ? Sur ce que nous devons nous interdire ? Sur ce que, bien entendu, nous pouvons espérer ?
(Applaudissements)

Le président - Denise Cacheux.

Denise Cacheux

Je crois qu'à ce point du débat j'ai intérêt à être rapide...

Le président - On a toujours intérêt !

Denise Cacheux - Je veux simplement intervenir sur deux points. Le premier concerne la prochaine Convention.
J'avais plusieurs questions à poser, mais Dominique dans son intervention a dit des choses qui m'ont totalement rassurée. Je veux simplement insister sur le contenu de l'objectif de modernisation et progrès social.
J'ai eu une petite inquiétude quand j'ai vu le questionnaire, dans les sections, sur le caractère très économique de ce questionnaire, et je souhaiterais beaucoup que le texte qui va redescendre dans les fédérations et les sections ne soit pas seulement économique, mais qu'il touche au mode de vie, à la vie quotidienne, qu'il mette aussi l'accent sur les valeurs qui sous-tendent notre démarche.
C'est simplement ce que je voulais ajouter, parce que j'avais plusieurs points à soulever, mais tu as répondu dans ton intervention.
Le deuxième point sur lequel je voudrais intervenir, c'est une réflexion sur les élections américaines et la "reaganomanie" des sondages et des médias.
Je voudrais dire que cela correspond tout de même à quelque chose dont on doit tenir compte, qui doit nous appeler à un certain comportement.
Je crois qu'actuellement les Français en général, et nos militants en particulier, ont besoin d'optimisme, et moi, c'est la leçon que je retiens des élections américaines.
Le triomphe du président américain n'est pas politique, puisque ce sont les Démocrates qui ont gardé la majorité au Congrès, n'est pas économique quand on regarde les résultats économiques des Etats-Unis, avec la pauvreté qui est aggravée, etc. Mais je crois que sa victoire est psychologique. Il a été élu dans une certaine mesure parce qu'il y croyait, et c'est son comportement qui a dopé l'électorat américain.

Fondation Jean-Jaurès

Alors je dis : méfions-nous ! On est en train de faire un peu comme Carter, c'est-à-dire qu'on est en train de prendre des mesures indispensables pour le redémarrage de notre économie, on est les artisans d'une future reprise, mais on fait comme si elle devait profiter à d'autres.
Il ne faut pas faire comme Carter, avoir une tête et un moral de martyr. Il faut absolument qu'on ait un dynamisme apparent, dans nos discours, dans nos comportements, qui donne envie à tous les Français de se jeter dans l'aventure avec nous.
Je crois que tous ceux qui interviennent, que ce soit au nom du gouvernement ou au nom du Parti, manquent de joie de vivre et de force de conviction quand ils s'adressent aux Français. C'est cela surtout que je voulais dire.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Denise.
Nous devons clore cette discussion générale par l'adoption d'une résolution. Je crois qu'elle est à la frappe. Pour ne pas perdre de temps, et en attendant que Jean Poperen puisse la rapporter, je propose que nous abordions tout de suite le dernier point de notre ordre du jour, c'est-à-dire le contentieux sur la fédération du Gard.
Je donne la parole à Bertrand Delanoë.

Bertrand Delanoë

Il y aura un autre point de contentieux, mais qui sera très rapide.
Chers camarades, sur l'affaire du contentieux de la fédération du Gard, tout à l'heure Daniel Vaillant va vous proposer un certain nombre de décisions et les assortira, d'ailleurs, d'un certain nombre de commentaires.
Si je m'exprime avant que Daniel fasse ces propositions, c'est parce que je veux assumer complètement ma responsabilité dans cette affaire de Secrétaire national au contentieux.
Depuis le mois de septembre, nous avons des problèmes avec la direction de la fédération du Gard, avec un élément déclenchant de ce contentieux qui est la désignation du candidat aux cantonales dans le canton de Sommières.
Dans cette affaire, j'avais été amené dès le lendemain du Congrès de Bourg-en-Bresse à essayer de faire prévaloir des points de vue de conciliation, tenant compte d'un certain nombre de réalités nationales et locales. Donc j'avais été amené à m'occuper de cette fédération dès l'instant où je prenais les responsabilités de secrétaire aux fédérations.
Avec un certain nombre d'autres membres de la Direction nationale, nous avons cherché à faire prévaloir des solutions de compromis pour éviter d'arriver à des solutions extrêmes.
Il faut savoir qu'au Congrès administratif de Laudun qui avait suivi le Congrès de Bourg-en-Bresse - puisque avant le Congrès de Bourg-en-Bresse le Congrès fédéral avait donné lieu à des événements qui n'étaient pas conformes a nos règles et à nos pratiques - nous avions réussi à trouver une solution de compromis tenant compte de beaucoup de réalités locales notamment, en

Fondation Jean Jaurès

construisant une équipe de direction fédérale autour de notre ami François Roboeuf, qui était aussi à l'époque le président de la Commission nationale des conflits, homme sage et capable d'inspirer le respect, et même une certaine autorité morale, à l'ensemble des parties prenantes.
Malheureusement notre ami François Roboeuf est décédé au printemps dernier, et à partir de là les problèmes ont recommencé.
Je reviens au contentieux qui nous a occupés depuis le début du mois de septembre, lorsque des secrétaires fédéraux du Gard nous ont saisis de leur difficulté à élaborer les listes des camarades qui auraient le droit de voter dans le canton de Sommières, avec un certain nombre de thèses des uns et des autres sur lesquelles je ne reviens pas. Ce qui a déclenché le processus, c'est une circulaire du Premier secrétaire fédéral, signée par le secrétaire fédéral aux élections et le trésorier, disant qu'il faisait appel aux sections en septembre pour établir la liste des votants, et dire surtout à quel moment ils avaient adhéré.
Comme ces fluctuations étaient assez évolutives en fonction des périodes, notamment de la période limite pour pouvoir voter aux cantonales, cela a donné lieu à des contestations.
Ce qui est très problématique dans toute cette affaire depuis septembre, c'est qu'à aucun moment la direction fédérale, la majorité de la CEF, n'a accepté d'appliquer si peu que ce soit les décisions de la Direction nationale, même lorsque celles là visaient simplement à gagner du temps pour trouver des compromis.
Ce qui m'a le plus choqué, je le dis simplement ici, dans le processus qui nous conduit aux décisions que nous prendrons aujourd'hui, c'est que la première décision qu'avait prise le Bureau exécutif, c'était de reporter de huit jours le vote dans ce canton. Vous remarquerez que comme oukase et comme directivité, ce n'était quand même pas trop dramatique. Eh bien même cela, la direction fédérale ne l'a pas accepté, c'est-à-dire que de décision en décision, de recherche de compromis en recherche de compromis, nous nous trouvions à chaque fois devant une direction fédérale qui s'opposait manifestement à l'application des règles du Parti que nous interprétions, au bon sens du terme, pour qu'elles puissent être viables à l'endroit indiqué, et avec une certaine désinvolture une direction fédérale qui "aussi sec" prenait un certain nombre de décisions parfaitement contradictoires avec les règlements tels qu'ils existent et la pratique telle qu'elle existe dans le Parti.
Alors, de difficulté en difficulté, de délégation nationale en délégation nationale, Daniel Vaillant s'est rendu à plusieurs reprises dans le Gard, en tant que délégué général aux fédérations. Je m'y suis rendu moi-même à deux reprises ; il y a eu deux fois délégation nationale composée sur la base de notre diversité, avec parfois des indisponibilités de temps qui ont empêché tel ou tel d'entre nous de pouvoir s'y rendre, mais finalement, tout le monde y a été à un moment ou à un autre. Nous sommes arrivés à la décision aujourd'hui que les choses ne pouvaient pas, ou plutôt au jugement aujourd'hui que les choses ne pouvaient pas rester en l'état. Les choses ne peuvent pas rester en l'état parce qu'il y a eu plusieurs carences constatées, Daniel les rappellera tout à l'heure, de la direction

fédérale ; plusieurs manifestations de cette direction fédérale de ne pas vouloir respecter les règles et les pratiques du Parti, de ne pas vouloir respecter les décisions nationales du Parti. Je crois que nous avons, après bien des consultations, après bien des discussions, bien des écoutes... parce qu'on nous a reproché parfois d'être autoritaires, mais j'ai l'impression que, dans le cas du Gard, nous ne l'avons pas été tellement, certains même peuvent nous reprocher de ne pas l'avoir été assez... Je crois que nous arrivons maintenant au moment où il faut prendre des décisions qui fassent d'abord en sorte que le Parti Socialiste existe dans le Gard.

Il y a un certain nombre de réalités locales qui tiennent notamment à des élus, je dis au pluriel : des élus. Il y a un certain nombre de réalités locales et de logiques départementales qui sont devenues plus importantes que la logique nationale d'une organisation politique. Nous devons enrayer cela.

Deuxièmement, nous devons faire en sorte que le Parti Socialiste, dans le Gard, travaille et ne passe pas son temps à se déchirer. Nous devons faire en sorte que les votes des militants soient respectés, car je peux vous dire que, dans le cas du canton de Sommières, il ne s'agit pas d'un conflit entre la base et le sommet, mais d'un conflit entre la base et le sommet, d'une part, et la direction fédérale, d'autre part, parce qu'il faut que vous sachiez que, sur le mode de vote, pour le canton de Sommières, la majorité, l'écrasante majorité des militants a exprimé son accord sur le mode de vote que nous avons proposé et il se trouve que lorsque le vote est intervenu, il y a eu à ce moment-là une courte majorité en faveur d'un candidat qui passe pour être le candidat du national là-bas, parce que certains ont intérêt à le présenter comme tel.

Je crois que les membres de la direction du Parti qui ont suivi avec moi cette affaire peuvent témoigner que nous avons essayé, au contraire, d'ouvrir et de faire en sorte que la désignation soit incertaine et que ce soient bien les militants qui tranchent.

Je crois qu'il faut que, maintenant, on respecte les décisions des militants, on impose cette logique nationale dont je parlais il y a un instant, et qu'on fasse en sorte que la logique nationale domine, c'est-à-dire pour être clair, entre nous, que les courants nationaux du Parti soient plus importants que les courants locaux ou les courants occasionnels de courants ou de sous-courants locaux.

Je le dis clairement, parce que c'est le seul moyen de construire le Parti Socialiste dans le Gard. Ce que Daniel Vaillant va vous proposer tout à l'heure, c'est de partir des réalités représentatives sur le terrain, des courants nationaux du Parti, pour essayer de faire en sorte que le Parti Socialiste dans le Gard fasse autre chose que de se déchirer et de s'occuper des désignations et des contre-désignations, qu'il s'occupe, par exemple, de la Convention nationale modernisation et progrès social, qu'il s'occupe aussi des campagnes du Parti, bref nous voulons que le Parti Socialiste dans le Gard, en tenant compte d'un certain nombre de réalités locales, vive si possible à l'heure du Parti, dans l'ensemble du territoire français.

Voilà ce que je voulais vous dire pour prendre mes responsabilités sur cette affaire et je propose que Daniel, qui a beaucoup travaillé sur cette affaire, vous

présente nos propositions qui sont d'ailleurs les propositions que nous avons faites à l'intérieur d'une délégation.

Le président - Merci.
Daniel Vaillant, tu as la parole.

Daniel Vaillant

Chers camarades, après ce que Bertrand Delanoë vient de vous dire, je pense que je pourrai être bref pour vous dire que la délégation qui a été envoyée par le Bureau exécutif national dans le Gard l'a été conformément aux règles en vigueur dans le Parti, à savoir une disposition du règlement intérieur.
Le Bureau exécutif ayant donc envoyé cette délégation pour écouter, investiguer au maximum, et pour proposer au Comité directeur une solution, solution difficile à prendre compte tenu de tout ce que vous a dit Bertrand, vous imaginez bien qu'aucune solution ne satisfait tout le monde, tout au moins sur le département du Gard. Il se trouve que la solution que nous allons vous proposer a, au moins, un avantage, je crois le savoir, en tout cas auprès de la délégation, c'est qu'elle sera unanimement défendue par cette délégation, c'est un élément important
Plusieurs solutions s'offraient, en réalité, au Comité directeur, en raison des dispositions statutaires. Ou de maintenir les choses en l'état, ce qui manifestement n'était pas possible et n'aurait pas été conforme à l'intérêt du Parti. Ou bien de dissoudre la fédération, mais dissoudre la fédération, c'est dissoudre 2500 adhérents, c'est dissoudre des sections qui n'ont pas toutes des choses à se reprocher, tant s'en faut, et qui plus est, à quelques mois d'échéances électorales importantes dans un département où nous sommes censés avoir la majorité, il peut être préjudiciable pour notre Parti de ne pas avoir de fédération installée, capable de mener cette campagne cantonale.
C'est en fonction de cela que la troisième solution a été, en réalité, retenue par la délégation - et nous rapportons en ce sens - c'est de procéder à la dissolution des instances fédérales, comme le prévoit le règlement intérieur du Parti, pour faire en sorte que le Parti reparte d'un meilleur pied, avec une équipe provisoire qui puisse diriger cette fédération, l'animer politiquement, mais tout cela est contenu dans le texte que je vais maintenant vous lire et qui, encore une fois, reflète l'unanimité de la délégation qui vient d'ailleurs de mettre la dernière main à ce texte.
"Saisi par les secrétaires fédéraux du Gard d'un contentieux local portant sur la désignation du candidat Socialiste à Sommières, le Bureau exécutif national a été amené à se prononcer à plusieurs reprises pour régler ce contentieux.
La fédération s'est refusée à appliquer les décisions successives du Bureau exécutif national. Celui-ci a donc décidé de saisir le Comité directeur de ces manquements graves aux principes de fonctionnement du Parti et a envoyé sur place une délégation, conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur.
Au vu des conclusions de la délégation nationale envoyée par le Bureau exécutif

national dans le Gard, le Comité directeur a pris les décisions suivantes".
Ce texte imagine qu'il a été voté par l'instance du Comité directeur.
"Il prononce la dissolution de la Commission exécutive de la fédération du Gard, il met en place un collectif fédéral de direction composé de six camarades, l'idée étant que ce collectif restreint, encore une fois, assume pleinement la responsabilité politique, en relation avec la direction du Parti.
Il serait composé de René Praden, qui jouerait le rôle de premier responsable, Alain Fabre, qui assurerait la gestion de la trésorerie, Paulette Balme, Ange Alvarez, Michel Sadorge, François Brugueirolles. Le collectif pourra s'assurer le concours des parlementaires Socialistes du Gard qui sont au nombre de quatre, je le précise, Edgar Taillade, Georges Benedetti, André Rouvière et Alain Journet.
Il assurera la responsabilité politique fédérale : animation, coordination, direction. Il veillera à l'application de la ligne politique du Parti, des décisions de la Direction nationale et des statuts du Parti.
Pour réussir sa mission, le collectif pourra faire appel à tout moment à la Direction nationale du Parti, qui suivra l'évolution de la situation en permanence.
En fonction de cette évolution, le Comité directeur prendra, le moment venu, toutes décisions utiles conformes à l'intérêt du Parti.

- Ou l'organisation d'un Congrès administratif.
- Ou le maintien du collectif de direction jusqu'au prochain Congrès.
- Ou, si les choses devaient empirer ou s'aggraver, la dissolution de la fédération.

En prenant cette décision, le Comité directeur, au nom du Parti tout entier, affirme sa volonté d'assurer avec le plein concours des sections et des militants, le fonctionnement démocratique de la fédération du Gard pour maintenir et étendre le rayonnement du Parti Socialiste dans ce département.
Pour ce qui est de la future campagne des élections cantonales, c'est au collectif de direction qu'il appartiendra d'en assurer la conduite au niveau départemental, en relation étroite avec les candidats du Parti et les sections concernées dans tous les cantons renouvelables.
Afin de surmonter les difficultés rencontrées dans le Gard pour la désignation des candidats dans certains cantons, le Comité directeur décide que, seule, la Convention nationale des 15 et 16 décembre pourra établir la liste définitive des candidats pour les cantons non renouvelables.
Le Comité directeur propose à la Convention nationale de ratifier les désignations régulièrement acquises dans les sections pari le vote des militants".
Voilà donc la délibération que je vous suggère d'adopter, sachant que c'est à l'unanimité qu'elle vous est proposée, après le maximum de consultation sur place et une concertation au niveau de la délégation à plusieurs reprises ici, depuis le retour de cette délégation dans le département, et en espérant que le Comité directeur voudra bien suivre cette proposition, étant entendu que nous sommes prêts, au niveau de la délégation à répondre à toutes les questions que vous pourriez poser.

La délégation qui s'est rendue sur place était composée de Jean-Pierre Destrade, Jean-Louis Joseph, Martine Buron, Pierre Carrassus et moi-même, étant entendu que Gérard Fuchs et Marie-Noëlle Lienemann n'ont pu matériellement se rendre dans le Gard ce soir-là.

Bertrand Delanoë - Mais ils ont préparé ce texte avec toi.

Daniel Vaillant - Mais ils ont préparé le texte avec moi, oui. Ce ne sont pas tout à fait les mêmes camarades, compte tenu des occupations des uns et des autres. Martine était retenue aujourd'hui par une activité du Parti ; c'est Fajardie qui était présent dans la Commission, et c'est Daniel Frachon qui a participé, en remplacement de Gérard Fuchs à la préparation de ce texte.

Le président - Bien. Y a-t-il maintenant des observations sur le texte qu'a lu Daniel Vaillant ?

Nicole Boulaya - Est-ce qu'il y aura d'autres interventions sur cette question ?

Bertrand Delanoë - Moi, éventuellement.

Nicole Boulaya

Camarades, c'est une tâche difficile et je voudrais être claire dans ce que je vais essayer de vous exprimer.
Je suis respectueuse de toutes les décisions qui seront prises dans ce Comité directeur. Il n'est pas question pour moi de m'insurger contre les décisions que vous prendrez.
Je voudrais simplement vous apporter quelques précisions, et j'en appelle à vous ici qui êtes soit parlementaires, soit premiers fédéraux, pour comprendre ce qui se passe dans ce département qui n'est pas plus mauvais qu'un autre.
Je crois que la légende du Gard, terre de troubles et de factions, est peut-être un peu exagérée. C'est vrai, nous avons des problèmes, mais d'autres en ont aussi, et comme le faisait remarquer tout à l'heure Delanoë, nous avons quand même quatre parlementaires, plus un qui est nous ne savons pas très bien où, mais auquel quand même, de temps en temps, on fait appel, je crois savoir qu'on le prévient de ce qui va se passer, même le Secrétariat national prend contact avec lui, en lui disant: "Si tu nous arranges et que tu fais retirer Untel, tu sais très bien que ta présidence n'est pas en jeu..."
(Mouvements divers)
Je m'excuse, camarades, de dire les choses aussi clairement, mais il y a un moment où il faut dire la vérité, même si celle-là est un peu gênante.
Pour le même camarade, un ministre, et non des moindres, est venu au moment des européennes et il n'a cessé de dire plein de louanges sur lui.
Alors, les militants s'interrogent. Jusqu'à quand va-ton nous considérer comme des militants soumis à des influences ? Je crois que les gens du Gard sont capables de prendre leurs responsabilités.

Fondation Jean-Jaurès

Pour l'affaire qui nous intéresse aujourd'hui, je crois que vous disiez tout à l'heure que vous n'aviez pas été autoritaires. Je dirai que vous avez été maladroits, je m'en excuse. Je pense a une décision du Bureau exécutif - et je ne parle pas de la demande de report parce que, effectivement, s'il n'y avait eu que la demande de report d'une élection, elle aurait été justifiée et la fédération du Gard aurait eu tort de ne pas l'écouter - je parle de la décision qui a été prise par ce premier Bureau exécutif qui a parlé de ce sujet, - laquelle décision a été que, pour le canton de Sommières, le seul canton de France dans ce cas, on voterait avec des cartes arrêtées en décembre 1983 et non pas, comme c'est la règle édictée au niveau national, avec des cartes datant de trois mois.
Alors, camarades, comment voulez-vous que nous n'ayons pas réagi, étant entendu que la justification des arguments avancés était qu'en fait, les cartes n'étaient pas valides?
Pour quelle raison n'étaient-elles pas valides ? Non pas du tout parce qu'il n'y avait pas un nom à côté d'une carte, mais parce qu'elles étaient suspectes politiquement. Alors, depuis quand le Bureau exécutif national peut-il porter un jugement aussi lointain ? Qu'on les examine une par une et qu'on le décide après, d'accord, mais comment pouvait-on, sur la foi de ce que j'appellerai quelques dénonciations - parce que c'est quand même bien de cela qu'il s'agit - prendre cette décision ?
N'oublions pas, camarades, que dans ce département il y avait un premier fédéral, il y a quand même des gens autorisés, je parle des parlementaires, et je parle de notre camarade ministre. On aurait peut-être pu les consulter avant de prendre une telle décision, pour savoir si, vraiment, ils étaient bien d'accord, les uns et les autres, avec la non validité de ces cartes !
Je vous accorde qu'une section qui progresse de 15 à 58 en quelques mois, c'est beaucoup. Certes... (rires)... mais attendez, attendez ! Je voudrais savoir ce qui se passe dans les Bouches-du-Rhône ou ailleurs, et dans d'autres grandes fédérations ? Alors, soyons sérieux.
(Murmures)
Je vous rappelle quand même, camarades, que la section voisine avait grossi, l'année précédente, dans des proportions à peu près équivalentes, et que nous avons été tout à fait admiratifs de la capacité qu'avait ce jeune militant à mobiliser derrière lui des troupes pour gagner des municipales ! Il les a gagnées et nous nous en sommes félicités. Donc, soyons sérieux et ne faisons pas deux poids et deux mesures.
Le Comité directeur va être saisi d'une proposition.
Cette proposition, je vous le disais tout à l'heure, je la respecterai, mais soyons sérieux.
Nous nous trouvons face à deux candidats : un officiel, investi par une base... mais quelle base ! Je vous rappelle qu'il y a eu deux votes, un premier vote décidé par la fédération, qui a donné 93 voix au Conseiller général sortant, 3 voix au maire de Sommières, un second vote qui a donné 95 voix pour le maire de Sommières et 13 voix pour le Conseiller général sortant ! Un chat n'y retrouverait pas ses petits... et le Gard n'y retrouve pas les siens !

- et un candidat légitime.
Ne nous faisons pas d'illusion, c'est ainsi que cela va se passer. Je pense que c'est dramatique et je ne vois pas quelle est l'instance qui pourra en décider, l'instance qui pourra trancher. Je pense, bien sûr, que la Convention tranchera, mais sur le terrain cela ne changera rien, malheureusement, même si c'est regrettable. Je ne porte pas de jugement sur les candidats, je me contente d'énoncer les faits et je vous dis que ces faits sont graves.
Je vous rappelle aussi qu'il y a 22 cantons renouvelables dans le Gard et qu'il y en a un en question. Est-il bien sérieux, pour un candidat, de mettre en cause toute une fédération qui, contrairement à ce qui a été dit, était partie d'un bon pas, car même après le décès de François Rebeuf, la direction fédérale qui avait été mise en place était parfaitement honorable et avait au moins réussi à faire que les gens ne se disputent plus et à avoir des CEF qui tiennent la route. C'était déjà un grand progrès.
Nous sommes vraiment dans une situation inextricable.
N'oubliez pas non plus que, comme vous le disiez, il y a quatre parlementaires et un ministre et qu'à cause de l'apparence dérisoire de ces débats, c'est aussi leur propre autorité qui est mise en cause dans de tels combats. Nous faisons la "Une" des journaux, c'est excessivement grave,
Je n'ai pas de solution à vous proposer, mais je vous le dis très sincèrement : la décision que nous prendrons ce soir, pour sage qu'elle soit, ne résoudra pas le problème. Seuls les militants du Gard, par un Congrès extraordinaire, pourraient peut-être le résoudre... mais peut-être pas dans le sens que tout le monde souhaite.

Le président - Merci.
Y a-t-il d'autres interventions ?
Non. Alors, Bertrand Delanoë, et puis nous allons mettre la résolution aux voix.

Bertrand Delanoë

Je suis d'accord avec Nicole, il faut être très clair, et je vais donc, à propos de faits, dire des choses extrêmement claires.
D'abord, j'ai demandé à rencontrer Gilbert Baumet, président du Conseil général du Gard, et, après l'avoir rencontré, je lui ai téléphoné plusieurs fois. J'en ai fait le compte rendu au Bureau exécutif au fur et à mesure. J'ai oublié de le dire au Comité directeur - qu'il me le pardonne - mais je pense qu'effectivement il n'était pas raisonnable d'essayer de traiter politiquement du problème de la fédération du Gard sans discuter avec une personne qui n'est plus membre du Parti, mais qui joue un rôle tout à fait intéressant, et j'estime d'ailleurs que, parfois, il vaut mieux parler directement aux responsables d'un certain nombre de groupes plutôt qu'à ceux qui font mine d'appliquer un certain nombre de consignes...
Je crois que c'est tellement compliqué, le Gard, chère Nicole, qu'effectivement y compris entre les gens - en clair - qui se réclament de Gilbert Baumet dans la direction fédérale, et Gilbert Baumet lui-même, il n'y a pas toujours le même

discours, et j'ai trouvé normal de tenir au courant Gilbert Baumet d'un certain nombre d'évolutions.
Ensuite, lorsque la première décision a été prise par le Bureau exécutif de reporter l'élection et, à titre conservatoire, de prévoir que ne voteraient que les camarades dont l'adhésion était incontestable, c'est-à-dire au 31 décembre 1983, et lorsque j'ai annoncé cette décision au Premier secrétaire fédéral, Max Trisch (?), je lui ai dit : "Je te demande d'appliquer au moins la première partie de la décision du BE, le report de huit jours. Si vous faites cela, j'organise une concertation avec toutes les parties intéressées pour essayer de trouver un consensus."
Il y a eu coup de force, Nicole, d'un certain nombre de camarades pour essayer de faire investir Charles Bouet sur la base de listes d'adhérents tout à fait contestables. Il n'y a pas d'adhérents suspects politiquement, il n'y a pas de problème de validation des cartes, il y a le problème d'une section qui, en quelques jours, augmente de 400%, et d'une direction fédérale qui n'est pas capable de nous dire, à un moment donné, quand sont arrivées les adhésions individuelles de chacun des adhérents, mais qui, au contraire, le 16 septembre, demande aux secrétaires de sections de les lui communiquer !
Voilà les faits.
La camarade ministre, notre amie Georgina Dufoix, a été consultée sur cette affaire depuis le début ; je ne dis pas qu'elle a été toujours d'accord, mais quels que soient les liens d'amitié et d'estime politique qu'on peut avoir avec un membre du gouvernement, je dis aux camarades qui nous incitent souvent à faire en sorte que le Parti existe qu'au moins, pour régler un contentieux comme celui-là, le Parti peut ne pas seulement demander des autorisations au gouvernement.
Effectivement, le camarade Jean-Marie Cambacérès, qui a été finalement investi par les militants, a été élu maire de Sommières en 1983, contre une liste Socialiste dissidente soutenue par Charles Bouet. J'ai ici les textes de "Midi Libre", Charles Bouet est présent avec le candidat Socialiste dissident ! Qu'est-ce que tu veux que je te dise ?... Interromps-moi, Nicole...

Nicole Boulaya - Je regrette, Charles Bouet est Conseiller général de ce canton. Je te signale que la photo et le texte auxquels tu fais allusion concernent une Commission des routes et que le leader de la liste qui s'est présenté contre Jean-Marie Cambacérès était le 1er adjoint. Je ne vois pas comment un Conseiller général aurait pu ne pas être à cette réunion.

Bertrand Delanoë - A peu de temps des élections municipales, alors que le candidat du Parti Socialiste était Jean-Marie Cambacérès, "Midi Libre" rendait compte de l'hommage appuyé que Charles Bouet, Conseiller général Socialiste, apportait au concurrent Socialiste dissident ! Les réalités du Gard, chère Nicole, c'est aussi cela ! Tu es bien d'accord ?

Nicole Boulaya - Il aurait peut-être fallu exclure Bouet à ce moment-là.

Bertrand Delanoë - Attends... Je continue. Tu as demandé des faits, je te réponds par des faits.
Si tu veux regarder les deux votes successifs qui sont intervenus, tu sais très bien, chère Nicole, que dans celui organisé par la fédération, organisé par la Direction nationale du Parti, sur les modalités duquel - j'insiste - une énorme majorité de militants a donné son accord, eh bien à une courte majorité, certes, mais à une majorité tout de même, Jean-Marie Cambacérès a eu un plus grand nombre de voix que l'autre candidat.
Il n'y aura pas un candidat officiel et un candidat légitime à Sommières, comme ailleurs ; je souhaite – et je pense que l'ensemble de la direction du Parti devrait souhaiter - qu'il y ait des candidats du Parti Socialiste dans chacun des 22 cantons renouvelables du Gard et je pense que ce serait la moindre des choses que l'ensemble des membres de la direction du Parti Socialiste - y compris du Comité directeur - apportent leur soutien public au candidat du Parti Socialiste dans chacun de ces cantons.
Il n'est pas exact de dire qu'après le décès de François Rebeuf et la mise en place d'une nouvelle direction fédérale, les gens ne se disputaient plus, parce que, s'ils ne se disputaient plus... on n'aurait pas besoin de parler du Gard maintenant !
Si vous avez fait la "Une" des journaux, c'est parce qu'un certain nombre de gens, qui ne respectent pas les règles du Parti - et je les ai rencontrés, figure-toi, Charles Bouet notamment, qui m'a dit clairement qu'être exclu du Parti, ce n'était vraiment pas son problème !... Cela m'a même un peu surpris, parce que je pensais que quand on était depuis quarante ans Conseiller général Socialiste d'un endroit, il y avait peut-être une discussion possible sur ce terrain-là... - si vous avez fait la "Une" des journaux, c'est parce qu'un certain nombre de camarades, qui deviendront peut-être d'ailleurs, je le dis clairement, des "ex-camarades", s'ils se présentent contre les candidats du Parti, ont porté cela sur la place publique, et ce environ un mois après que Jean-Marie Cambacérès ait commencé à se défendre dans les colonnes de "Midi Libre", alors qu'étaient étalés par les autres, précisément - j'ai là les extraits des journaux - les problèmes qui se passaient au sein du canton de Sommières.
Enfin, je crois que ce qui s'est passé dans le canton de Sommières est révélateur de problèmes plus vastes dans le Gard.
Je crois à cet égard qu'il n'est pas exact de dire qu'il y a des problèmes dans le canton de Sommières et que tout va bien dans le reste du Gard. Il y a un grand nombre de militants dans le Gard - et je les ai tous rencontrés, de tous les bords – qui en ont marre que les règles ne soient pas respectées, qui en ont marre qu'il n'y ait pas une légalité commune à la fédération du Gard et aux autres fédérations du Parti !
Enfin, Nicole, si tu termines ton intervention en disant : "La décision, pour sage qu'elle soit..." cela veut dire, je crois, qu'en tant que membre du Comité directeur tu la trouves assez sage ; c'est peut-être en tant que militante dans la fédération du Gard que tu as du mal à la porter, ce que je peux admettre, encore

que j'aurais aimé, dans toute cette affaire, trouver un peu plus de concours de camarades responsables, et je le dis au pluriel.
Je crois que la sagesse est effectivement d'adopter cette décision.

Le président - Pas d'autre observation ?
Je vais donc mettre aux voix la résolution qui vous a été lue par Daniel Vaillant, dont je rappelle qu'elle prononce la dissolution de la Commission exécutive fédérale et la mise en place d'un collectif provisoire.
Que ceux qui sont d'avis de voter ce texte veuillent bien lever la main.
…
Avis contraires ? Il n'y en a pas. Abstentions ?
…
1 abstention.
La décision est donc prise par le Comité directeur.
Autre point de contentieux, rapidement ?

Daniel Vaillant

Très rapidement.
La fédération des Alpes-Maritimes a saisi le Comité directeur d'un problème se passant à l'occasion d'une élection municipale partielle, où un camarade du Parti a cru devoir se présenter sur une liste du Parti Communiste alors que le Parti Socialiste a sa propre liste.
Conformément aux dispositions de l'article 80 des statuts, la fédération des Alpes-Maritimes propose l'exclusion du camarade Jean Salerno.
La délégation qui a examiné le dossier tout à l'heure propose de donner acte à la fédération et de réputer exclu, comme le stipule l'article 80 des statuts, Jean Salerno, pour s'être présenté sur une liste qui n'est pas celle du Parti Socialiste.

Le président - Je pense que cela ne pose pas beaucoup de problèmes.
Que ceux qui sont d'avis de ratifier cette décision d'exclusion veuillent bien lever la main.
…
Avis contraires ? Il n'y en a pas.
Abstentions ? Il n'y en a pas.
La décision est prise à l'unanimité.
Nous en arrivons maintenant à la résolution politique.
Jean Poperen ?

Jean Poperen - Elle n'est pas distribuée encore ?

Le président - Elle va l'être.

Jean Poperen

Je vous la lis, dans un quart d'heure au maximum je dois partir pour assumer

Fonds Jean-Jaurès

mes obligations demain matin.
"Les chefs de la Droite se disputent déjà un pouvoir qu'ils n'ont pas encore reconquis. Ils semblent croire que la période économiquement et socialement difficile traversée par notre pays a effacé dans la mémoire des Françaises et des Français les échecs répétés de leur politique sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing.
Depuis quinze jours, les deux anciens premiers ministres, Jacques Chirac et Raymond Barre, se livrent à un savant chassé-croisé : tout en se prétendant d'accord sur l'essentiel, M. Barre se démarque soigneusement de M. Chirac. Sur l'abolition de la peine de mort, sur le droit des femmes à l'IVG ou sur la constitution d'un groupe d'experts de l'opposition, quand l'un ou l'autre propose ou affirme, l'autre manifeste son hostilité.
Ces marquages tactiques relèvent plus de divisions profondes quant à la reconquête du pouvoir que de différences essentielles sur la conception de la société.
A partir de leurs déclarations, on peut clairement affirmer que la politique de la Droite, si elle était appliquée, serait d'une dureté jamais vue pour l'économie et la société françaises.
Prenant argument des difficultés de la crise, la Droite veut démanteler le système social bâti depuis la Libération.
Licenciements sans préavis, affaiblissement du droit syndical, diminution de la protection sociale, suppression du remboursement de l'IVG... Quel progrès que cette prétendue "société de responsabilité" que la Droite nous propose !
L'opposition affirme que la politique économique de la Gauche mène à la faillite. Dénationaliser, désétatiser, déréglementer, défiscaliser, liberté des prix, liberté de licenciement, liberté pour les patrons de fixer les salaires, tels seraient les nouveaux remèdes miracles qui "ramèneraient la confiance nécessaire" pour la bonne santé de l'économie française. La Droite promet en outre de faire baisser les prélèvements obligatoires, en résorbant le déficit budgétaire et en augmentant les dépenses militaires à 5% du PIB. Démagogie et incompétence.
Le vrai résultat d'une politique économique de la Droite serait l'austérité, surtout pour les plus défavorisés, l'accroissement du nombre de chômeurs et une perte brutale et importante du pouvoir d'achat des salariés du secteur privé et du secteur public. En matière fiscale, les seuls engagements de la Droite consistent à supprimer l'impôt sur les grandes fortunes.
Laisser-aller économique, désordre social et conservatisme moral, voilà les habits neufs de la Droite et de l'extrême droite.
L'ensemble de la société ne pourrait sortir d'une telle politique économique qu'affaiblie et désarticulée.
Une autre politique a été initiée par la Gauche au pouvoir. Tout en ayant la préoccupation de maintenir les grands équilibres économiques, elle vise à moderniser l'appareil productif et les rapports sociaux. Si le gouvernement a dû mettre en place une politique de rigueur, il s'efforce de la répartir équitablement pour préserver en particulier les plus défavorisés. Dans cette perspective, le Comité directeur invite le gouvernement à mettre en œuvre des mesures

permettant aux chômeurs non indemnisés de disposer d'un minimum de ressources.
Il essaye de conjuguer rigueur et dynamisme économique. Un certain nombre d'observations permettent de penser que cette politique obtient des résultats. En particulier la reprise des investissements, en augmentation de 12% depuis un an, est la manifestation d'un plus grand dynamisme de la production et devrait favoriser une croissance plus rapide.
Le Comité directeur pense que nous devons tenir bon pour que les résultats positifs se confirment et être attentifs à nous faire comprendre des couches sociales qui ont intérêt à la réussite de notre politique.
Dans la campagne "Faire face", que le PS mène actuellement, il développera ces arguments.
A l'occasion de la préparation de la Convention "Modernisation et Progrès social", proposée en septembre par le Premier secrétaire, c'est un vaste débat qui se déroule aujourd'hui dans le Parti et qui permettra d'exprimer fortement les analyses et les propositions des Socialistes sur un sujet essentiel pour l'avenir de notre pays.
En janvier, tous les militants Socialistes seront au contact avec l'opinion dans la campagne : "En direct avec vous"."
Dès maintenant, la Direction nationale prépare le grand rendez-vous électoral que constitueront les élections cantonales de 1985. Bonne occasion de démontrer sur le terrain que gestion de droite et gestion de gauche, notamment dans les collectivités locales, signifient des résultats bien différents pour la vie de nos concitoyens."

Le président - Merci. Y a-t-il des observations sur ce texte ?
Françoise Seligmann.

Françoise Seligmann

A la page 1, pour tenir compte de l'observation très juste faite par Lionel Jospin, on pourrait peut-être dire :
"A partir de leurs déclarations, on peut clairement "affirmer que la politique de la Droite, si elle l'appliquait aujourd'hui serait d'une dureté jamais vue...." J'ajouterais : si elle l'appliquait "aujourd'hui".

Jean Poperen - D'accord.

Françoise Seligmann - Page 2 tu dis :
"L'ensemble de la société ne pourrait sortir d'une telle politique économique qu'affaiblie et désarticulée" mais si c'est l'ensemble de la société, c'est "affaibli et désarticulé" au masculin et si c'est la société c'est au féminin, mais alors il faut le dire autrement. A mon avis il faudrait peut-être dire :
"La société ne pourrait sortir d'une telle politique qu'affaiblie..." ou alors il faut le mettre au masculin.
Le paragraphe qui suit se termine par :

Coll. Fondation Jean Jaurès

"...Dans cette perspective le Comité directeur invite le gouvernement..." et le paragraphe qui vient après commence par :
"Il essaye..." mais là il s'adresse au gouvernement de nouveau.
Dans cette perspective le Comité directeur invite le gouvernement, mais il est complément d'objet direct, alors là où bien on remet "le gouvernement", ou on met : "Dans cette perspective le Comité directeur," entre parenthèses...

Le président - Ou bien on dit "Celui-ci..." au lieu de "il".

Françoise Seligmann - D'accord.
Ensuite, dans le paragraphe suivant tu dis :
"Le Comité directeur pense que nous devons tenir bon..."
Je trouve qu'il serait peut-être plus fort de dire
"Le Comité directeur engage les Socialistes à tenir bon..." parce que, je ne sais pas, mais cela me paraît un peu statique.

Je an Poperen - D'accord, ne nous querellons pas là-dessus.

Le président - Y a-t-il d'autres observations ?
Pas d'observation ?
Alors je mets aux voix l'ensemble du texte, avec les modifications proposées par Françoise Seligmann, qui ont été acceptées par Jean Poperen.
Que ceux qui sont d'avis d'adopter ce texte veuillent bien le manifester en levant la main ?
Merci.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas. Abstentions ?
Il n'y en a pas.
Je n'ai pas de questions diverses, donc la séance est levée.
Je vous remercie.
La séance est levée.-

Coll. Fondation Jean-Jaurès